

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ À

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIERES

COMME EXIGENCE PARTIELLE DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR

SYLVIE BROUILLETTE

LES MARCHÉS PUBLICS À MONTRÉAL,

1840-1860

OCTOBRE 1991

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

Remerciements

Je tiens d'abord à remercier monsieur Normand Séguin pour avoir bien voulu diriger cette recherche. Sa grande disponibilité, la générosité de ses commentaires et la confiance qu'il m'a témoignées tout au long du travail m'ont aidée à terminer ce mémoire. Ma reconnaissance va également aux codirecteurs, messieurs Jean-Claude Robert et Serge Courville, pour leurs remarques et leurs conseils.

Je remercie le personnel du Service des archives de la ville de Montréal et celui des Archives nationales du Québec à Montréal qui ont fait preuve de compréhension devant mes demandes et ont facilité ma tâche. Ma gratitude va également à messieurs Jean-Pierre Côté et Claude Paris pour leur assistance technique, notamment dans la conception et l'utilisation de la base de données retenue pour le dépouillement des actes notariés. Enfin, le Service de la bibliothèque de l'Université du Québec à Trois-Rivières, en permettant d'harmoniser mes horaires de travail avec les exigences de la recherche, a grandement facilité ma tâche. Je lui en suis reconnaissante.

Table des matières

Remerciements	ii
Liste des tableaux.....	v
Abréviations.....	v
Introduction	1
I. La réglementation des marchés publics.....	5
Introduction	5
Les clerks des marchés.....	6
Règlements généraux.....	8
Les bouchers.....	14
La tarification.....	18
Les regrattiers	21
Le marché aux poissons	23
Le marché aux animaux.....	25
Les marchés à foin.....	27
Conclusion	32
II. Les marchés de Montréal	34
Introduction	34
Les marchés de la vieille ville	36
Le Marché neuf.....	36
Le Marché à foin	41
Le marché Sainte-Anne.....	43
Le marché Viger.....	47
Le marché Bonsecours.....	51
Les marchés des faubourgs.....	57
Le marché Saint-Laurent	57
Le marché Papineau	60
Le marché Saint-Antoine	63

Conclusion	64
III. Les occupants des marchés.....	68
Introduction	68
Remarques sur les baux et le traitement des informations	68
Les bouchers	71
Les autres commerçants des marchés	78
Les stratégies.....	84
Conclusion	92
Conclusion	95
Appendices	100
I. Un échantillon de bail.....	101
II. Les fiches de dépouillement.....	103
III. Le réseau des Versailles	104
IIIa. La liste des locations dans les marchés.....	105
IV. Le réseau des Viau Lespérance	108
IVa. La liste des locations dans les marchés.....	109
V. Le réseau des Viau (Cinq-Mars).....	112
Va. La liste des locations dans les marchés.....	113
VI. Le réseau des Delorier	114
VIa. La liste des locations dans les marchés.....	115
VII. Le réseau des Richelieu.....	118
VIIa. La liste des locations dans les marchés.....	120
Bibliographie.....	125

Liste des tableaux

I-	Tarification des marchés aux provisions, 1841-1860.....	21
II-	Tarification du marché Viger, 1840-1860	26
III-	Tarification des marchés à foin, 1840-1860	30
IV-	Chronologie des marchés publics, 1840-1860.	36
V-	Étals occupés par les bouchers dans les marchés montréalais, 1840-1860	39
VI-	Coût de location des étals de bouchers dans les marchés, 1840-1860	40
VII-	Revenus des marchés publics de Montréal, 1850-1860	48
VIII-	Salaire annuel des clercs et assistants-clercs, 1840-1860	51
IX-	Espaces occupés par baux dans le marché Bonsecours, 1847-1860	55
X-	Langue des occupants d'étals de bouchers, 1840-1860	74
XI-	Langue des occupants du marché Bonsecours, 1847-1860	80

Abréviations

PVC: Procès-verbaux du Conseil de ville

PVCM: Procès-verbaux du comité des marchés

Introduction

Espaces longtemps obligés de certains commerces et occasions d'une sociabilité aux multiples facettes, les marchés publics constituent le lieu de convergence des mondes rural et urbain. Au siècle dernier, ils forment encore le principal réseau de distribution des produits alimentaires dans les agglomérations urbaines et sont l'occasion d'échanges directs entre le producteur et le consommateur. Les gens des campagnes y écoulent leurs surplus et, la demande aidant, ajustent leurs productions en fonction des besoins. La nécessité de conserver la fraîcheur des denrées impose ses contraintes et délimite autour de la ville une aire d'approvisionnement plus ou moins large selon les produits. Par ailleurs, le regroupement des activités dans des lieux déterminés facilite leur surveillance par des autorités soucieuses d'assurer la protection des consommateurs et peut-être d'augmenter les revenus.

Malgré la multiplication des études en histoire urbaine et l'accent mis par certaines sur les rapports entre la ville et son hinterland, les marchés publics au Québec n'ont été l'objet que de rares publications au cours des vingt ou trente dernières années. Linda Bisenthal, dans une présentation des marchés des principales villes canadiennes, aborde très rapidement les marchés montréalais. Un ouvrage plus récent consacré au marché de Saint-Hyacinthe décrit également quelques autres marchés publics de la province dans un dossier qui se veut avant tout photographique. Ajoutons que plusieurs ouvrages sur Montréal ont abordé brièvement les marchés publics mais les renseignements s'avèrent souvent vagues ou carrément erronés. Les études plus récentes toutefois, à caractère urbanistique notamment, sont plus rigoureuses¹. Par ailleurs, le mémoire de maîtrise de Roger Chouinard sur l'architecture des halles de marché de la ville de Québec au XIX^e siècle, bien qu'en apparence très éloigné de nos préoccupations, renferme des indications intéressantes, entre autres sur la répartition des marchés dans le tissu urbain. Enfin Jocelyne Murray, dans un mémoire sur les marchés publics de Trois-Rivières pendant la

¹ Notons Marc H. Choko (*Les grandes places publiques de Montréal*) et Guy Pinard (*Montréal, son histoire, son architecture*).

deuxième moitié du XIX^e siècle, s'attache à la sociabilité liée au marché dans un petit centre urbain.

L'historiographie québécoise, on le voit, demeure ouverte à de nouvelles recherches sur les marchés publics. Toutefois, le manque de sources explique le nombre restreint d'études sur le sujet. En raison même de leur caractère, une bonne part des activités des marchés publics demeure en effet hors de la portée du chercheur. Pour le cultivateur qui offre ses surplus au marché comme pour la regrattière ou le boucher qui y tiennent des étals, il n'y a ni inventaire, ni livre des comptes. Le nombre de transactions, la nature et la quantité des produits échangés sont autant de données qui nous échappent. Quant aux prix des denrées, dont les journaux publient la liste sur une base plus ou moins régulière (du moins au milieu du siècle dernier), ils fluctuent au gré des saisons et des arrivages et même avec les heures du jour. Certes, les règlements des marchés prévoient habituellement la tenue de divers registres et les administrateurs municipaux exigent un relevé périodique des revenus et dépenses mais ces documents, propriété des clercs, du moins au siècle dernier, ont le plus souvent disparu.

Le problème des sources se reflète donc dans l'orientation et la facture de cette étude qui porte sur les marchés publics à Montréal entre 1840 et 1860. Le fonds d'archives de la ville est particulièrement riche sur les marchés publics, bien qu'il se limite essentiellement aux procès-verbaux et documents du Conseil de ville et du Comité des marchés de même qu'aux textes de la réglementation, du moins pour la période retenue. L'obligation pour les bouchers d'occuper leurs étals en vertu de baux et la découverte de plusieurs dizaines de ces documents dans les archives de la ville nous ont amenée à poursuivre les recherches aux Archives nationales du Québec à Montréal. La presque totalité des baux ont ainsi été retracés dans les greffes des notaires dont les services avaient été retenus par les autorités municipales entre 1840 et 1860. Leur exploitation imprime donc à cette recherche un caractère original puisque, mieux que toute autre source, elle nous permet de pénétrer véritablement dans les halles. Avec pour arrière-plan la réglementation et par le biais de leurs occupants permanents, nous appréhendons les marchés publics de l'intérieur, convaincu qu'une telle approche offrira un meilleur aperçu de leur évolution, en même

temps qu'elle nous fera côtoyer les bouchers, un groupe qui traditionnellement occupe une place centrale dans les marchés.

Nous abordons par ailleurs les marchés publics dans un contexte d'intensification des échanges et de transformation rapide d'un milieu urbain. Entre 1840 et 1860, Montréal se révèle en effet une ville en pleine expansion, dominant le commerce d'un vaste espace et à la veille d'amorcer son industrialisation. Sous l'impulsion de sa bourgeoisie, elle se dote notamment d'infrastructures (canalisation du fleuve, chemins de fer) qui lui permettront bientôt d'aspirer au titre de métropole canadienne.

Parallèlement, Montréal draine une population sans cesse accrue qui fait plus que doubler pendant la période, passant de 40 290 habitants en 1842 à 90 323 en 1861, et dont le débordement vers les faubourgs modifie la physionomie de la ville. Ainsi la part de la vieille ville s'amenuise-t-elle. Sa population, qui représentait 15% de l'ensemble en 1842, ne compte plus que pour 7,8% en 1861, la diminution cachant toutefois un accroissement sensible dans la partie est. Pendant ce temps, les faubourgs connaissent une croissance importante, passant de 34 228 habitants en 1842 à 83 271 en 1861. Le rythme de l'accroissement varie toutefois et marque un ralentissement entre 1844 et 1850, suivi d'une forte poussée entre 1850 et 1852². Par ailleurs, entre 1831 et 1865, Montréal devient une ville à majorité anglophone. Le plus haut pourcentage d'anglophones sera atteint en 1844 avec 57% de la population.

Dans le même temps, le Conseil de ville, rétabli en 1840³, amorce une série de travaux publics, multiplie la réglementation et met en place des rouages qui présagent nos administrations municipales modernes. Au premier Conseil, désigné par le gouverneur, succèdent en 1842 des représentants élus par la population. Les premières années de la nouvelle administration sont marquées d'une intense activité et voient la multiplication de chantiers de toutes sortes, notamment ceux de plusieurs marchés. Elles sont bientôt suivies, avec la crise de 1846-1849, d'une période de difficultés financières qui auront

² J.-C. Robert, *Montréal, 1821-1871: aspect de l'urbanisation*. Thèse de doctorat, Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 1977, p. 375-386.

³ Un premier Conseil de ville avait été mis en place entre 1833 et 1836 et fut suivi par le retour des juges de paix.

pour conséquence la mise sur pied, en 1847, d'un contrôle plus serré des dépenses municipales, une mesure qui persiste même après la reprise des années 1850. La période n'est par ailleurs pas exempte des fléaux habituels des siècles passés et les autorités montréalaises sont confrontées à des épidémies de typhus et de choléra, respectivement en 1847 et 1854. Une conflagration majeure détruira également une partie de la ville à l'été 1852.

Sur cet arrière-plan, esquissé ici à larges traits, nous présenterons au premier chapitre la réglementation des marchés publics, dans une sorte de mise en place des cadres administratifs qui président à leur apparition et à leur fonctionnement. Par le biais de la documentation des marchés et par les journaux notamment, nous tenterons également d'évaluer l'efficacité des autorités à faire appliquer ces règlements. Dans un deuxième chapitre, nous présenterons les différents marchés de la ville, soulignant les principales phases de leur évolution respective et nous efforçant de vérifier l'incidence des transformations du monde urbain sur leurs activités. Enfin dans un dernier chapitre, nous dresserons un portrait des occupants permanents des marchés, les bouchers essentiellement. Nous verrons comment ce groupe, incontestablement le plus puissant et le plus articulé des marchés, bâtit ses solidarités sur des liens familiaux qu'il tisse à travers toute la ville et qui s'étendent également dans les campagnes environnantes.

I. La réglementation des marchés publics

Introduction

La réglementation municipale forme le cadre à l'intérieur duquel se meuvent les divers acteurs des marchés. Sa compréhension est donc un préalable à une étude de l'évolution des marchés publics. À Montréal, un Comité formé au départ de cinq membres puis, à partir de 1852, de sept membres choisis parmi les représentants municipaux formule cette réglementation et surveille son application sous l'autorité du Conseil de ville auprès duquel il joue un rôle consultatif.

La rédaction de nouveaux règlements constitue l'une des premières tâches auxquelles s'attaque en 1840 le Comité des marchés. La démarche n'est toutefois pas nouvelle puisque la tenue de marchés publics dans la ville est strictement réglée dès le dernier quart du XVII^e siècle, en conformité avec des usages depuis longtemps établis en France¹. Sous le régime britannique, les juges de paix, chargés après 1764 de faire appliquer les dispositions législatives concernant Montréal, sont autorisés à «régler la police» en formulant «tels règlements et ordres[...] qui seront jugés requis et nécessaires²», pourvu que ceux-ci n'entrent pas en contradiction avec les lois de la province. Des compilations de ces règlements paraissent en 1810, 1817 et 1821, cette dernière édition étant suivie de deux mises à jour en 1826 et 1833.

L'organisation et la régie des marchés publics occupe une large part de ces règlements, par ailleurs constitués d'un ensemble assez hétéroclite de directives touchant divers aspects de la vie urbaine. La réglementation de mai 1841 (règlement 26), si elle

¹ Plusieurs arrêts ou règlements du Conseil supérieur et certaines ordonnances des intendants déterminent les jours de marché, fixent le prix de la viande ou encore interdisent aux habitants des campagnes de vendre par les maisons. E.-Z. Massicotte. Répertoire des arrêts, édits, mandements, ordonnances et règlements conservés dans les archives du Palais de justice de Montréal, 1640-1760, *Mémoires de la Société royale du Canada*, 1917, t.I; 1918, t.I.

² Une première ordonnance à cette fin est promulguée en 1777, pour un temps limité toutefois, et sera continuée à plusieurs reprises par la suite.

comporte des éléments nouveaux, reprend sensiblement les grandes lignes des textes précédents concernant les marchés, en plus détaillé et plus précis toutefois. L'établissement de nouveaux marchés rendra nécessaire une reformulation de ce règlement en 1848 (règlement 196) et à nouveau en 1863 (règlement 285). Dans ce dernier cas, la construction de nouvelles halles échappe à notre observation mais les préparatifs des travaux occupent la toute fin de la période qui nous intéresse.

En concentrant les activités dans des lieux désignés, l'établissement de marchés publics permet d'exercer une meilleure surveillance sur celles-ci. Cette intervention des autorités varie selon les périodes et peut aller, comme sous le régime français, jusqu'à une régulation stricte des prix (dont la viande faisait l'objet notamment). Tel n'est plus le cas au XIX^e siècle, bien qu'un règlement comme celui sur les regrattiers, qui vise à préserver l'échange direct entre producteur et consommateur, tend à prévenir l'augmentation des prix. La réglementation vise le bon approvisionnement de la ville tout en procurant à l'administration, par l'imposition de droits, certains revenus. Si elle réserve une large part à la protection des acheteurs, elle garantit également des privilèges à certaines catégories de commerçants, dont les bouchers ne sont pas les moindres.

Les délibérations du Conseil de ville et du Comité des marchés ainsi que la documentation des marchés nous aideront à aborder ces règlements et à comprendre les motifs qui sous-tendent les décisions des autorités, comme ils pourront nous éclairer sur leur impact réel dans le quotidien.

Les clerks des marchés

La gestion interne des marchés est confiée à des clerks. Les hommes en place en 1840 exercent leurs fonctions en vertu de commissions attribuées par le gouverneur plusieurs années auparavant et partagent avec la ville les revenus des marchés. Au prix d'une compensation versée aux deux anciens titulaires, les nouvelles autorités transforment le statut de clerk en celui de salarié et rapatrient la totalité des revenus³, affirmant doublement la prise en main par la ville de la direction des marchés.

³ Leprohon, nommé en 1820, et son vis-à-vis du marché à foin, Michel Bibaud père, en poste depuis 1833, refuseront de poursuivre leurs activités à titre de salariés et

Si ce n'est ce changement, le rôle du clerc évolue peu entre 1840 et 1860. Chargé d'appliquer la réglementation sous la surveillance du Comité des marchés, sa tâche consiste essentiellement à inspecter les produits et à trancher les litiges, à régler la disposition des vendeurs dans l'enceinte et aux abords des marchés et à assurer la propreté des lieux, enfin à percevoir les droits d'occupation des places. Tenu à l'impartialité, il ne peut transiger sur le marché autrement que pour ses propres besoins ou ceux de sa famille. Enfin, il doit consigner dans un registre toute infraction aux règlements⁴. Pourvu d'une autorité à laquelle chacun doit se soumettre sur le marché, le clerc n'en est pas moins étroitement subordonné au Comité des marchés pour chaque initiative ou décision dépassant les cadres du quotidien ou pour toute modification concernant les baux de location, comme en témoigne l'abondante correspondance échangée avec les autorités.

Selon l'importance du marché, le clerc est secondé dans ses fonctions par un ou des assistants-clercs. Une bonne part d'arbitraire influe la nomination des uns et des autres. La connaissance des marchés représente toutefois un atout non négligeable puisqu'au moins deux clercs ou assistants-clercs sont d'anciens bouchers et que deux autres succèdent à leur père. Parmi les critères de sélection, la langue, entendons la connaissance du français, n'apparaît pas d'emblée comme importante. Ainsi les autorités désignent-elles, en 1840, un clerc unilingue anglais au Marché neuf; il sera bientôt rappelé à la suite des protestations du conseiller Sabrevois de Bleury, mais l'*Aurore des Canadas* pourra constater, deux ans plus tard, que «les clercs de deux marchés n'entendent pas un mot de français»⁵. Le bilinguisme deviendra un critère de choix déclaré à partir des années 1850, sans que nous puissions déterminer s'il s'applique davantage à un groupe qu'à un autre.

Il est difficile d'évaluer la compétence et l'efficacité des clercs. Des demandes pour l'engagement d'un assistant ou d'un homme de police indiquent bien que certains d'entre eux sont débordés —le clerc du marché Saint-Laurent n'écrit-il pas qu'il lui faudrait «des

contraindront la ville à leur verser des compensations pour la disparition de leurs postes.

⁴ Le clerc du Marché neuf cumule de plus l'attribution des permis de bouchers et de regrattiers, de garçons porteurs, de charretiers et conducteurs de calèches et enfin de vendeurs de lait, tâche qui, pour les deux derniers groupes, sera éventuellement confiée au chef de police.

⁵ L'*Aurore des Canadas*, 17 janv. 1843.

ailes pour répondre à tout». À quelques reprises au cours de la période, les autorités font un rappel à l'ordre concernant l'application des règlements, mais sans préciser les manquements reprochés. Nous rencontrons à l'occasion des remarques sur la malpropreté de certains marchés ou un manque d'assiduité au travail. Des accusations, en 1858, contre un assistant-clerc du marché Sainte-Anne, par ailleurs ancien boucher, apportent toutefois un éclairage intéressant sur certaines pratiques et sur l'attitude des autorités. L'individu, qui emprunte à l'occasion de l'argent à des bouchers du marché, fait preuve de favoritisme dans la perception des droits; il n'est pourtant pas inquiété par le Comité des marchés qui le réprimande mollement⁶. Cas isolé ou illustration d'un certain laxisme, il faut de toute évidence replacer l'incident dans le cadre de mœurs administratives peu sensibles aux conflits d'intérêts.

Règlements généraux

Lorsqu'il est nommé en 1840, le nouveau Comité des marchés prend en charge un marché aux provisions —le Marché neuf— et un marché à foin, auxquels il ajoute rapidement le marché Viger pour la vente des animaux, lesquels font donc l'objet des règlements de 1841. L'achat du marché Sainte-Anne, la réouverture du marché Saint-Laurent et la création du marché Papineau suivront rapidement, comme nous le verrons plus en détail dans la partie suivante. L'implantation de nouveaux marchés publics s'inscrit dans la réglementation de 1848 par l'addition d'un préambule où sont désormais désignés chacun des marchés de la ville, précisées leurs vocations respectives et délimitées les rues et places réservées à leurs activités. À partir de cette date, la facture des règlements change donc, les articles ne régissant plus des marchés mais des types d'activités.

⁶ Thomas Day est accusé par un balayeur du marché de détourner des sommes de la collecte du marché pour vraisemblablement payer une propriété qu'il a acquise, d'utiliser le bois de la ville pour chauffer son logis et de favoriser certains vendeurs de porc et de beurre du marché. Après enquête, les accusations sont rejetées par le Comité des marchés qui ajoute toutefois: «the Committee are induced to believe from the testimony given that he has been remiss in his duty in not exacting as rigidly as he should have done the duty from pork & butter dealers frequenting the market». Il recommande qu'à l'avenir Day prélève le montant des taxes prescrites sans discrimination. PVCM, 1^{er} juil. 1858.

En 1841, les marchés publics de Montréal ouvrent leurs portes quotidiennement, sauf les dimanches et fêtes, de 5 heures à 16 heures du 1^{er} avril au 1^{er} décembre et à partir de 7 heures le reste de l'année, l'horaire se prolongeant toutefois les samedis soirs jusqu'à 22 heures. Les mardis et les vendredis demeurent cependant des jours d'affluence pour les gens des campagnes⁷, achalandage que reflètent d'ailleurs les horaires des vapeurs⁸. La réglementation de 1848 impose un nouvel horaire épousant mieux l'allongement des jours; elle prolonge désormais les heures d'ouverture jusqu'à 19 heures du 1^{er} avril au 1^{er} novembre et jusqu'à 18 heures en février et mars, ne conservant l'ancien horaire d'hiver que de novembre à janvier. L'horaire s'étire également les samedis soirs jusqu'à 23 heures. L'allongement est considérable, surtout pendant la période «estivale» alors que la durée d'ouverture passe de 72 à 88 heures par semaine.

Conforme dans son esprit aux réglementations précédentes, le texte de 1841 réitère l'interdiction de vendre sur «aucune place autre» que les marchés publics «des provisions fraîches, de la viande de boucherie, des animaux vivants, du fourrage et autres effets qui se vendent ordinairement sur les marchés». Une énumération plus détaillée des produits⁹ remplace ces généralités en 1848 sans altérer la portée de l'article. Les réactions des journaux à cette occasion sont toutefois révélatrices. Dans un texte intitulé «Un nouveau règlement d'ancienne date», la *Minerve* raille «quelques journaux anglais» qui jettent les «hauts cris» contre les nouveaux règlements:

Le règlement qui a toujours existé mais qui n'a pas été strictement mis à exécution, veut que tous les produits, provisions, animaux vivants soient apportés et amenés au marché

⁷ Les mardis, jeudis et vendredis étaient désignés jours de marché dans la réglementation de 1810. L'ouverture quotidienne date de 1817.

⁸ Un exemple parmi plusieurs autres: les lundis et jeudis, le vapeur Terrebonne quitte le village du même nom pour Montréal avec des arrêts à L'Assomption, Lachenaie, Repentigny, Varennes et Boucherville. Arrivé à destination, il repart en fin de journée pour Varennes qu'il quitte tôt le lendemain matin «pour le marché de Montréal» avec un arrêt à Boucherville. Il quitte Montréal à 16 heures, le même jour pour L'Assomption et Terrebonne avec les mêmes arrêts que la veille. La *Minerve*, 25 avril 1857.

⁹ «[...] aucune espèce de provisions fraîches, de la viande de boucherie, du porc, de la viande salée, des dindes, des oies, des canards, des volailles, des œufs, du poisson, des fruits, des végétaux, du fourrage, du foin, de la paille, du grain d'aucune espèce, des animaux vivants, des chevaux, des bestiaux, des moutons, des veaux, des cochons, ou autres animaux, produits ou effets généralement apportés [...] sur les marchés publics». Règlement 196, section 6.

avant d'être vendus [...] ceux qui s'opposent si fort ne savent peut-être que les cours de plusieurs hôtels servent de marchés publics. Des spéculateurs y accaparent toutes les viandes et les vendent ensuite à des prix très-élevés. Aussi ceux qui ont élevé la voix les premiers dans les journaux sont des hôteliers, au nombre de 15 à 20. Toutes ces transactions se passent chez eux, ils en tirent un certain profit et les citoyens paient!¹⁰

La réplique semble en fait donnée à un article de la *Gazette* qui porte haut l'indignation («We do not believe there is a precedent for it in the modern history of the civilised [sic] world») mais dans lequel transparaissent les pratiques en usage:

[...]We cannot, for instance, agree with a farmer to leave us our regular supply of eggs, butter, and potatoes, or of forage, if we keep a horse, at our own door, without violating it. [...] And if the law is oppressive to private individuals, it will be doubly so to tradesmen. [...] A very large portion of the business in the suburbs is done here, as it is in every other market town, by persons who buy produce of those whom they have supplied with goods, and in the scarcity of money, barter supplies its place, to the convenience of both parties¹¹.

Selon ce même article, les habitants trouveraient leur compte dans ces arrangements:

Many of them have a long way to come with a small quantity of produce. They make out badly in the market, because a large portion of their customers do not speak their language. If they cannot go where they know they will find a customer, they will lose credit, or run into debt, be delayed, lose a night in town, or go home at the risk of their lives at a late hour¹².

Des propos d'ailleurs corroborés par ces remarques des cultivateurs de la paroisse du Sault-au-Récollet:

Vos requérans ont un grand intérêt à faire un séjour aussi peu prolongé que possible dans la cité, il leur est donc avantageux de pouvoir disposer de leurs denrées dans le plus court délai même avant de se rendre aux marchés [...] La section 6 en défendant toute transaction de ce genre prive les vendeurs et les acheteurs des avantages de cette liberté dont ils avaient joui jusqu'alors¹³.

Plusieurs d'entre eux choisissent effectivement de vendre leurs produits dans les rues, comme le confirment les plaintes et remarques adressées au Comité des marchés, d'autant que les règlements de 1810 et 1821 permettaient qu'on «porte pour vendre par les rues des fruits et production de jardin». En 1851, des fermiers de l'île de Montréal proposent

¹⁰ La *Minerve*, 10 fév. 1848.

¹¹ *The Gazette*, 7 fév. 1848.

¹² *Idem*.

¹³ Archives municipales, dossier 460.4, 27 mai 1848.

d'ailleurs aux autorités qu'on leur octroie un permis à cette fin¹⁴. Le refus des autorités s'appuie notamment sur la constatation que de «semblables défenses sont faites par les règlements de New York, de Boston, de Philadelphie, en un mot de toute autre ville incorporée sur ce continent». Une requête semblable en 1859 sera rejetée à la suite des protestations des «revendeuses de végétaux» du marché Bonsecours qui voient là une menace directe à leur survie.

À la fin des années 1850, les autorités semblent pourtant dans l'indécision quant à la politique à suivre, comme en témoigne en 1859 cette demande du clerc du marché Sainte-Anne en quête d'une ligne de conduite concernant les habitants qui apportent du grain aux magasins avoisinant le marché et qui refusent de payer des droits. L'année suivante, le Comité des marchés transmet d'ailleurs à l'avocat de la corporation la requête suivante:

[...] to give [...] his legal advice as to the right of farmers and others to sell grain, produce, etc. along or about the streets or at private houses or breweries and distilleries, etc. without paying market dues on said produce, etc. and if that right do not exist that the Chairman be authorized to cause the dues to be levied regularly from such persons¹⁵.

La réglementation de 1863 ne répond pas à la question. Tout au plus autorise-t-elle les fermiers à vendre des pommes de terre dans les rues moyennant un permis et pourvu que les quantités ne soient pas inférieures à une poche ou un minot et demi. Des difficultés semblables surviennent dans le commerce de la viande, des animaux vivants et du fourrage mais nous y reviendrons quand nous aborderons ces aspects de la réglementation.

Les règlements généraux établissent certaines normes sur la qualité de la viande et pour la prévention des fraudes. Comme précédemment et pour des raisons de propreté évidentes, il est interdit de tuer et de saigner des animaux, de plumer des volailles ou d'évider du poisson dans les marchés. Toutefois, la réglementation qui jusque-là interdisait simplement de vendre de la viande «gâtée ou malsaine» se fait sur ce point beaucoup plus précise, promettant la confiscation de toute viande ladre ou soufflée, provenant d'un animal trop jeune (moins de 3 semaines) ou trop maigre, malade ou mort

¹⁴ Archives municipales, dossier 460.9, pétition des vendeurs de végétaux, 20 juillet 1851.

¹⁵ PVMC, 8 oct. 1860

de maladie. Elle interdit également la vente de viande de taureau ou de verrat, jugée trop dure. Si les journaux ne rapportent que rarement de telles saisies sur les marchés, une série de lettres à la *Minerve* en 1852, bientôt suivie d'une pétition au Conseil de ville réclamant la nomination d'un inspecteur des viandes, dévoile des infractions quotidiennes aux règlements:

Vendredi le 16 janvier dernier, il a été offert en vente sur le marché Bonsecours 60 quartiers de bœuf parmi lesquels il y en avait 32 de taureaux. Le même jour, il y avait 8 quartiers de bœuf qui étaient trop maigres pour être mis en vente. Samedi le 17, il y avait en vente 30 quartiers de taureaux et 24 quartiers de veaux mort-nés et d'autres trop jeunes pour être mis en vente. Mardi le 20, il y avait 30 quartiers de bœuf en vente, 24 desquels étaient des taureaux, il y avait aussi 4 quartiers de vache malade lorsqu'elles a [sic] été tuées. Vendredi, 23, il y avait en vente 35 quartiers de bœuf, sur lesquels se trouvaient 30 quartiers de taureaux [...] depuis le même commerce de mauvaises viandes s'est continué journellement [...] non seulement sur le marché Bonsecours, mais sur tous les marchés de cette ville, sans compter les maisons des faubourgs où l'on débite des viandes de boucherie [...] ¹⁶

En fait, le correspondant de la *Minerve* déplore non seulement la mauvaise qualité de la viande mais aussi le faible approvisionnement des marchés auquel il attribue son prix élevé «tel que la classe pauvre ne peut généralement en acheter»¹⁷. En ce sens, il ne blâme pas tant les bouchers que les pratiques d'élevage des habitants des campagnes qui, contrairement à ce que la réglementation tend à favoriser, vendent rapidement les bêtes plutôt que de les engraisser. Le dossier, soumis au Conseil et référé au Comité des marchés, n'aura pas d'écho.

Les autorités énoncent des directives toutes aussi précises sur les poids et mesures, chaque vendeur devant se conformer aux étalons de masse et de poids désormais inscrits dans la réglementation (règlement 26, articles 39-43). Les balances et contenants sont régulièrement inspectés par le clerc¹⁸ qui, à la demande d'un acheteur méfiant, peut toujours peser ou mesurer à nouveau les produits négociés. Les journaux rapportent à

¹⁶ La *Minerve*, 17 fév. 1852. «Un citoyen» explicite ici des propos qu'il avait tenus dans une première lettre publiée le 30 janv. Il récidive le 5 mars dans un texte accompagné de 3 affidavits de bouchers et à nouveau le 15 mai et le 15 juin 1852.

¹⁷ La *Minerve*, 15 juin 1852.

¹⁸ La *Minerve* du 18 déc. 1858 lance cet «Avertissement aux bouchers, épiciers et autres. Mercredi matin, trois bouchers du marché Bonsecours du nom de Gravelle, Lafleur et Collin, ont été amenés devant M. le surintendant de police Coursol, sous l'accusation d'avoir de faux poids en leur possession. Les deux premiers ont été condamnés à £2 d'amende, et le dernier à £3.5.0».

plusieurs occasions la confiscation, au profit des établissements de charité de la ville, de pommes de terre, de grain ou de beurre qui n'avaient pas le poids ou encore de beurre salé vendu pour du beurre frais¹⁹. La saisie des produits est généralement accompagnée d'une amende qui, après 1848, ne peut dépasser £5 mais à laquelle pourra s'ajouter une légère peine de prison.

Si la réglementation détermine les produits vendus sur les marchés, elle en éloigne également certains commerces. C'est ainsi que les produits du cuir —harnais, bottes, souliers— que l'on pouvait trouver sur les marchés au début du siècle y sont interdits²⁰, une mesure sans doute destinée à protéger les cordonniers artisans montréalais. Les colporteurs également (en anglais «person who shall hawk about...») ne peuvent vendre «de la petite mercerie, des fruits ou des légumes, ou des biscuits et sucreries» sur les marchés, sans qu'il ne soit précisé si l'article vise les vendeurs ambulants non licenciés ou tous les colporteurs²¹. Par ce moyen en quelque sorte, les autorités offrent aux occupants de places sur les marchés une protection contre la concurrence des vendeurs ambulants qui offrent les mêmes produits qu'eux. Pour les mêmes raisons, les ventes à l'encan d'animaux ou de tout autre produit dans les rues ou cours avoisinant les marchés sont interdites, sauf lorsque faites par autorité de justice ou (après 1863) autorisées par le Comité des marchés.

Au chapitre des règles générales peuvent également figurer un ensemble d'articles touchant l'hygiène, la sécurité et l'ordre à l'intérieur des halles. Ainsi, les occupants d'étals et de bancs sont tenus de nettoyer régulièrement leur place et d'éviter d'encombrer les passages avec des cuvettes ou de la viande suspendue à des crochets²². À partir de

¹⁹ La pratique est assez fréquente, semble-t-il, et consiste à façonner le beurre salé en petits pains «dans des moules à l'empreinte de la feuille de chardon ou du trèfle afin de lui donner l'apparence du beurre frais» (*La Minerve*, 18 déc. 1843). Certains fraudeurs poussent le subterfuge jusqu'à enrober les pains d'une mince couche de beurre frais. (*La Minerve*, 13 avril 1846).

²⁰ Les règlements de 1810 réservent des places aux vendeurs d'articles de cuir sur le marché Neuf. L'interdiction apparaît avec la réglementation de 1817.

²¹ La réglementation de 1863 réitère l'interdiction des colporteurs à moins cependant qu'ils ne soient «munis d'une licence à cet effet» (article 18).

²² Pourtant en 1860, des bouchers du marché Saint-Laurent demandent la disparition des billots disposés devant les étals parce que ceux-ci sont «un obstacle à la propreté [...] par la raison qu'il se loge en arrière et dessous ces billots des morceaux de viande et des

1848, les chiens sont ne sont plus tolérés dans les halles et à plus forte raison dans les étals²³. Par ailleurs, la crainte toujours présente des incendies bannit l'utilisation de réchauds ou de chaufferettes (les bouchers du marché Saint-Laurent ont l'habitude d'aller se réchauffer dans le logis du clerc qui reçoit pour cette raison une allocation de bois), comme elle interdit de fumer dans les halles. Les bouchers semblent éprouver des difficultés à se conformer à ce dernier règlement puisque, parmi les infractions rapportées à l'occasion par la *Minerve*, celle-ci figure en bonne place. Enfin, toute flânerie ou conduite désordonnée sont réprimandées. Malheureusement sur ce dernier aspect, nos sources sont à peu près muettes. La proximité d'auberges et de tavernes aidant, il est difficile d'imaginer les marchés sans leur partage de désordres. De fait, pendant les six mois où la *Minerve* rapporte de façon régulière les causes entendues devant la cour du Recorder (de juin à décembre 1855), sept des dix-sept individus interpellés en rapport avec les marchés le sont pour y avoir troublé la paix d'une manière ou d'une autre.

Les bouchers

Seuls commerçants des marchés tenus par la réglementation à signer un bail pour leurs étals, les bouchers possèdent, du moins en principe, le monopole du commerce de la viande. Les cultivateurs peuvent toutefois détailler sur les marchés de la viande provenant de bêtes élevées ou tuées sur leur ferme. Cette disposition fait d'ailleurs l'objet de protestations répétées de la part des bouchers qui réclament l'élimination de cette concurrence ou l'assujettissement des gens des campagnes au paiement d'une taxe²⁴. Ils ne sont qu'à demi entendus puisque la réglementation de 1848 restreint simplement l'activité des cultivateurs à la vente de viande par quartiers ou par carcasse entière. Encore

os qui se corrompent et répandent une mauvaise odeur outre que l'on y réfugie les têtes de bœufs, de moutons et de veaux ainsi que les fressures... [et qu']un certain nombre de bouchers remplissent [le] passage d'une telle manière que ceux qui se trouvent vis-à-vis de leurs étaux ne peuvent avoir de place sans s'exposer à graisser leurs habits sur ces billots et ces têtes exposées devant les dit étaux». Archives municipales, dossier R3111.2, juillet 1860.

²³ En 1853, les clercs sont rappelés à l'ordre sur l'application de cet article du règlement. PVMC, 19 mars 1853.

²⁴ PVC, 13 nov. 1846.

en 1852, les bouchers du marché Bonsecours évoqueront cette concurrence, entre autres arguments, pour réclamer une réduction du coût de leurs étals²⁵.

La même argumentation sera reprise au sujet des étals privés. La réglementation de 1841 réserve en effet aux autorités le pouvoir de permettre à des bouchers, moyennant un permis, de vendre de la viande ailleurs que dans les marchés publics²⁶. Plusieurs de ces étals sont toutefois tenus sans autorisation dans les faubourgs de la ville, comme l'indiquent les nombreuses plaintes des bouchers et les demandes d'intervention du Comité des marchés auprès de la force de police. À l'automne 1844, dix-sept individus comparaissent ainsi devant le Comité des marchés et se voient attribuer un permis jusqu'à l'ouverture prévue en 1845 des marchés Papineau et Saint-Laurent²⁷. Pour ne pas porter ombrage aux marchés publics, les autorités refusent après cette date l'émission de nouveaux permis.²⁸

En fait, les étals privés ont la faveur des populations des faubourgs qui ne souhaitent pas se déplacer trop loin pour leur approvisionnement et réclament leur maintien. Ils constituent une menace qu'évaluent fort bien les bouchers des marchés. C'est ainsi que la réglementation de 1848, muette sur la question, est bientôt suivie d'un règlement «pour imposer une taxe sur les bouchers tenant des étaux privés»²⁹. La formulation ne confère plus le caractère d'exception qui caractérisait la précédente réglementation mais le montant

²⁵ Archives municipales, Dossier R3059.2, 27 mars 1852.

²⁶ Le montant de ce permis ne semble pas avoir été élevé. Une recommandation du Comité des marchés au Conseil de ville laisse penser qu'il a pu être de £2. 10s., bien que nous ne retrouvions pas de décision finale à ce sujet. PVCM, 28 nov. 1842

²⁷ La plupart d'entre eux sont des bouchers qui ont déjà occupé ou qui occuperont dans les années subséquentes un étal dans l'un ou l'autre des marchés publics de la ville. Leurs étals se situent dans les environs des marchés Saint-Laurent et Papineau. Toutefois, deux seulement y signent un bail en 1845, contrairement aux attentes de la ville.

²⁸ En août 1845, Joseph Corriveau demande la permission de tenir un étal privé à sa résidence de la rue Lagauchetière comme précédemment, «n'ayant pu se procurer un étal propice» dans les marchés. À l'appui de sa requête, il affirme qu'un tel étal «a été et serait encore d'une grande utilité pour cette partie du faubourg, sans nuire en aucune manière aux intérêts des marchés publics, vu que le débit de viandes de boucherie qui se ferait en cet endroit ne serait que fort circonscrit et limité comme par le passé aux besoins du voisinage». La demande est rejetée. Archives municipales, documents des Commissions spéciales, 19 août 1845.

²⁹ Règlement 206, octobre 1848.

de la taxe, £15, est élevé «à la demande expresse et pour la protection des bouchers qui vendent sur les marchés publics de la cité»³⁰. A titre de comparaison, le montant moyen versé pour un étal en 1851 est de £6 au marché Papineau et de £10 au marché Saint-Laurent; il est de £15 et 6 pence au marché Sainte-Anne en 1849. Seuls les étals du marché Bonsecours appellent un plus grand déboursé.

En 1852, les autorités rappellent le règlement 206 et reviennent aux dispositions de la réglementation de 1841 à la suite, semble-t-il, de difficultés dans la perception du montant des permis³¹. Les bouchers poursuivent néanmoins leurs revendications, protestant notamment contre les «modiques amendes imposées par le Recorder» qui encouragent selon eux plus qu'elles ne découragent les contrevenants. Mais surtout ils s'en prennent désormais aux épiciers, comme ici les bouchers du marché Saint-Laurent:

[...] la trop grande liberté que prennent nos grocers des faubourg, de vendre à leur grocerie toute espèce de viande fraîche, tel que volaille, bœuf et lard frais, empêche par là un grand nombre de personne de venir au marché, vue qu'il peuvent l'acheter à leur pote à meilleur marché que nous pouvons le leur vendre au marché, nous qui somme obliger de payé à la corporation une rente annuelle de douze livre dix shilling courant pour nos éteau et de plus somme obliger par la loi qui régie nos marché dans cette cité de ne vendre que d'une espèce de viande sur nos éteau, eux au contraire vende un grand nombre d'effets de grocerie avec lesquelles ils peuvent faire assez pour gagner leur vie...³²

En 1859, l'attribution d'un étal privé dans le quartier Saint-Antoine³³ suscite une vive opposition chez les bouchers des marchés Sainte-Anne et Bonsecours qui forcent les autorités à réviser leur décision et à construire plutôt le marché Saint-Antoine. Estimant que le prix élevé de leurs étals —entre £25 et £28 par année, selon eux— suppose en

³⁰ PVC, 11 sept. 1849.

³¹ Règlement 219 «pour supprimer les étaux privés dans la dite cité; et pour prohiber la vente de bestiaux, provisions et fourrages, ailleurs dans cette Cité, que sur les marchés publics d'icelles». 17 mai 1852.

³² Archives municipales, Documents du Comité des marchés, dossier Bouchers, 19 déc. 1857. En janv. 1857, les bouchers du marché Sainte-Anne avaient émis une protestation similaire.

³³ Un permis est accordé à Jean-Baptiste Bignon, un ancien boucher du marché Sainte-Anne qu'il a quitté en raison de la hausse du prix des étals. Il se déclare âgé et malade, avec des enfants à charge et soutient que l'éloignement du marché Sainte-Anne lui assurera une clientèle à sa porte. Archives municipales, Documentation du Comité des marchés, dossier Bouchers, 13 août 1859.

contrepartie («with the distinct and express understanding») qu'aucun permis d'étal privé ne sera accordé, les bouchers font à cette occasion la proposition suivante:

That if there is any necessity for the creation of markets of this kind and the issuing of special licences, your petitioners will pay two thousand dollars for four such licences or \$500 each, that is one at each extremity of the city³⁴.

L'offre n'est pas retenue mais les autorités adoptent en 1861 un règlement imposant désormais une taxe de \$500 (£125) sur les étals privés.³⁵

Introduite dans la réglementation de 1848, l'interdiction pour les bouchers de bœuf, de veau et de mouton de vendre du porc et pour les bouchers de porc d'offrir des viandes autres que le porc³⁶ amorce par ailleurs un long débat, non par la distinction en elle-même, qui est très ancienne, mais parce que le cloisonnement contrarie les intérêts des bouchers comme en témoigne le passage suivant:

...your petitioners consider the said bye-law is calculated to create a monopoly in the sale of that article of food, thereby rendering it dearer in every respect to the purchaser and thus preventing the poorer classes of the citizens such as the labourer and mechanic from being enabled to obtain that description of nutritive food now most commonly used by them: and also depriving a large class of butchers of the sale of an article which at certain seasons of the year is to them more remunerative than the retailing of any other meat, and consequently preventing them in a great measure from meeting the heavy demands of rent and taxes imposed on them by Your honorable body³⁷.

Une pétition ultérieure nous apprend les détails de cette pratique:

³⁴ Archives municipales, Documentation du Comité des marchés, dossier Bouchers, pétition des bouchers, 4 nov. 1859.

³⁵ Règlement 275 [...] pour imposer une taxe sur les bouchers ou autres personnes tenant des étaux privés ou vendant de la viande fraîche dans la Cité, ailleurs que sur les marchés publics, 2 oct. 1861.

³⁶ Le terme charcutier est employé à l'occasion dans les procès-verbaux et dans une pétition des occupants de la halle nord du marché Saint-Laurent que l'on sait par ailleurs réservée aux vendeurs de lard. Selon le *Liuré*, charcutier désigne «celui, celle qui prépare et vend de la chair de porc, des boudins, saucisses, andouilles, etc.». Dans *Trésors de la langue française*, on définit le «boucher-charcutier» comme un «boucher traitant également la viande porc» mais le terme semble appartenir au XX^e siècle. Dans l'incertitude, nous avons conservé l'expression boucher de porc qui traduit mot pour mot la désignation anglaise de «pork butcher», laquelle est différente de «pork vender» ou «pork dealer».

³⁷ Archives municipales, dossier 460.9: Pétition des bouchers, avril 1848.

[...] your petitioners are put to serious and considerable inconvenience and loss by having to throw away the offals of the cattle by them slaughtered, which otherwise might be used by them in feeding and fattening pigs, which your petitioners might kill and sell on their stalls³⁸.

En fait, les bouchers poursuivent leur élevage mais vendent les porcs aux bouchers de cette spécialité. Les demandes répétées des premiers, toujours suivies de contre-pétitions des seconds, ne font pas céder les autorités qui maintiennent l'article contesté dans la réglementation de 1863.

La tarification

En septembre 1840, le Comité des marchés récemment désigné consacre ses premières séances à l'audition des clercs Leprohon et Bibaud pour entendre notamment leurs suggestions en vue de l'élaboration d'une nouvelle tarification. L'imposition de droits sur les places attribuées aux cultivateurs constitue un des changements majeurs de la réglementation de 1841, mais elle entraîne des conséquences que les autorités n'avaient semble-t-il pas prévues. Afin de se soustraire à la nouvelle taxe, les gens des campagnes désertent en effet le Marché neuf pour le marché Sainte-Anne, appartenant à des intérêts privés et non soumis à la réglementation³⁹. Les résidants des environs des marchés concernés réagissent aussitôt, les premiers pour protester vivement auprès du Conseil de ville et les seconds pour envisager les moyens de tirer profit de la situation⁴⁰. Les autorités municipales feront rapidement marche arrière en rappelant dans l'article contesté les clauses touchant les gens des campagnes⁴¹, mais du même geste amorceront les démarches pour l'achat du marché Sainte-Anne.

Cet obstacle levé, le Comité des marchés réintroduit dans la réglementation de 1848 les droits sur les places occupées par les gens des campagnes. Déjà confrontés à une

³⁸ Archives municipales, dossier 460.9: Pétition des bouchers de bœuf, 14 avril 1851.

³⁹ Le même problème se pose pour le marché Viger qui est également déserté au profit du marché Sainte-Anne.

⁴⁰ La *Gazette* publie le compte rendu d'une assemblée de citoyens de la partie ouest de la ville où il est notamment question de travaux au marché Sainte-Anne et de publicité dans les campagnes pour y attirer les habitants. *Montreal Gazette*, 17 juin 1841.

⁴¹ Règlement 43, 5 juillet 1841.

situation économique difficile, des «marchands de la cité», un peu plus d'une centaine et presque tous des francophones, s'inquiètent des «suites fâcheuses» du nouveau règlement:

[...]les sousignés ont appris de source certaine qu'il se tient journellement dans les différentes paroisses de ce district des assemblées qui ont pour but d'engager les habitants de rester chez eux avec leurs produits [...] que s'ils sont privés pendant un mois ou plus, de leurs ventes accoutumées dans la saison actuelle, les conséquences en seront immanquablement ruineuses; et que plus tard il sera impossible d'y remédier⁴².

Les journaux ne rapportent pas de telles assemblées, bien que l'*Aurore des Canadas*, hostile à la nouvelle taxe, signale que celle-ci fait «dans les campagnes du voisinage de Montréal une sensation profonde»⁴³. Seul témoignage de cette réaction, une pétition des cultivateurs de la paroisse du Sault-au-Récollet (qui contestent d'ailleurs tout autant l'interdiction de vendre dans les rues) offre l'argumentation suivante:

Les modiques profits que retirent les cultivateurs de la vente de leurs produits sont déjà diminués de beaucoup, souvent même absorbés par les taux élevés qu'ils sont forcés de payer sur les chemins qui conduisent à la ville. [...] beaucoup d'entre eux préféreront attendre qu'on vienne acheter leurs produits chez eux au grand détriment de la ville qui se trouvera à la merci des spéculateurs⁴⁴.

Nous ne pouvons malheureusement vérifier l'incidence de la nouvelle tarification sur l'achalandage des marchés. Dans un rapport au Conseil de ville, le Comité des marchés affirme toutefois à la fin de mai 1848 que «le nombre des habitants au marché a augmenté au lieu de diminuer depuis l'imposition des charges»⁴⁵. La *Minerve* constate vers la même date que les marchés sont «bien fréquentés depuis quelques temps malgré la taxe de quatre sous imposée sur les voitures»⁴⁶. Le journal, il est vrai, appuie la mesure mais nous n'avons pas d'indications contredisant ses propos ou ceux du Comité des marchés. Les

⁴² Archives municipales, dossier 460.9, 2 mai 1848. Il faut ajouter qu'en ce début de mai, les marchés sont déserts parce que, si l'on en croit la *Minerve*, les habitants font les semailles et qu'ils n'ont rien à vendre à cause de la disette qui sévit dans les campagnes (La *Minerve*, 4 mai 1848).

⁴³ L'*Aurore des Canadas*, 9 mai 1848.

⁴⁴ Archives municipales, dossier 460.4, 27 mai 1848

⁴⁵ PVC, 26 mai 1848.

⁴⁶ La *Minerve*, 29 mai 1848.

prix sont certes élevés, mais ce n'est probablement pas tant l'effet des nouveaux tarifs, comme le sous-entend l'*Aurore des Canadas*⁴⁷, que les suites d'un long hiver de disette.

Le tableau I retrace l'évolution de la tarification entre 1841 et 1860. Nous ne reviendrons pas sur les tarifs imposés aux gens des campagnes, sinon pour constater qu'ils ont sensiblement diminué lors de leur réapparition en 1848. Les places de revendeurs (catégories 2, 6 et 7) exigent les déboursés les plus élevés avec celles des jardiniers alors que celles occupées généralement par les petits vendeurs, souvent des femmes, sont à prix plus modiques et ne varient d'ailleurs pas pendant la période (vivres cuites, mercerie, petits fruits). Le règlement 195, en vigueur pendant quelques semaines seulement, annonce des réductions substantielles pour certaines places (catégories 4, 6 et 7). À la demande du maire toutefois qui craint la «ruine des marchés», le Conseil devra réviser la tarification à la hausse pour satisfaire au moins les recommandations du Comité des marchés⁴⁸. La conjoncture est en effet difficile et le marché Bonsecours n'est toujours pas complété. Plutôt que d'amender l'article concerné, les autorités adoptent à nouveau le règlement dans son entier (196) avec quelques autres modifications. Hormis les places pour les tombereaux de fruits et de légumes pour lesquelles les droits diminuent sensiblement, celles des vendeurs de lard (catégorie 2) et des fruitiers (catégorie 7) connaissent une augmentation importante. Notons au passage la modeste contribution exigée en 1848 des cultivateurs offrant des carcasses entières plutôt que des quartiers de viande, une concession aux revendications des bouchers des marchés.

⁴⁷ L'*Aurore des Canadas*, 6 juin 1848.

⁴⁸ Contrairement au règlement 26, nous n'avons pu retracer le projet de règlement du Comité des marchés.

Tableau I
Tarification des marchés aux provisions, 1841-1860

	1841 (projet)	1841 No 26	1841 No 43	1848 No 195	1848 No 196
1. Espace de 3' sous couvert pour la vente d'oeufs, beurre frais et volailles (produits de cultivateurs)	6 pence	6 pence	rappelé	6 pence	3 pence
2. Espace de 5' sous couvert pour la vente de lard frais ou salé, viande en quartier ou poisson en hiver	1s. 3p.	15 pence		1s.	1s. 3p.
3. Espace à découvert de 3' x 4'	6 pence	6 pence	rappelé	catégorie	éliminée
4. Place pour tombereaux de fruits ou de légumes	1s.	1s.		7 1/2p.	7 1/2p.
5. Place pour charrette ou voiture d'hiver de cultivateurs	6 pence	6 pence	rappelé	1 pence	2 pence
6. Place de 5' pour la vente d'oeufs et de volailles (regrattiers)	1s. 3p.	1s. 3p.		1s.	1s. 3p.
7. Place de 5' pour les fruitiers	1s. 3p.	15 pence		7 1/2p.	1s. 3p.
8. Place de 5' pour la vente de denrées cuites	6 pence	6 pence		6 pence	6 pence
9. Place pour la vente d'autres articles	3 pence	3 pence	rappelé	3 pence	3 pence
10. Place pour voiture de cultivateur offrant des carcasses ou des quartiers de viande ou de venaison					1s. 3p. ou 3p/carcasse

*Les tarifs des places sont réduits comme suit dans les marchés Saint-Laurent et Papineau à partir de 1850: 2 pence pour tous les cultivateurs; 4 pence pour les tombereaux de fruits et de légumes; 2 pence pour les places de fruitiers; 7 1/2 pence pour les places de vendeurs d'oeuf, de volailles et de gibier. (PVC, 19 août 1850)

Les regrattiers

Pour éviter que les regrattiers ou revendeurs n'accaparent les produits destinés aux marchés publics, les autorités leur imposent un certain nombre de restrictions. Au moment où s'amorce notre observation, une ordonnance de 1777 régit leur activité, fixant notamment l'heure à laquelle ils ont droit de s'approvisionner au marché (10 heures de mai

à septembre, midi le reste de l'année) et ne leur autorisant l'accès des vapeurs et des goélettes que trois heures après que les résidants de la ville aient pu y monter. Interdiction leur est également faite d'intercepter les habitants dans les chemins et les rues menant au marché. Dans son règlement de 1841, le Comité des marchés ne fera que reproduire les dispositions qui, dans l'ordonnance de 1777, concernent les regrattiers, retardant simplement l'heure d'achat sur les marchés à 11 heures⁴⁹ pendant la période estivale.

Le contrôle des revendeurs n'est donc pas nouveau, bien qu'une pratique des fruitières du Marché neuf suggère jusque-là une certaine tolérance des autorités, si ce n'est pour tous les regrattiers, du moins envers ces femmes «pauvres et forcées par la nécessité» de subvenir aux besoins de leur famille. Dans leurs protestations contre le maintien de cette partie du règlement auprès du Conseil de ville, en juin 1841, celles-ci révèlent en effet leur habitude d'acheter des jardiniers, tôt le matin et le plus souvent à crédit, des petites quantités de légumes qu'elles peuvent ensuite revendre⁵⁰. Il est difficile par nos sources d'évaluer l'efficacité de ce règlement, mais certains témoignages tirés des journaux font état après 1841 d'une situation peu maîtrisée. Ainsi l'*Aurore des Canadas* dénonce, en 1844, la «nuisance de plus en plus insupportable» de la «regraterie» et propose de boycotter les revendeurs⁵¹. Les remarques de la *Minerve*, dans son édition du 14 novembre 1850, sont plus révélatrices:

Les regrattiers accaparent tout ce qu'il y a de bon sur le marché dès 7 à 8 heures du matin, à mesure que les articles arrivent, et les citoyens sont forcés ensuite d'aller à ces regrattiers et payer comme de raison en conséquence! Il y a plus, on va jusque sur les steamboats arracher aux habitants ce qu'ils apportent pour le marché. Aujourd'hui encore, presque toutes les volailles qui devraient être portées au marché demain ont été accaparées par les regrattiers [...] Il y a plus, c'est que des citoyens, des dames mêmes qui veulent s'approcher des voitures pour acheter, sont rudement repoussés par les regrattiers qui s'y jettent en foule.

Déplorant le laissez-faire des autorités, le journal réclame une application stricte du règlement. Dès l'année suivante pourtant, la Compagnie Richelieu se plaint des regrattiers

⁴⁹ L'heure prescrite étant différente selon que l'on consulte les articles 51 (dispositions montréalaises) ou 52 (dispositions de l'ordonnance) du règlement 26, les autorités rappellent le premier en 1845 et se conforment dès lors entièrement à l'ordonnance de 1777 (PVC, 8 sept. 1845).

⁵⁰ Archives municipales, Dossier 461.18-7, 12 juin 1841.

⁵¹ L'*Aurore des Canadas*, 3 janv. 1844.

et des charretiers qui se ruent sur les vapeurs à peine accostés⁵². La présence maintes fois requise par le Comité des marchés d'hommes de police sur les quais à l'arrivée des traversiers marque une volonté un peu plus ferme, à partir de 1850, de mettre fin aux abus⁵³, mais laisse planer le doute sur l'efficacité de ces interventions.

Le marché aux poissons

En dehors de la réglementation, nous possédons peu de renseignements sur les marchés aux poissons; leurs occupants interviennent rarement devant le Conseil et presque uniquement à la fin de la période observée. Les journaux pourtant, toujours à l'affût de l'apparition saisonnière sur les marchés du poisson des chenaux ou de l'alse, rapportent à l'occasion des arrivages de saumon frais «d'en bas», de morue fraîche de Boston ou de poisson du lac Champlain et témoignent de l'activité de ce marché.

La réglementation de 1841 sur le sujet ne s'écarte guère, du moins dans son esprit, des règles établies depuis le début du siècle. Les autorités délimitent dans les marchés des espaces réservés aux poissonniers, généralement en marge des autres commerces comme elles le font d'ailleurs pour certains autres produits aux effluves trop puissantes (le lard salé et les peaux crues par exemple)⁵⁴. Selon cette réglementation, seuls le Marché neuf et à sa suite le marché Bonsecours possèdent un marché aux poissons. Le marché Sainte-Anne accueille également les vendeurs de poisson, mais ne dispose pas d'un local spécifiquement désigné à cette fin, du moins pendant la période qui nous intéresse. Bien que non mentionné dans les règlements, le marché Saint-Laurent leur réserve aussi des places, mais ils ne le fréquenteraient qu'occasionnellement. Avec la réglementation de 1863, la vente de poisson frais sera autorisée dans chacun des marchés publics de la ville.

⁵² PVCM, 17 mai 1851.

⁵³ PVCM, 6 mai 1850; 17 mai 1851; 21 mai 1852; 1^{er} oct. 1852.

⁵⁴ Au marché Saint-Laurent, vendeurs de lard et poissonniers partagent, du moins à l'origine, une halle séparée des bouchers. Lorsqu'après la reconstruction du marché Sainte-Anne en 1852, les vendeurs de légumes, de lard et de poisson s'installent dans la vieille halle, les résidents des environs et les bouchers protestent contre un agencement qui oblige les clients quittant la halle des bouchers pour aller acheter leurs légumes à passer devant les étals des commerçants de lard d'où «an unpleasant and sickening effluvia will arise all of which must be beared before the sellers of vegetables, fruits, & can be got at». Archives municipales, dossier R3596.2, mai 1852.

Les activités du marché aux poissons cessent entre le 15 décembre et le 1er avril de chaque année. La réglementation de 1810, dans laquelle paraissait déjà cette clause, réservait des places aux poissonniers sur les Marchés neuf et ancien pendant la période hivernale. Cette précision n'est plus reprise par la suite, le déplacement allant de soi, semble-t-il, au Marché neuf et par la suite au marché Bonsecours (les vendeurs du marché Sainte-Anne ne semblent pas soumis à ces directives, probablement pour la raison évoquée plus haut). En 1860 cependant, les vendeurs de poisson du marché Bonsecours se plaignent de cette pratique, alléguant qu'ils sont les seuls occupants à subir ces déplacements et que les montants élevés versés pour leurs bancs en justifient l'occupation permanente.

Complémentaire des directives sur les regrattiers, un nouvel article apparaît en 1841 spécifiant que «personne autre que les pêcheurs ou ceux qui auront acheté d'eux sur les lieux de pêche» ne pourra vendre du poisson frais au marché aux poissons. Plusieurs occupants des bancs du marché Bonsecours habiteraient «en dehors des limites de la ville»⁵⁵, du moins si on en croit certains commerçants du marché, eux-mêmes résidents de la ville et envieux du monopole des vendeurs de poisson. En 1856 et 1860, des démêlés autour de la vente de poisson frais pendant l'hiver «dans le devant du marché Bonsecours ainsi que dans les cabanes des commerçants sur le devant du dit marché»⁵⁶ révèlent en effet la présence de ce groupe concurrent. Des commerçants, locataires des échoppes adossées au marché, rue Saint-Paul, se procurent en effet des quantités importantes de poisson (de la morue fraîche) qu'ils ont l'autorisation en vertu de leur bail de vendre à partir du 20 novembre de chaque année⁵⁷. La controverse surgit lorsqu'à la suite des protestations des vendeurs de poisson, le clerc du marché entreprend d'appliquer la réglementation à la lettre. Au moment de clore notre observation, chacune des parties défend toujours ses positions. L'article restrictif disparaîtra cependant avec la

⁵⁵ Archives municipales, Dossier R3654.2, 1^{er} avril 1861.

⁵⁶ Archives municipales, Documents du Comité des marchés, dossier 9 (réclamations et plaintes), 18 mars 1860.

⁵⁷ À partir de 1853 (date de construction des échoppes), les baux de la plupart de ces commerçants spécifient que le locataire ne pourra vendre d'autres produits que du grain, du sucre du pays, de la fleur, des volailles, des œufs et du poisson frais en hiver. En 1856, l'un d'entre eux aurait importé 20 000 livres de morue fraîche.

reformulation des règlements en 1863, éliminant le fondement de toute protestation chez les occupants du marché aux poissons.

Le marché aux animaux

La réglementation antérieure à 1840 ne réserve qu'un court article au commerce des animaux. Les autorités se contentent de délimiter, «comme il n'y a point de place dans les marchés établis où l'on puisse convenablement vendre des bœufs, vaches, chevaux et cochons vivants», des espaces à proximité de ceux-ci pour exposer et vendre les animaux. Au moment où s'amorce notre observation, la grève au pied du Marché neuf de même que le marché Sainte-Anne accueillent ce commerce dont la ville et le clerc des marchés ne tirent par ailleurs aucun revenu.

Le Comité des marchés manifeste dès ses premières réunions son intention de régir plus fermement ces activités laissées à peu près à elles-mêmes jusque-là. L'établissement d'un marché aux animaux et l'imposition d'une tarification font ainsi l'objet d'un règlement en décembre 1840 (règlement no 4). Les articles pertinents seront repris en mai 1841 par le règlement sur les marchés (règlement 26, articles 72 à 80).

Tous les animaux vivants devront désormais être exposés et vendus sur le marché Viger⁵⁸, les cultivateurs pouvant toutefois offrir dans leur voiture au Marché neuf (et plus tard dans les autres marchés établis par la ville) un ou deux veaux ou agneaux tout en se soumettant à la tarification du marché aux animaux. Le règlement prévoit également la construction d'enclos et comprend une clause interdisant de maltraiter les bêtes.

L'introduction de tarifs sur la vente des animaux constitue toutefois une modification majeure. Rapidement cependant, les taux déterminés par le Comité des marchés se révèlent trop élevés, comme l'explique ici le clerc du marché Viger:

[...]from his experience in the above situation and from the observation frequently communicated to him by divers Citizens, he considers the present rates of duty imposed

⁵⁸ Jusqu'en juillet 1842, le marché Sainte-Anne, appartenant à des intérêts privés, échappe à cette réglementation.

upon persons who bring to market and expose for sale live animals of different descriptions too high in proportion to the profits made by those persons⁵⁹.

Déjà réduits lors de l'adoption du règlement 26, les tarifs seront abaissés en 1842, à la suite des remarques que nous venons de lire, puis à nouveau en 1848 lors de la reformulation des règlements (en pleine crise il est vrai). Ils demeureront inchangés pendant tout le reste de la période. Ainsi, alors qu'il en coûtait 7 deniers et demi pour exposer une bête à corne en décembre 1840 (règlement no 4), il en coûtera 6 deniers en mai 1841 (règlement no 26), 4 deniers en août 1842 (réduction adoptée par le Comité des marchés) et 3 deniers en mars 1848 (Tableau II).

Tableau II
Tarification du marché Viger, 1840-1860

	1840 No 4	1841 (Projet)	1841 No 26	1842 (Réduction)	1848 No 195-196
Bête à cornes	7 1/2 p.	6 p.	6 p.	4 p.	3 p.
Porc ou veau*	4 p.	3 p.	3 p.	2 p.	2 p.
Cheval	1 s.	1 s.	1 s.	1 s.	6 p.
Mouton, agneau ou chèvre	2 p.	2 p.	2 p.	1 1/2 p.	1 p.

*Le règlement no 4 comporte une catégorie spécifique pour les veaux pour lesquels il en coûte 3 pence.

L'odieux d'une nouvelle taxation ajouté à des tarifs trop élevés n'attirent guère au marché les vendeurs d'animaux qui de toute évidence ont déjà leurs habitudes ailleurs. En juillet 1842, le clerc du marché signale aux autorités «the difficulty he daily experiences in the collection of taxes to be levied on the sale of alive animal in general⁶⁰». Il revient à la charge quelques semaines plus tard en précisant:

[...] certain individuals, not farmers, from the City and the adjacent Parishes are in the habit of purchasing from the farmers Habitants in the Country live stock, which they afterwards bring to town and sell off, without having previously exposed them for sale on Viger market; [...] although the undersigned makes it his duty every day to go and meet

⁵⁹ Archives municipales, Dossier D1901.136-1, lettre de J. Robillard, 9 juillet 1842.

⁶⁰ Archives municipales, Dossier D1901.136-1, lettre de J. Robillard, 27 juillet 1842.

those individuals at the wharves where they land, they still find the means to evade his vigilance⁶¹.

En fait, une part relativement importante du commerce s'exerce dans les cours d'hôtels ou d'auberges où descendent cultivateurs et commerçants. George Gibson, un aubergiste dont l'établissement est situé près du marché Viger et qui fait l'objet d'une amende pour avoir permis la vente de bétail sur sa propriété, estime en 1845 à la moitié la proportion du bétail vendu à Montréal dans des cours privées disséminées un peu partout dans la ville mais particulièrement au Marché neuf et à Griffin Town⁶². Quelques mois plus tard, le Conseil de ville reçoit d'ailleurs une pétition des «aubergistes de la cité demandant la permission de laisser vendre et acheter des bestiaux dans leurs cours comme cidevant»⁶³. Les deux incidents font vraisemblablement suite à un effort accru des autorités pour contrôler la situation. L'année suivante en effet, Gibson, qui décidément n'est pas au bout de ses peines, revient devant les autorités pour protester contre la perte de sa clientèle au profit d'établissements moins bien surveillés par suite de l'habitude du clerc du marché Viger de poster un homme de police dans sa cour les jours de marché⁶⁴.

Nous ne retrouvons plus, après 1845, de plaintes ou de commentaires sur le commerce d'animaux dans des lieux illicites, sauf les remarques de la *Minerve* en 1848 selon lesquelles les cours d'auberges servent de marchés publics. Le registre des animaux exposés au marché n'ayant pas été conservé, il demeure impossible de vérifier l'achalandage du marché.

Les marchés à foin

L'utilisation de chevaux de traits suppose pour leur entretien d'importantes quantités de foin et de paille dont la vente est strictement régie par les autorités municipales. Actifs à longueur d'année, les marchés à foin de la ville connaissent leur plus grande affluence

⁶¹ Archives municipales, Dossier D1901.136-1, lettre de J. Robillard, 10 oct. 1842.

⁶² Archives municipales, Dossier D1901.136-1, 8 janv. 1845. En ce qui concerne Griffin Town, notons au passage que les bouchers du marché Sainte-Anne résident pour la plupart dans les faubourgs ouest de la ville et n'ont plus, à partir de 1842, de marché à bestiaux à proximité du marché.

⁶³ PVC, 28 mars 1845.

⁶⁴ PVC, 3 janv. 1846.

pendant les mois d'hiver, de janvier à mars, alors que la demande est forte et que les chemins sont praticables⁶⁵. Plusieurs allusions à la traverse (en anglais: cross) suggèrent par ailleurs l'importance de la rive sud du Saint-Laurent dans l'approvisionnement en foin et en paille de Montréal⁶⁶.

Comme pour les denrées de bouche, la réglementation du marché à foin vise avant tout à protéger l'acheteur. Chaque chargement de foin ou de paille doit être acheminé vers l'un ou l'autre des marchés à foin de la ville pour y être pesé et où, pour diminuer les risques de fraudes, il doit être obligatoirement vendu. Le clerc remet alors au vendeur un billet de pesée sur lequel sont inscrits, outre la date, le poids du chargement, celui du véhicule, le poids net (après 1848 s'ajoute la tare⁶⁷) et le nombre de bottes. Ces renseignements sont également consignés dans un registre pour vérification si le vendeur égare le billet ou si, comme cela semble assez fréquent, il refuse de le produire⁶⁸. Le foin non vendu la journée même doit être pesé à nouveau le lendemain aux frais du vendeur si celui-ci désire toujours l'offrir en vente. Le règlement prévoit également une procédure pour la pesée des traîneaux et des voitures servant au transport du foin et pour leur marquage (inscription du poids sur certaines pièces des véhicules).

⁶⁵ À partir de 1850, le Comité des marchés engage un commis supplémentaire, de janvier «till the crossing on the ice is stopped», pour le marché à foin de la Place du Castor. PVCN, 17 janv. 1855.

⁶⁶ Ces traversées n'étaient pas sans risques. Les vendeurs de foin en décrivent à l'occasion les dangers et les journaux de l'époque relatent plusieurs incidents de voyageurs égarés la nuit sur le fleuve gelé. La traversée en vapeur pouvait être aussi hasardeuse. La *Minerve* du 7 déc. 1843 rapporte un incendie à bord d'un traversier à vapeur alors que des voitures de paille et de foin placées trop près du «tuyau» prennent feu et doivent être jetées par dessus bord.

⁶⁷ À partir de cette date, le poids des harts utilisés pour lier les bottes est calculé. Plus tard, le clerc tiendra également compte, au jugement, des augmentations de poids causées par la boue, la glace, la pluie ou la neige. PVCN, 8 oct. 1860.

⁶⁸ Le clerc du marché à foin rapporte notamment comment un individu dont la charge de foin s'était révélée à la pesée beaucoup plus légère que ne le laissaient croire les apparences, avait refusé de produire son billet de pesée à un acheteur méfiant. Après vérification au registre, il apparut que le poids allégué par le vendeur était nettement soufflé. Archives municipales, dossier 461.16-6, lettre de M. Eardley, 1841.

Le foin et la paille sont vendus au poids, soit à la tonne, soit en bottes de quinze livres pour le foin et de douze livres pour la paille⁶⁹. Les tarifs exigés pour peser les charges ne varient pas au cours de la période, si ce n'est une très légère baisse pour la paille résultant de l'adoption de nouvelles catégories en 1848 (Tableau III). Le fardeau qu'ils représentent pour le vendeur dépend évidemment du prix obtenu pour le fourrage. Toutefois, ils ne semblent pas peser trop lourd puisqu'à aucun moment nous n'avons rencontré de commentaires ou de plaintes sur les droits perçus dans les marchés à foin de la ville.

⁶⁹ À partir de 1848, les bottes liées avec des harts compteront pour une demie livre de plus.

Tableau III
Tarification des marchés à foin, 1840-1860

		1841 (Projet)	1841 No 26		1848 Nos 195- 196
Foin	moins de 600 lb	4p.	4p.		4p.
	600-900 lb	6p.	6p.		6p.
	900-1200 lb	8p.	8p.		8p.
	1200-1600 lb	10p.	10p.		10p.
	plus de 1600 lb	12p.	1s.		1s.
Paille	moins de 600 lb	4p.	4p.	moins de 600 lb	4p.
	600-800 lb	6p.	6p.	600-900 lb	6p.
	800-1000 lb	8p.	8p.	900-1200 lb	8p.
	1000-1200 lb	10p.	10p.	1200-1600 lb	10p.
	plus de 1200 lb	12p.	1s.	plus de 1600 lb	1s.
Pour peser les voitures		9p.	9p.		9p.

Comme pour les autres productions apportées aux marchés, les autorités éprouvent des difficultés à contrôler l'acheminement du foin et de la paille vers les lieux de vente désignés. Dans un rapport au Comité des marchés en juillet 1842, le clerc du marché à foin observe «that great quantities of both hay and straw are purchased between the cross and the market, without ever being weighed» et laisse entendre que la force de police n'accomplit pas son travail⁷⁰. À cette difficulté s'ajoute un problème d'organisation probablement lié à l'augmentation des quantités de foin et de paille apportées à la ville et à

⁷⁰ Archives municipales, Dossier 461.16-4, 8 juil. 1842. Quelques mois plus tard, nous retrouvons un témoignage à peu près similaire chez le clerc du marché Viger.

la concentration des activités sur la place du Castor, malgré la création d'autres points de vente. Dans un mouvement concerté (les pétitions sont identiques), des habitants de cinq paroisses de la rive sud du Saint-Laurent —Laprairie, Longueuil, Saint-Constant, Saint-Luc et Saint-Philippe— exposent en décembre 1846 une série de griefs dont le principal est la «lenteur extraordinaire» avec laquelle on pèse le foin:

Nous demandons qu'il soit pesé plus vite qu'actuellement, pour que l'attente ne nuise plus à la vente; car actuellement en hiver, après la rivière prise à trois ou quatre heures de l'après midi souvent il y a encore du foin à peser, rendu à cette heure là toutes nos chances sont perdues, car ce n'est plus le temps de vendre, il faut vendre à la nuit et aller décharger à la chandelle sur les greniers à foin, il faut s'en revenir la nuit ce qui donne beaucoup de misère et cause de grand malheur, beaucoup de personne s'écartent sur la grande rivière en s'en revenant et risquent de perdre leur vie, quelques uns estropient leurs chevaux et d'autres cassent leurs voitures⁷¹.

Les autorités concèdent quelques assouplissements au règlement. Le foin non vendu devra être pesé à nouveau le lendemain, sans frais toutefois si le poids en est le même, mais surtout les vendeurs munis d'un billet de pesée pourront désormais aller vendre sur l'un ou l'autre marché à foin de la ville, pourvu que le foin ou la paille soient en bottes.

La nouvelle pratique, dont on ignore si elle réduit effectivement l'engorgement de la pesée sur la place du Castor, constitue toutefois une invitation à la fraude et les autorités hésiteront avant de l'inscrire dans la nouvelle réglementation de 1848⁷². En 1855, le clerc du marché à foin qui, dès le départ, avait émis des réserves sur la modification du règlement, décrit ainsi la situation:

This Bylaw apparently just is easily susceptible of evasion. It affords an opportunity to those who have weighed their loads say on Papineau Market of selling bundles on the road thence to Beaver Square Market, still offering to the purchaser at the latter place the ticket of the original weight. The present high price from 18 to \$20 per 100 bundles of hay afford no small inducement to the commission of such frauds. To obviate this I would respectfully suggest that all hay and straw be sold on the market where it was weighed during every month of the year except January, February and March, periods during which the amount of hay and straw sold is at the maximum⁷³.

⁷¹ Archives municipales, Dossier 476.16-7, 6-8 déc. 1846.

⁷² Le règlement 195 prévoyait un retour à la pratique initiale mais il est amendé dans sa version définitive (règlement 196).

⁷³ Archives municipales, Dossier 461.16-4, 21 juin 1855.

Les nouvelles pratiques mettent également en évidence certains problèmes, comme des divergences entre les pesées des divers marchés à foin ou encore, plus subtilement, la difficulté d'obtenir une pesée identique deux jours de suite pour une même charge de foin ou de paille⁷⁴. Autant de sources de récriminations qui s'ajoutent aux négociations entre acheteurs et vendeurs et ne sont sans doute pas étrangères à la présence permanente d'un homme de police au marché à foin.

Conclusion

Nous avons vu dans ce chapitre comment la réorganisation des marchés publics de la ville de Montréal s'amorce dès la mise en place de la nouvelle administration municipale en 1840. Dans les mois qui suivent immédiatement sa nomination, le Comité des marchés s'assure d'abord du plein contrôle des marchés, puis reformule et précise les règlements des juges de paix, s'inspirant peut-être, du moins certaines remarques le laissent croire, des pratiques en cours dans les grandes villes américaines.

La mise en place de ces rouages présage nos administrations municipales modernes. Toutefois, la consultation des documents municipaux et de certains journaux nous ont permis d'entrevoir un écart parfois très large entre les règles édictées par les autorités et les pratiques quotidiennes. L'incompétence et les faibles effectifs de la force de police, soulignés notamment par les journaux⁷⁵, ne sont sans doute pas étrangers aux difficultés rencontrées par les autorités à faire appliquer la réglementation en dehors des aires de marché.

Enfreints quotidiennement, les règlements des marchés sont également contestés tout au long de la période tant par les commerçants ou les producteurs que par la clientèle. Les gens des campagnes notamment ont une conception de l'échange direct entre producteur et consommateur bien différente de celle des autorités et voient dans l'obligation d'offrir

⁷⁴ Pour Hubert Bourassa, c'est impossible «car quand ont a passé toute une journée sur le marché au mauvais temps le foin a bien appesanti, si cest [sic] une journée de sécheresse et de grand vent le foin a bien allégi aussi toute la journée on en prend pour faire manger le cheval [...]». Archives municipales, dossier 476.16-7, 1^{er} fév. 1847.

⁷⁵ Il y aurait long à écrire sur les diminutions d'effectifs ou encore sur les écarts de conduite des hommes de police. Voir par exemple la *Minerve* des 21 et 24 mars 1854.

leurs produits sur les marchés publics une entrave dont ils souhaitent la disparition, quitte à payer un permis pour aller vendre de porte en porte. Quant à la clientèle, sa préférence pour un approvisionnement à proximité de chez elle se traduit notamment par les pétitions d'appuis aux détenteurs d'étals privés.

Les protestations soulevées par l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation en 1848 laissent également transparaître à travers les pratiques décrites les liens étroits qui unissent Montréal et les campagnes environnantes. Sachant l'impopularité des droits sur les places des habitants dans les marchés, les autorités ont vraisemblablement misé sur la permanence et la solidité de ces échanges pour imposer une nouvelle tarification. Les gens des campagnes, qui avaient «voté avec leurs pieds» en 1841 parce qu'ils en avaient la possibilité, ne seront d'ailleurs pas nombreux à protester devant le Conseil en 1848 et continueront à fréquenter les marchés montréalais.

L'examen de la réglementation nous a enfin permis d'entrevoir deux groupes situés à l'opposé l'un de l'autre dans la hiérarchie des commerçants des marchés mais qui reçoivent le soutien des autorités. Ce sont d'une part les bouchers, que nous côtoierons plus longuement en dernière partie, et d'autre part les femmes —des regrattières, des vendeuses de sucreries, de petits fruits ou de menus objets— souvent veuves et soutiens de famille, envers lesquelles on se montre tolérant et dont on protège le gagne-pain.

Au fil des documents municipaux, nous avons entendu la clientèle se plaindre de l'éloignement des marchés et réclamer l'établissement ou le maintien d'étals privés. Sous les pressions des bouchers des marchés et à la suite de pétitions d'habitants des faubourgs, les autorités seront amenées à ouvrir de nouveaux marchés, sans toutefois négliger les marchés déjà existants auxquels elles apporteront des améliorations. Cette évolution fera l'objet du chapitre suivant.

II. Les marchés de Montréal

Introduction

La réglementation municipale concentre essentiellement la distribution des denrées alimentaires dans les marchés publics et fixe les normes à l'intérieur desquelles se déroulent les échanges. Elle évolue et se précise au cours de la période, en même temps qu'elle adopte, nous l'avons vu, une facture différente, délaissant les cas d'espèce pour énoncer plutôt des principes généraux sur les divers types d'activités à mesure que s'ouvrent de nouvelles halles. Sur cette toile de fond, les marchés connaissent toutefois une évolution que régissent d'autres règles: les besoins de la population évidemment, l'accessibilité pour les producteurs et pour la clientèle, la commodité des lieux. Ajoutons le souci des autorités municipales d'en tirer un revenu, même si les marchés ne représentent qu'une portion modeste du budget de la ville.

Lorsque la nouveau Comité des marchés entre en fonction en 1840, il prend possession de quatre marchés publics. Deux d'entre eux, le Marché neuf et le Marché à foin, sont en place depuis de nombreuses années et en pleine activité. Le marché Viger arbore sa vocation première de marché à foin «auxiliaire» et de fourrière alors que le marché Saint-Laurent, créé à la fin des années 1820, est à l'abandon depuis une date indéterminée. À cette liste doit s'ajouter le marché Sainte-Anne, construit en 1833 mais appartenant à des intérêts privés. Les marchés publics en activité en 1840 se situent donc dans la vieille ville ou sur son pourtour, les parties est et ouest possédant chacune leur marché aux provisions (et par extension leur marché aux animaux) et leur marché à foin. Dans les années qui suivront, les autorités vont modifier la vocation du marché Viger, ouvrir le marché Saint-Laurent et créer les marchés Papineau et Saint-Antoine. Ces trois derniers marchés sont situés dans les faubourgs. Elles construiront également le marché Bonsecours.

Le chapitre qui suit nous présente plus en détail l'évolution de chacun des marchés montréalais qui furent actifs entre 1840 et 1860. Aux sources utilisées jusqu'ici —

essentiellement les documents municipaux et les journaux— s’ajoutent les baux des occupants permanents des marchés¹, en grande majorité des bouchers, à l’aide desquels nous pourrions mettre en perspective le développement de chacun des marchés. Dans un agencement qui respecte la chronologie (voir Tableau IV) mais aussi pour démarquer deux types d’évolution bien différents, nous les avons regroupés en marchés de la vieille ville et marchés des faubourgs.

¹ Les baux étant la source qui nous permet d’aborder les occupants permanents des marchés, nous en avons réservé la présentation au chapitre III qui leur est consacré.

Tableau IV
Chronologie des marchés publics, 1840-1860

Création						
Marché neuf	1807	Abandon du projet de reconstruction, 1843		Démolition janv. 1847		
Marché à foin	1812	Déplacement, janv. 1844				
Ste-Anne	1827	Achat par la ville, 1842	Location pour loger le Parlement, 1844; halle temporaire	Incendie du Parlement, 1849	Ouverture de la nouvelle halle, 1852	Démolition de la halle temporaire, juin 1860
Viger (animaux)	1840	Ouverture, déc. 1840			Incendie, 1852. Abri temporaire	
Bonsecours	1844	Construction (1845-1851)		Ouverture janv. 1847	Hôtel-de-ville et salle de concert, 1852	
St-Laurent	1829	Fermé, 1837-août 1845	Location à J. Pelton, 1845-1850	Reprise par la ville, août 1850		
Papineau	1844	Construction, 1845			Incendie, 1852. Halle temporaire	
St-Antoine	1859	Ouverture, déc. 1859				

Les marchés de la vieille ville

Le Marché neuf

Situé à proximité du fleuve et bordé de commerces, d'hôtels et de tavernes, le Marché neuf est sans doute l'un des lieux les plus animés de la ville. Au moment où s'amorce notre observation, c'est aussi le plus ancien des marchés puisque son établissement remonte à 1807². Il occupe l'espace est de la rue Saint-Charles compris entre les rues

² (Canada), *Lois et statuts*, 47 Geo. III, ch. 7.

Notre-Dame et Saint-Paul dont une portion a toutefois été retranchée en 1809 pour ériger la colonne Nelson³. La halle, entièrement en bois⁴, compte 52 étals. Outre celle-ci, le marché comprend également la propriété Proulx, sise à l'est de la rue Saint-Charles entre les rues Saint-Paul et des Commissaires⁵. La bâtisse érigée sur ce terrain abrite les vendeurs de lard et de poisson salé à partir de 1841. La pesée et un marché aux poissons occupent le côté opposé de la rue Saint-Charles, vis-à-vis de la propriété Proulx, la première donnant sur la rue Saint-Paul et le second sur la rue des Commissaires. Une station de police loge également dans cette propriété de la ville de même qu'une épicerie. Le local du marché aux poissons, fermé du 15 décembre au 1^{er} avril, sera loué chaque année pendant cette période, vraisemblablement pour servir d'entrepôt⁶. Un marché aux bestiaux occupe également le pied de la rue Saint-Charles, sur la rue des Commissaires, mais il est aboli en 1840 avec la création du marché Viger.

L'encombrement de la place les jours d'affluence, le débordement des voitures dans les rues avoisinantes et la présence bruyante des charretiers et des garçons porteurs témoignent de la vitalité du Marché neuf. Malheureusement, les registres qui auraient permis de quantifier cette activité n'ont pas été conservés. Toutefois le témoignage du clerc Leprohon devant le Comité des marchés, en septembre 1840, donne un aperçu de

³ L'emplacement constitue une partie des terrains du collège de Montréal, achetés par Joseph Périnault et J.-B. Durocher après l'incendie de ce dernier en 1803, et dont le tiers est gracieusement cédé, la même année, aux magistrats de la ville par les nouveaux propriétaires afin d'y construire un marché. Les donateurs sont en fait d'habiles spéculateurs qui divisent le reste du terrain en sept lots à bâtir, «faisant face au nouveau marché».

⁴ Les fonds ont manqué pour sa construction. Selon Massicotte, «on se contenta de bâtir en bois des étaux temporaires qui durèrent quarante ans». E.-Z. Massicotte. Quelques rues et faubourgs du vieux Montréal, in *Les Cahiers des dix*, n° 1, 1936, p. 133. À l'origine, la halle comprend une quarantaine d'étals. En 1819, l'acte 59 Geo. III, ch. 14 autorise les magistrats à construire «dix étaux additionnels ou plus». Selon Lamothe, «une aile nouvelle fut ajoutée à l'édifice principal» en 1821. J.-C. Lamothe, *Histoire de la corporation de la cité de Montréal*, Montreal Printing and Publ. Co, 1903, p. 152.

⁵ Les autorités en ont fait l'acquisition en 1836. *Canada, (Lois et statuts)*, 6 Guill. IV, ch. 7.

⁶ Après la fermeture du Marché neuf et le déplacement du poste de police au marché Bonsecours, les différents locaux ont été transformés en magasins. La ville s'est départie de cette propriété en février 1854. PVC, 25 janv. 1854.

son achalandage. Outre les bouchers qui occupent les 52 étals de la halle, il dénombre en moyenne une vingtaine de vendeurs de lard et de poisson salé, de deux à quatre vendeurs d'œufs (les mardis et vendredis), de deux à cinq revendeurs (il ne précise pas davantage) et une soixantaine de vendeurs de fruits et légumes pendant l'été, qui ne sont plus qu'entre 30 et 40 en hiver. Le marché aux poissons offre 63 places mais reçoit en moyenne de 15 à 20 commerçants. Les gens des campagnes sont évidemment absents de cette description mais dans une proposition de tarification, le clerc indique que le marché peut recevoir sur le côté est 85 charrettes de cultivateurs et qu'il accueille quotidiennement environ 50 vendeurs de beurre frais.

L'examen du nombre de baux (Tableau V) montre par ailleurs que, sauf exception, la totalité des étals sont loués. Nous ne disposons pas de données pour les années 1845 et 1846 puisque les autorités ont prévu le prolongement du bail de 1844 jusqu'à l'ouverture du marché Bonsecours, mais il est permis de croire que le nombre d'occupants s'est maintenu pendant cette période. Nous ne connaissons toutefois pas les revenus du marché. Les montants versés pour les étals (Tableau VI) sont cependant identiques à ceux payés au marché Sainte-Anne, dont la halle en pierre offre probablement plus de confort que le bâtiment vétuste qui abrite les bouchers du Marché neuf. Les autorités ont cependant des projets à ce sujet.

Tableau V

Étals occupés par les bouchers dans les marchés montréalais, 1840-1860

	Neuf	Bonsecours	Ste-Anne	St-Laurent	Papineau	St-Antoine
1840	52					
1841	52					
1842	50		40			
1843	52		40			
1844	50		42			
1845			34	19		
1846			28			
1847		33	39			
1848		67	48			
1849		68	49			
1850		68	49			
1851		68	48	20	3	
1852		68	55	20	3	
1853		68	56	20	1	
1854		68	52	20	1	
1855		68	56	33	5	
1856		67	56	35	4	
1857		67	55	40	4	
1858		68	56	35		
1859		68	56	45	4	10
1860		68		41	1	

1. Les baux signés au Marché neuf en 1844 comportent une clause prévoyant leur prolongement jusqu'à l'ouverture du marché Bonsecours.
2. Les baux du marché Sainte-Anne en 1846 sont incomplets. Nous n'avons retracé que ceux signés auprès du notaire William Ross.
3. En 1854, le seul occupant du marché Papineau loue «des étals» sans que le bail en précise le nombre ou le numéro mais le montant de la location, £18, laisse croire qu'il en occupe trois.
4. Les baux du marché Papineau manquent en 1858.
5. Les baux des marchés Sainte-Anne et Saint-Antoine manquent en 1860, de même que probablement une partie de ceux du marché Saint-Laurent.

Tableau VI
Coût de location des étals de bouchers dans les marchés, 1840-1860

	Neuf		St-Anne			Papineau		
	Bonsecours		St-Laurent			St-Antoine		
	aile est		aile ouest					
	£ s. p.	£ s. p.	£ s. p.	£ s. p.	£ s. p.	£ s. p.	£ s. p.	£ s. p.
1840	12 10							
1841	10							
1842	7 11			7 11 *				
1843	10			10				
1844	15			15				
1845				15	6 2 13			
1846				15 6				
1847		20	30	15				
1848		15 5	22 17 6	15 6				
1849		15 5	22 17 6	15 6				
1850		15 5	19 12 6	15	10			
1851		15 5	19 12 6	15	10	6		
1852		20	20	18 6	12 10	6		
1853		20	20	18 6	12 10	6		
1854		20	20	20	12 10	6		
1855		20	20	20	12 10	6		
1856		20	20	20	12 10	6		
1857		20	20	20	12 10	6		
1858		20	20	20	12 10	6		
1859		20	20	20	12 10	6	44 12 *	
1860		20	20	20	12 10	6		

1. Vingt-sept des 40 étals (les 2/3) loués au marché Sainte-Anne en 1842 l'ont été pour £7.11s. Le coût des 14 autres s'échelonne entre £10 et £13.15s. pour une moyenne de £9.17s.
2. Les baux du Marché neuf comportent une clause en 1844 prévoyant leur prolongement jusqu'à l'ouverture du marché Bonsecours.
3. Seize étals ont été loués les 13 et 14 août 1845 au marché Saint-Laurent pour des montants variant entre £5.1s. et £7.5s. pour une moyenne de £6.2s.13p. Quatre autres baux ont été signés pendant les semaines suivantes pour des montants beaucoup plus élevés s'échelonnant entre £10 (27 sept.) et £24 (30 sept.).
4. Lors des enchères de 1847, le coût des étals du marché Bonsecours varie entre £27 et £73.6s.8p. pour les étals simples et entre £88 et £100 pour les étals doubles. En mars 1847, les autorités ramènent les montants à £20 et £30. Le bail est d'une durée de 16 mois.
5. Les occupants du marché Saint-Laurent ne signent pas de baux en 1850 mais les autorités conviennent avec eux qu'ils paieront £10 pour leurs étals.
6. Le coût des étals du marché Saint-Antoine s'échelonne entre £15 et £78, la plupart (7) se situant entre £40 et £50, pour une moyenne de £44.12s.
7. Les données manquent pour le marché Saint-Antoine en 1860.
* Il s'agit ici de moyennes. Pour le marché Sainte-Anne en 1842, nous avons cependant retenu le coût de location de la majorité des étal.

En juin 1843, le Conseil municipal décide en effet de reconstruire le marché. Les plans sont adoptés à l'automne de la même année et des appels d'offres sont sur le point d'être lancés⁷. Le sort du marché est toutefois scellé par une motion de l'échevin Redpath, à la fin de novembre 1843, proposant un nouvel emplacement sur la rue Saint-Paul⁸. Le comité spécial chargé d'étudier la proposition dépose presque aussitôt un rapport favorable⁹. Le Marché neuf est désormais en sursis jusqu'à l'ouverture du marché Bonsecours. Vendue le 5 janvier 1847, la halle sera démolie dans les jours suivants, libérant l'emplacement pour l'actuelle place Jacques-Cartier.

Le Marché à foin

L'accroissement de la population montréalaise et des activités commerciales ont multiplié le nombre de chevaux et augmenté la demande de fourrage. Avec les années, l'achalandage du marché à foin situé sur la Place des Commissaires, dans la partie ouest de la ville¹⁰, s'est donc accru sensiblement. Déjà en août 1837, un comité formé par les juges de paix à la suite d'une pétition de propriétaires montréalais avait suggéré l'agrandissement du marché par son prolongement au-delà de la rue Craig¹¹. Ce projet est repris en 1841 par les nouvelles autorités municipales. Dans un rapport qui endosse les conclusions de 1837, le Comité des chemins constate l'engorgement du marché:

[...]the present Hay Market being much too small for even the existing number of hay carts so much so indeed as to render it at times almost as great a public nuisance as it was

⁷ En fait, on a procédé à un premier appel d'offre pour se rendre compte que les devis n'étaient rédigés qu'en anglais. Le processus a été interrompu pour en permettre la traduction mais pendant ce délai, le nouveau projet a été adopté. PVCM, 11 nov. 1843.

⁸ PVC, 21 nov. 1843.

⁹ PVC, 29 nov. 1843.

¹⁰ Les règlements de police de 1810 situent le marché à foin sur la Place d'Armes. Un second emplacement «en dehors de la porte des Récollets et de la porte qui conduit au petit séminaire» s'ajoute toutefois pendant les mois d'hiver et répond à l'affluence accrue de la saison. Au cours des années qui suivent, le marché se déplace définitivement vers ce secteur, à l'emplacement qu'il occupe toujours en 1840.

¹¹ Ce rapport est reproduit dans le rapport du Comité des chemins que nous citons plus bas. PVC, 9 mars 1841.

intended to be a public convenience and its annoyance must proportionately increase with the increasing wants of the city and the augmenting produce of the country¹².

Il propose en conséquence le prolongement de la Place des Commissaires sur toute sa largeur jusqu'à la rue Juré. À cette fin, la ville achète, à l'automne de la même année, les terrains des héritiers Foretier¹³ et adopte en août 1842 les plans d'une maison de pesée destinée au nouvel emplacement¹⁴. En janvier 1844, le marché à foin se transporte de la Place des Commissaires à la nouvelle Place du Castor, désignation qui lui vaudra parfois l'appellation de «marché du Castor»¹⁵. Certains travaux seront subséquemment menés, principalement pour l'aménagement des abords du marché dont le mauvais état, dû à un drainage inadéquat, fait l'objet de plusieurs rapports auprès du Conseil de ville ¹⁶.

Le marché à foin bénéficie donc après 1844 d'un espace plus vaste, profitant de plus de la proximité immédiate de la Place des Commissaires, transformée en place publique. La ville compte également deux autres points de vente dans sa partie est, le premier créé au marché Viger au milieu des années 1830 pour absorber les surplus de la Place des Commissaires, et le second établi au marché Papineau en 1845 (comme nous le verrons plus loin). Nous avons décrit au chapitre précédent les efforts faits par les autorités pour désengorger la Place du Castor à la fin des années 1840. Les revenus de ces deux marchés ne distinguent toutefois pas les sommes tirées de la pesée du foin, si bien qu'il apparaît difficile d'évaluer leur achalandage. Les témoignages laissent croire toutefois à leur faible importance.

¹² PVC, 9 mars 1841.

¹³ Règlement 43: «...appropriating certain sums of money for the purchase of certain properties therein mentioned», 28 août 1841; Notaire Girouard, contrat entre la ville et les héritiers Foretier, 18 nov. 1841.

¹⁴ PVC, 29 août 1841.

¹⁵ Règlement 139: «...pour transporter le marché à foin, pesée, balances ou machines à peser de la Place des Commissaires à la Place du Castor». 2 janv. 1844.

¹⁶ PVC, 10 juin 1845; PVC, 19 sept. 1849; PVC, 17 juillet 1850: Le Comité des marchés rapporte: «Quoi qu'il soit le marché le plus fréquenté de la ville pour le foin et le fourrage, il n'est que médiocrement praticable aux voitures dans les temps de pluie et après la pluie et dans ces circonstances il ne peut être fréquenté par les personnes à pied sans inconvénient et sans incommodité». Le comité réclame des travaux pour le rendre «au moins passable».

En 1860, le Conseil de ville étudie la possibilité de déplacer le marché¹⁷, sans toutefois en préciser les raisons. Peut-être liée à un projet de terminus ferroviaire dans le centre de la ville¹⁸, la proposition reflète l'incompatibilité croissante des activités du marché avec son voisinage immédiat. En 1863, tel sera du moins, avec l'exiguïté des lieux, l'argument du Comité des marchés pour recommander son déplacement. Le marché à foin se transportera donc en 1865 dans le quartier Sainte-Anne sur un terrain cédé par les Sulpiciens et bordé par les rues College, Duke, Inspecteur et William.

Le marché Sainte-Anne

Appartenant à des intérêts privés au moment où nous abordons les marchés publics¹⁹, le marché Sainte-Anne est situé dans la partie ouest de la ville entre les rues des Enfants trouvés et des Commissaires d'une part, McGill et Saint-Pierre d'autre part²⁰. Sa halle abrite une quarantaine d'étals au rez-de-chaussée et 32 caves dans le sous-bassement. L'adoption en mai 1841 de nouveaux règlements régissant les marchés publics a mis en lumière, nous l'avons vu précédemment, la nécessité pour la ville d'acquérir le marché Sainte-Anne. Une entente intervient avec les créanciers du marché en mai 1842 pour la somme de £15,584.19.6 et la ville prend possession de la halle le 7 juillet de la même année.

En 1844 toutefois, à la suite du transfert du Parlement à Montréal, le Bureau des travaux publics choisit le marché Sainte-Anne pour loger la Législature. Les autorités

¹⁷ PVC, 13 juin 1860.

¹⁸ Dans une lettre aux autorités municipales, W.A Merry, secrétaire du Montreal and Champlain Railway, réitère sa demande d'un terminus pour toutes les compagnies de chemin de fer et fait référence à une lettre du 7 déc. 1859 dans laquelle il proposait d'utiliser le site du marché à foin à cette fin. Il mentionne que depuis la ville a opté pour un emplacement au pied de la rue McGill mais regrette qu'elle n'ait pas poursuivi plus avant ses démarches. PVC, 31 oct. 1860.

¹⁹ Établi en 1827 et régi par des syndics choisis parmi les juges de paix, le marché Sainte-Anne est construit en 1833. Il récupère en fait la clientèle et les bouchers de l'Ancien marché, toujours actif en 1833 mais que chacun s'accorde à décrire comme malpropre et incommode (il sera démantelé en 1836 pour faire place à la maison de la Douane).

²⁰ Claude Perrault, Les marchés Sainte-Anne —le Parlement et la place Youville— 1833-1901, in *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 23, no 3, déc. 1969, p. 393-403.

municipales, qui réclament une indemnisation d'un peu plus de £2000 pour construire une nouvelle halle en pierre ou en brique, n'obtiennent que £777²¹ et aménagent plutôt un abri en bois qu'elles possèdent déjà au nord-est du marché. Les bouchers, à qui on remet trois mois de location, s'y installent en avril 1844. Le déplacement vers une halle temporaire n'est pas sans mécontenter les utilisateurs du marché. Les commerçants de légumes ont perdu leurs caves dans le transfert et la halle, mal éclairée, s'avère trop chaude en été pour y conserver bien longtemps la viande. Les résidants du quartier surtout craignent la désaffectation du marché:

[...] the habitans, after great exertions had been made to induce them to come there, had attended that market regularly, which proved of the almost importance to the Western Section of the City, but now with the present limited accomodation, the former inconvenience of the habitans non-attendance has again been felt [...]²²

Les autorités gouvernementales et municipales semblent toutefois satisfaites de la transaction, et en 1845 les parties conviennent du renouvellement du bail à son échéance de 1847 pour cinq ou sept ans, au choix du gouvernement²³.

Dans les mois qui suivent l'incendie du Parlement en avril 1849, le Conseil de ville décide de reconstruire le marché sur l'emplacement initial. La nouvelle halle, œuvre de l'architecte George Brown, ouvre ses portes en juin 1852. L'édifice en brique comporte 56 étals et, selon la description d'Alfred Sandham, «is but one storey in height, with the exception of the centre portion, which rises to a height of two storeys and is surmounted by a small tower»²⁴. À partir de 1855, cette dernière partie sera occupée par William Evans qui y tiendra un magasin agricole semblable à celui que loge le marché Quincy de Boston²⁵.

²¹ PVC, 12 mars 1844. Selon Claude Perrault, la ville aurait vu ses exigences satisfaites mais les documents municipaux et les plaintes subséquentes des usagers du marché indiquent le contraire.

²² Archives municipales, Dossier 3596.2, 28 mai 1844.

²³ Rapport du Comité des finances, PVC, 9 sept. 1845; lettre d'acceptation du Secrétaire provincial, PVC, 24 oct. 1845.

²⁴ A. Sandham, *Ville-Marie or, Sketches of Montreal past and present*. Montreal, Bishop, 1870, p. 242.

²⁵ PVC, 14 nov. 1855.

Après le transfert des bouchers dans le nouvel édifice, en 1852, la halle temporaire accueille les vendeurs de lard, de légumes et de poisson. Dès l'année suivante toutefois, les résidants des environs réclament sa démolition²⁶. Reconnaisant que la bâtisse n'est pas un «ornement pour la Cité», les autorités rejettent cependant la demande en raison «du bon revenu [qu'elle] donne chaque année... (de £250 à £300) et les nombreuses et pressantes demandes au Trésorier de la Cité»²⁷. Deux demandes similaires en 1854²⁸ et 1855²⁹ sont accueillies plus favorablement alors que le Conseil décide de construire une nouvelle halle³⁰ mais le projet ne connaît pas de suite. La halle temporaire est finalement vendue et démolie en juin 1860³¹ et ses occupants trouvent abri sous un appentis aménagé à leur intention du côté sud de la halle en brique.

Le marché Sainte-Anne semble avoir mis du temps à gagner la faveur des gens des campagnes et par conséquent à attirer la clientèle. En 1841, certains avaient même vu dans l'imposition de droits sur les places des habitants fréquentant le Marché neuf la tactique de quelques élus municipaux pour faire connaître le marché Sainte-Anne. Quelques mois après l'achat de ce dernier, les occupants des caves, qui réclament une réduction du coût de leurs places, comparent ainsi les deux marchés:

[...] le marché en question n'étant pas achanlandés pour le moment comme le marché neuf et vu qu'il est raisonnable d'appréhender qu'il ne le sera pas pour longtemps parce que quoique le marché est convenable sous bien des rapports, les auberges ou hoteleries n'étant pas assez nombreuses à proximité les gens de campagne ne pourront trouver à se loger eux et leurs chevaux, et tant que le marché neuf existera il aura la préférence³².

Même si le marché Sainte-Anne ne parvient pas à déclasser son concurrent de la partie est de la ville, ses difficultés paraissent atténuées au moment où nous l'abordons. En

²⁶ Archives municipales, Dossier 3596.2, 16 avril 1853.

²⁷ PVC, 25 mai 1853.

²⁸ Recommandation du Comité des marchés sur la pétition de Louis Renaud et autres. PVCM, 21 avril 1854.

²⁹ Rapport du Comité des marchés sur la pétition de D. Torrance et autres. PVC, 8 oct. 1855.

³⁰ PVC, 8 oct. 1855.

³¹ PVCM, 5 juin 1860.

³² Archives municipales, Dossier 3596.2, 29 août 1842.

prenant possession de la halle, les autorités ont exécuté plusieurs travaux de réfection dans l'espoir de tirer un bon revenu du marché, ce que confirme avec satisfaction le Comité des finances dans un rapport au Conseil dès décembre 1842³³. Au moment de livrer la halle aux autorités gouvernementales en 1844, l'inspecteur de la ville établit comme suit le nombre de ses occupants: au rez-de-chaussée, 43 étals de bouchers, 3 étals de vendeurs de volailles, 3 étals doubles de vendeurs de végétaux, 12 regrattiers dans les entrées des portiques et 32 «appartements» dans le soubassement occupés par les commerçants de lard, de poisson, etc.»³⁴ Outre les bouchers, un regrattier seulement possède un bail mais d'une durée de trois ans pour la vente de volailles à l'intérieur du marché.

Les craintes des résidants du quartier, évoquées plus haut, devant le changement de halle semblent fondées si on en juge du moins par le nombre réduit d'étals de bouchers loués en 1845 (Tableau V). Après une année d'occupation de la halle temporaire (qui compte à ce moment au moins 48 étals), le nombre de locataires tombe à 34. Nous ne possédons pas les données complètes pour 1846 mais les bouchers protestent cette année-là contre un coût de location qu'ils jugent «exorbitant et ruineux à raison du crédit inférieur et mince que le dit marché possède dans l'opinion publique et à raison du débit médiocre et languissant de leur viande qui en est la conséquence»³⁵. Le nombre d'occupants n'en remonte pas moins à 39 en 1847 pour se maintenir ensuite entre 48 et 49 jusqu'à l'ouverture de la nouvelle halle en 1852. Les 56 étals du marché Sainte-Anne trouveront tous preneurs (ou presque) par la suite et à un coût identique à celui du marché Bonsecours à partir de 1854. En 1858, les autorités exigent également des occupants de la halle temporaire qu'ils signent un bail pour leurs places. Ce sont des vendeurs de lard et de fruits et légumes, parmi lesquels on retrouve quelques femmes. Malheureusement, les données semblent incomplètes pour 1859 et nous ne savons pas quelle politique est suivie en 1860 alors qu'on prévoit la démolition de la halle.

Bon deuxième dans l'échelle des revenus des marchés publics de Montréal après 1850 (Tableau VII), le marché Sainte-Anne rapporte à la ville entre deux et trois fois moins que

³³ PVC, 23 déc. 1842.

³⁴ PVC, 1^{er} mars 1844, rapport de John Ostell.

³⁵ Archives municipales, Dossier R3596.2, juillet 1846.

son concurrent de la partie est de la ville. Si l'ouverture de la nouvelle halle voit un accroissement des revenus, l'écart entre les deux marchés se creuse tout au long de la période. Jusqu'en 1854, la disparité entre les deux marchés quant à leur niveau d'activité se traduit également par un écart du simple au double dans le salaire des clercs (Tableau VIII), la différence ne se réduisant il est vrai qu'à £50 par la suite.

Le marché Viger

Jusqu'en 1840, chaque marché possède un espace réservé à la vente du bétail. Manifestant très rapidement la volonté de concentrer ce commerce en un seul lieu, les nouvelles autorités municipales choisissent l'ouest de la Place Viger, près de la rue Saint-Denis, pour y établir un marché aux bestiaux, un marché à foin et un enclos public³⁶. Le terrain, propriété de la ville, comprend déjà une pesée pour le foin et la résidence du clerc, lesquels ont été construits en 1833 à la demande des citoyens des environs³⁷. Les autorités ont d'ailleurs envisagé, à cette occasion, d'y établir un marché aux animaux mais le projet n'a pas connu de suite. Établi en décembre 1840³⁸, le marché verra son aménagement complété entre 1841 et 1843 par la construction d'enclos et d'abris pour le bétail.

³⁶ Rapport du comité spécial «appointed to enquire for a fit lot of ground for a pound and cattle market», PVC, 31 oct. 1840. Une recommandation du Comité des marchés de transformer le marché Saint-Laurent en marché à bestiaux avait été précédemment rejetée. PVC, 22 oct. 1840.

³⁷ PVC, 18 oct. 1833; un rapport du Comité des marchés nous apprend toutefois en 1834 que «quoiqu'il y ait une maison à peser le foin et la paille depuis l'an dernier sur la Place Viger, on n'y a pas encore placé de balance». PVC, 19 sept. 1834.

³⁸ Règlement no 4, 14 déc. 1840, légèrement amendé par le règlement 35, 13 juin 1841.

Tableau VII
Revenus des marchés publics de Montréal, 1850-1860

	Bonsecours	Ste-Anne	St-Laurent	Papineau	St-Antoine	Viger	Au foin
1850	£3615.10	£1049.15 .1	£ 181.16.9	£ 43.16.4		£ 129 .3 .9	£ 629.11.1
1851	£3299. 2 8	£ 968 .10 .8	£ 363.17.11	£ 75 .8 .6		£ 187.17.4	£ 625 .5 .0
1852	£3579 .2 .7	£1523.17 .9	£ 378 .5.10	£ 84. 6 .9		£ 206 .4 .7	£ 650.12 .1
1853	£3982 .8	£1589 .4.10	£ 424 .8.1	£ 99 .4 .7		£ 204 .4 .2	£ 580.18.10
1854	£4280 .5	£1578 .6 .9	£ 433.10.5	£ 86 .7 .1		£ 187. 1 .0	£ 600 .0 .3
1855	£4579 .7 .5	£1675.12.3	£ 502 .0.3	£ 91.14 .6		£ 229 .0 .5	£ 593 .4 .4
1856	£4652.18	£1677.18	£ 592.16.5	£ 123 .2 .4		£ 244 .7 .8	£ 598 .4 .2
1857	£5024 0 .2	£1656 .6 .8	£ 620.13.10	£ 132 .6 .9		£ 234 .0 .4	£ 591 .7 .1
1858	\$21,017.12	\$7596.70	\$2743.76	\$ 645.76		\$1044.51	\$2620.83
1859	\$22,696.85	\$8098.86	\$3143.20	\$1056.29	\$ 138.60	\$1265.56	\$2852.51
1860	\$22,931.61	\$8049.95	\$3037.33	\$1007.97	\$1058.06	\$1155.80	\$2584.88

1. Nous n'avons pas inclus dans les revenus du marché Bonsecours les loyers des magasins Bonsecours et de la propriété de la Place Jacques-Cartier de même que les revenus de location de la salle de concert.
2. Le salaire du clerc du marché Papineau est constitué de la moitié des revenus du marché. Toutefois, nous ignorons s'il est déjà déduit des montants donnés comme revenus du marché. Si tel était le cas, il faudrait doubler les montants transcrits ici pour avoir des données comparables à celles des autres marchés. Toutefois, nous avons déjà signalé que la proportion des revenus ainsi obtenue nous apparaît peu réaliste par rapport à ceux des autres marchés.
3. Marché Saint-Laurent, 1850: revenus pour 5 1/2 mois.
4. Marché Papineau, 1853: revenus pour 11 mois.
5. Marché Viger, 1854: revenus pour 11 mois.
6. Marché Saint-Antoine, 1859: revenus du 30 janv. 1859 au 27 janv. 1860.
7. Les revenus du marché Sainte-Anne en 1859 et 1860 comprennent les loyers des magasins et du local occupé par Evans.

Tiré du Rapport annuel du trésorier de la Cité de Montréal (Annual Report of the Treasurer of the City of Montreal) pour les années 1850-1860.

Le marché Viger ne concentrera toutefois véritablement le commerce des animaux qu'à partir de 1842³⁹, date de l'achat du marché Sainte-Anne, appartenant à des intérêts privés, nous l'avons vu, et non soumis au règlement sur la vente des bestiaux. Ce déplacement vers l'est ne fait pas l'unanimité. Consulté, le Comité des marchés, lui-même divisé (certains préféreraient deux marchés), propose plutôt l'utilisation de la propriété Foretier, destinée à l'agrandissement du marché à foin «as the most central place for the

³⁹ Le Comité des marchés ordonne que le bétail vendu au marché Sainte-Anne soit désormais acheminé au marché Viger. PVCN, 7 juillet 1842.

sole market of the city»⁴⁰. Le Conseil de ville tranchera toutefois en faveur du marché Viger⁴¹.

L'emplacement du marché est à nouveau contesté en 1847, mais pour d'autres motifs. Se plaignant de la dévaluation de ses propriétés par la proximité du marché⁴², Jérôme Grenier convient avec les autorités municipales de payer la moitié du coût de déplacement de la halle vers le nord-est de la place⁴³. Le projet échoue cependant lorsque P.-J. Lacroix, dont la famille a donné une partie du terrain aux fins d'une place publique, poursuit la ville pour non-respect des conditions de cession⁴⁴. Pour s'y conformer, les autorités amorcent donc des travaux d'embellissement (nivellement, clôtures, plantation d'arbres), sans toutefois déplacer le marché. En 1853, Grenier revient à la charge, cette fois pour faire disparaître le marché aux animaux de la Place Viger⁴⁵. Le *Herald* appuie la demande en ces termes, traduits ici par la *Minerve*:

Nous ne connaissons pas de plus grande nuisance maintenant dans notre cité que le marché aux vaches et aux vieux chevaux sur le quarré Viger. Quand le quarré Viger n'était qu'un marais rempli de grenouilles, c'était très-bien; mais il est maintenant entouré et orné[...] M. Jérôme Grenier a déjà érigé un des plus beaux blocs de maisons qu'il y ait dans cette cité[...] et la côte sur laquelle sont les propriétés de MM. Viger et Cherrier promet d'être l'un des plus beaux sites de la cité pour des demeures de première classe[...] Le marché doit donc être transporté sur un site de moins de valeur⁴⁶.

⁴⁰ PVCM, 28 juillet 1842; la proposition vient en réponse à une demande du Conseil qui se lit comme suit: «to report with all convenient speed on an eligible site for a cattle market, in connection with St. Ann's Market». PVC, 13 juillet 1842.

⁴¹ PVC, 8 août 1842.

⁴² «[...] un tel voisinage étant extrêmement désagréable aux occupants des logements en question, d'abord en présentant une interruption à la vue immédiatement en face de ces logements et aussi par la mal-propreté qu'il y occasionne et le bruit et la mauvaise odeur qui en résultent [...] les personnes qui viennent au marché vendre des animaux s'emparent des trottoirs qui joignent aux maisons susdites, pour en faire un lieu des repos [...]». Archives municipales, Dossier D1901.136-1, lettre de J. Grenier, 7 déc. 1847.

⁴³ PVC, 9 fév. 1848.

⁴⁴ PVC, 29 mars 1848.

⁴⁵ PVC, 27 juillet 1853.

⁴⁶ La *Minerve*, 20 sept. 1853.

En quête d'un nouvel emplacement depuis 1848, les autorités ont remplacé la halle détruite dans la conflagration de juillet 1852 par un abri temporaire. En 1855, elles arrêtent enfin leur choix sur un terrain de la rue Craig, près de la rue Campeau⁴⁷, appartenant déjà à la ville et qu'elles agrandiront ultérieurement par l'achat de propriétés adjacentes. Le marché aux bestiaux s'y transporte à l'automne 1857. Une nouvelle halle en briques sera érigée sur ce site en 1861.

Nous avons vu au chapitre précédent les difficultés des autorités à faire respecter la réglementation et les réductions de tarifs qui se sont succédées. Nous savons également que les revenus du marché Viger ont été faibles pendant ses premières années d'activités; le salaire du clerc en témoigne d'ailleurs (tableau VIII). Après 1850, les revenus du marché demeurent modestes et le situent devant le marché Papineau seulement, quoique la comparaison ici avec les marchés aux provisions nous apparaît difficile.

⁴⁷ PVC, 8 oct. 1855.

Tableau VIII
Salaire annuel des clercs et assistants-clercs, 1840-1860

	1840	1841	1842	1843	1845	1847	1849	1851	1854
Marché neuf	£100	£165	£200	£200	£200				
assistant	£60	£60	£60	£60	£60				
Bonsecours						£200	£200	£200	£250
assistant						£80	£80	£80	£125
Sainte-Anne			£100	£100	£100	£100	£100	£100	£200
assistant									£100
Saint-Laurent								£75	£100
Papineau					£35	£35	2/3-1/2 revenus	1/2 revenus	1/2 revenus
Viger	£60	£60	£60	£100	£100	£100	£100	£100	£125
Marché à foin	£150	£100	£125	£125	£125	£125	£125	£125	£150
assistant		£50	£75	£75	£75	£75	£75	£75	£85

1. Nous n'avons retenu que les années où les autorités ajustent les salaires ou encore celles où s'ajoute un nouveau marché.
2. Lors de l'ouverture du marché Saint-Antoine, en décembre 1859, les autorités ne lui assignent pas un clerc mais confient plutôt le marché à un assistant-clerc du marché Sainte-Anne, sans indiquer si son salaire est modifié. Nous n'avons pas tenu compte de ce marché dans le tableau.
3. Certains clercs des marchés sont également logés en plus de leur salaire. C'est le cas du clerc du marché à foin qui reçoit de plus à partir de 1854 une allocation de huit cordes bois et du clerc du marché Saint-Laurent qui reçoit également une allocation de quatre cordes de bois à partir de 1858. Le clerc du marché Viger est logé dans la maison de la pesée jusqu'à l'incendie de 1852.
4. L'augmentation de février 1854 fait suite à l'accroissement du coût de la vie. Dans son rapport, le Comité spécial sur le salaire des officiers affirme: «Il est de notoriété publique que les dépenses d'entretien ont énormément augmenté depuis les derniers douze mois; que les loyers ont aussi augmenté de beaucoup et qu'une hausse de 30 à 50% s'est opérée dans les provisions, sans espoir de les voir diminuer de sitôt...» PVC, 11 février 1854.
5. Le salaire de l'assistant-clerc du marché Bonsecours est d'abord augmenté à £100 en février 1854, puis à £125 en octobre 1854. Le salaire du clerc du marché Sainte-Anne est d'abord augmenté à £150 en février 1854, puis à £200 en août 1854.

Le marché Bonsecours

Construit, nous l'avons vu, pour remplacer le Marché neuf, le marché Bonsecours occupe un vaste espace à l'ouest de l'église du même nom entre les rue Saint-Paul et des Commissaires. L'emplacement, rapidement agréé par le Conseil de ville ⁴⁸, offre «par sa

⁴⁸ Rapport du Comité spécial. PVC, 2 janv. 1844.

position qui fait face d'un côté au fleuve et de l'autre côté à la rue St-Paul la plus grande facilité, non seulement aux citoyens, mais encore à ceux qui amènent les provisions aux marchés»⁴⁹. Il constitue de plus, de l'avis du Comité spécial sur le choix de l'emplacement, un atout pour la partie est de la ville et cela au moment même où des rumeurs circulent sur l'occupation du marché Sainte-Anne par la Législature:

...le changement du marché ne détériorera nullement la valeur des propriétés dans cette localité, vu que la formation de l'espace en une magnifique avenue qui amènera indubitablement des améliorations qui assureront à cette portion de la cité tous les avantages d'un bazar élégant et fashionable qui concentrera le commerce et par conséquent qui augmentera la valeur des propriétés, occasionnera en même temps des améliorations dans un quartier de la ville jusqu'ici négligé et entraînera des améliorations non seulement dans le voisinage immédiat de la halle en contemplation mais encore chez les citoyens en général et surtout chez ceux qui résident dans la section est de la cité⁵⁰.

Si la perspective de l'énorme ponction exercée sur les finances municipales en effraie plusieurs⁵¹, le choix de la partie est de la ville pour la construction d'une nouvelle halle divise tout autant l'opinion. «Nous savions déjà, nous dit la *Minerve*, que quelques personnes qui ont tous leur intérêt dans le quartier ouest et particulièrement vers le marché St-Anne, s'apposaient de la manière la plus active, à l'érection du nouveau marché[...] La plupart des propriétaires du quartier ouest s'y opposent [à la nouvelle halle], tandis que tous ceux de l'est la désirent⁵².»

⁴⁹ Le Comité spécial recommandait un espace allant de la rue Saint-Claude vers l'est et englobant l'église Bonsecours qui devait être démolie pour permettre «l'ouverture d'une avenue large et commode à partir du fleuve et de là jusqu'aux terrains qui s'élèvent au nord de l'Eglise de l'Evêque», mais le Conseil a préféré étendre plutôt l'emplacement vers l'ouest au-delà de la rue Saint-Claude. *Idem*.

⁵⁰ *Idem*.

⁵¹ En décembre 1843, le Conseil fait état de trois pétitions de citoyens du quartier est et du faubourg Québec, des habitants du quartier du centre et du faubourg St-Laurent, des habitants du quartier ouest et des faubourgs Sainte-Anne, Saint-Joseph et Saint-Antoine «demandant chacune que l'achat proposé du terrain et que l'érection d'une nouvelle halle de marché soient différées jusqu'à ce que la cité ait des fonds à dépenser pour les améliorations de chemins et pour l'embellissement de la cité». PVC, 26 déc. 1843.

⁵² La *Minerve*, 8 juillet 1844. La *Minerve*, favorable au projet, croisera le fer à quelques reprises avec l'*Aurore des Canada* qui y est opposée.

Le projet n'en est pas moins poursuivi. Au printemps de 1844, le Conseil de ville adopte les plans de l'architecte William Footner⁵³ pour un édifice d'inspiration classique en pierre de taille, surmonté d'un dôme dominant le fleuve. Le rez-de-chaussée (rue des Commissaires) doit accueillir, outre la pesée, un marché aux poissons, un marché aux grains et un marché pour le porc et le poisson séché, de même que des glaciers et quelques magasins. Le pallier de la rue Saint-Paul abritera un marché pour la viande, le beurre, la volaille et les légumes, en plus d'un poste de police. Les contrats sont attribués en août et septembre de la même année, respectivement aux entrepreneurs Munro & Kinlock⁵⁴ pour la maçonnerie et Kelly & Co⁵⁵ pour la menuiserie, les premiers devant terminer les travaux le 15 septembre 1845 et les seconds quatre mois plus tard. Munro & Kinloch ne respectent toutefois pas leur échéancier⁵⁶ et en décembre 1845, le centre et l'aile est de la halle, non complétés, doivent être couverts en vitesse par la ville en prévision de l'hiver⁵⁷.

Entre temps, les autorités ont également entrepris la construction d'un marché aux poissons, rue des Commissaires, sur la portion ouest des terrains achetés pour la nouvelle halle⁵⁸. L'édifice, séparé du futur marché par une rue, doit également comporter deux magasins s'ouvrant sur la rue Saint-Paul. En fait, le marché aux poissons occupera une partie du rez-de-chaussée du marché Bonsecours (comme le prévoyait le plan initial) et l'espace qui lui était destiné sera également transformé en magasins. L'ensemble, terminé en 1848, est parfois désigné sous le nom de «magasins Bonsecours».

En juin 1846, insatisfait du déroulement et de la supervision (par Footner) des travaux, le Conseil de ville confie à deux architectes, George Browne et William Spiers, le

⁵³ PVC, 8 mai 1844.

⁵⁴ Notaire William Ross (Archives nationales du Québec à Montréal, CN 601-353), 10 sept. 1844.

⁵⁵ Notaire Ross, 27 août 1844.

⁵⁶ Selon les termes du contrat, les travaux d'excavation et de fondations devaient être complétés à l'automne 1844. La pose de la pierre angulaire n'aura cependant lieu que le 3 juillet 1845 et en août, les entrepreneurs annoncent déjà qu'ils ne pourront respecter l'échéance fixée.

⁵⁷ PVM, 5 déc. 1845.

⁵⁸ PVC, 11 mars 1845. Footner en est également l'architecte.

soin d'évaluer le chantier⁵⁹. Ceux-ci recommandent de compléter la halle. Enjoins de terminer leurs contrats, les entrepreneurs abandonnent le chantier en août 1846, suivis bientôt par l'architecte Footner, remercié de ses services⁶⁰. Incapable de trouver de nouveaux entrepreneurs et à court d'argent, la ville terminera elle-même les travaux grâce notamment à un prêt de £1000 de propriétaires et résidents des environs du marché⁶¹. En novembre 1846, il reste encore à «compléter les ailes et finir l'intérieur de la bâtisse[...] la couvrir en fer blanc, la peindre et faire d'autres ouvrages de moindre importance nécessaires pour rendre le marché habitable»⁶².

Une halle partiellement complétée ouvre donc ses portes le 4 janvier 1847. Le parachèvement du marché se poursuivra sous la direction de l'architecte George Browne jusqu'en 1851, date à laquelle une salle de concert et un hôtel de ville sont respectivement aménagés dans les ailes est et ouest du dernier étage⁶³. Les membres du Conseil inaugurent leurs nouveaux locaux en janvier 1852. Plusieurs autres travaux seront menés pour tirer meilleur parti de l'espace et accommoder davantage de commerçants. L'aménagement d'échoppes sur le pourtour extérieur du marché permettra notamment d'y déplacer les vendeurs de volailles et de beurre qui au départ occupaient des places dans l'aile est, laissant les 68 étals du rez-de-chaussée de la rue Saint-Paul aux bouchers.

À l'ouverture du marché en janvier 1847, à peine 33 étals sont occupés (Tableau IX). L'enthousiasme qui a fait monté les enchères s'est refroidi rapidement, comme le raconte ici la *Minerve* :

⁵⁹ Dans un rapport à cet effet, le Comité des marchés constate «que quelques uns des contracteurs ont reçu beaucoup plus qu'ils n'avaient droit de recevoir, sans avoir rempli leur contrat; que d'autres ont reçu au moins ce qu'ils avaient droit de toucher et leur contrat ne peut être terminé sans des avances considérables». PVC, 3 juin 1846.

⁶⁰ Le motif évoqué est le suivant: «pour avoir induit en erreur le Comité des marchés de l'année dernière et le Conseil», PVC, 23 sept. 1846.

⁶¹ Jack Hutchins, P.S. Murphy, Hubert Paré, P. E. Picault, Robert Woods et Aug. Perrault font cette offre parce qu'ils essuient «des pertes considérables par suite de l'état incomplet du Nouveau marché et [...] [qu'ils ont] appris avec chagrin que la Corporation se trouve dans l'impossibilité de finir cet édifice faute de moyens». PVC, 12 août 1846.

⁶² PVC, 26 nov. 1846.

⁶³ PVC, 1^{er} août 1851.

[...] les bouchers, les regrattiers, etc. [...] ont pris possession [du marché] non sans quelque répugnance car ils se plaignent que le prix des places est à un taux exorbitant [...] un grand nombre des étaux des bouchers sont montés de £60 à £75. C'est plus haut que le loyer d'un grand nombre de maisons et de magasins. Si les bouchers ont eux-mêmes poussé les étaux qu'ils voulaient avoir à un prix aussi élevé, ils n'ont pas droit de se plaindre, c'est leur ouvrage. Mais on dit que quelques uns des conseillers de ville d'un certain parti se sont permis d'enchérir [...] ⁶⁴.

Tableau IX

Espaces occupés par baux dans le marché Bonsecours, 1847-1860

	Étals	Vendeurs de lard	Magasins	Étals du dôme	Tables	Marché poisson	Glacières	Tables au sous- sol	Total
1847	33	6							39
1848	67	15							82
1849	68	13							81
1850	68	13							81
1851	68	12							80
1852	68	13		4					85
1853	68	11	9						88
1854	68	11	11	4					94
1855	68	12	15	4					99
1856	67	12	15	4					98
1857	67	12	12			17	17		108
1858	68	12	17			8	18		123
1859	68	13	27	4	15	13	17		157
1860	68	9	18	4	7	4		4	114

1. Les «magasins», désignés aussi comme «caves», sont des échoppes construites devant le marché, rue Saint-Paul, pour y vendre surtout de la volaille, du sucre du pays, de la farine, du grain et du poisson frais en hiver.
2. Les occupants des étaux du dôme offrent des vêtements et des objets usagés.
3. Les tables sont situées devant le marché, rue Saint-Paul. Leurs locataires sont autorisés à y vendre les mêmes produits que les occupants des échoppes mais ne semblent pas disposer de «caves» comme ces derniers puisque le coût du loyer est moins élevé (un peu plus de £19 plutôt que £25) et que la clause du bail interdisant de faire du feu est biffée.
4. Les tables du sous-sol en 1860 sont occupées par 1 vendeur de quincaillerie, deux vendeurs (dont une femme) de confiserie et un vendeur de vêtements et de poterie.

Consternés, les bouchers protestent. Les autorités constatent «que plusieurs des étaux [...] sont abandonnés par les locataires dont plusieurs ne veulent pas signer les baux

⁶⁴ La *Minerve*, 4 janv. 1847.

à cet effet; que de plus le marché Bonsecours, vu l'absence d'un grand nombre de bouchers de leurs étaux menace d'être abandonné par les acheteurs»⁶⁵. En mars 1847, elles réduisent le coût des étaux à £20 dans l'aile est et à £30 dans l'aile ouest et répartissent ce montant sur 16 mois (jusqu'au prochain bail, le 1^{er} mai 1848) plutôt que sur 12 comme prévu au départ. Dès l'année suivante toutefois, les prix redescendent à des niveaux plus abordables. Les étaux de l'aile est sont cédés pour £15 et 5 shillings, un montant comparable à ceux versés au Marché neuf en 1844, alors que ceux de l'aile ouest exigent un déboursé de £22.17 shillings et 6 pence. La disparité entre les deux ailes du marché disparaît en 1852. Elle résultait de la présence de vendeurs de volailles et de beurre dans l'aile est qui réduisait la valeur des étaux; leur déplacement en 1850 n'entraîne pas la parité immédiate mais plutôt la réduction du coût des étaux dans l'aile ouest⁶⁶. À partir de 1848, la totalité ou presque des étaux de boucher trouvent preneurs.

Contrairement aux autres marchés de la ville où les commerçants autres que les bouchers ne signent pas ou rarement de bail (quelques rares exceptions dont les étaux de la vieille halle du marché Sainte-Anne en 1858), nous retrouvons au marché Bonsecours des baux pour plusieurs types de commerce. La présence de nombreux occupants permanents autres que les bouchers traduit bien à notre avis l'importance de ce marché. Chaque année à partir de 1848, nous retraçons en effet plus ou moins une douzaine de vendeurs de lard (en 1848, ils seront 15). Quatre étaux s'ajoutent en 1852 sous le dôme dont on sait qu'ils sont occupés par des vendeurs de vêtements et objets usagés. Les échoppes adossées au marché, rue Saint-Paul, et souvent décrites comme des «caves ou magasins» sont louées à partir de 1853 à des commerçants de volailles, d'oeufs, de farine, de grains, de sucre du pays et de poisson frais en hiver. Des «tables» destinées à la vente des mêmes produits s'ajoutent également sur la rue Saint-Paul à partir de 1858. Les occupants du marché aux poissons signent également des baux à partir de 1858.

⁶⁵ PVC, 19 mars 1847.

⁶⁶ À la suite d'une demande de diminution du coût des étaux, le Comité des marchés accorde une réduction aux seuls bouchers de l'aile ouest parce que les bouchers de l'aile est ont vu la valeur de leurs étaux s'accroître avec le déplacement des vendeurs de volailles et de beurre. PVC, 19 avril 1850.

La vocation de marché de gros est par ailleurs déjà établie par la réglementation de 1848 puisque la partie est du rez-de-chaussée, sur la rue des Commissaires, est réservée à l'achat et à la vente de grains et de légumes en poche «autres que ceux [...] apportés par les cultivateurs et vendus par eux dans leurs voitures sur les marchés publics». Mais surtout les gens des campagnes viennent nombreux. Les jours de grande affluence, les voitures de cultivateurs s'enlignent en double rang jusqu'à la place Jacques-Cartier et même à triple rang sur certaines parties de la rue des Commissaires. Les revenus du marché Bonsecours reflètent bien cette activité (Tableau VII) et dépassent largement ceux des autres marchés de la ville (entre le double et le triple pour son plus proche concurrent, le marché Sainte-Anne).

Les marchés des faubourgs

Le marché Saint-Laurent

Le marché Saint-Laurent est constitué de deux halles parallèles en bois, séparées par une glacière et érigées du côté est de la rue du même nom entre les rues Dorchester et Sainte-Catherine. Établi en 1829⁶⁷, le marché est toutefois inactif au moment où s'amorce notre observation sans que nous puissions préciser la date d'arrêt de ses activités⁶⁸. La proximité du marché Près-de-Ville⁶⁹, disparu en 1839, semble avoir compromis son développement. En 1843, les autorités municipales envisagent d'ailleurs d'abolir le marché; tenues par une loi de 1831⁷⁰ d'assurer les halles, elles ne souhaitent en effet pas déboursier davantage pour une entreprise dont elles n'attendent aucun revenu⁷¹.

⁶⁷ (Canada), *Lois et statuts*, 1 Guil. IV, ch. 36.

⁶⁸ Dans un court article soulignant sa réouverture en 1845, la *Minerve* rapporte qu'il est «complètement abandonné depuis plusieurs années... [et] tombé pour ainsi dire en ruine». La *Minerve*, 31 juillet 1845.

⁶⁹ Ce marché a également été établi en 1829. Il était situé entre les rues Chenneville et Côté, au nord de la rue Vitré. E.-Z. Massicotte. Quelques rues et faubourgs du vieux Montréal, in *Les Cahiers des dix*, n° 1, 1936, p. 124-128.

⁷⁰ (Canada), *Lois et statuts*, 1 Guil. IV, ch. 36. Le marché Saint-Laurent est désigné marché public et placé sous l'autorité des magistrats de la ville.

⁷¹ «Resolved that it be recommended as all efforts to lease the stalls and establish the market have proved ineffectual, it is inadvisable to incur any expense on the said

À la suite de demandes pour louer des étals⁷², la ville tente pourtant, en janvier 1845, d'ouvrir à nouveau le marché mais abandonne rapidement le projet, faute d'un assez grand nombre de preneurs pour couvrir les frais de réparation des halles. Joshua Pelton, bientôt appuyé par une pétition de plus de 500 résidants, offre alors de louer le marché en échange de sa remise en état. Un accord d'une durée de cinq ans intervient⁷³, débutant en août 1845. Constatant toutefois la rentabilité du marché Saint-Laurent, le Comité des marchés tente, en 1847, d'en reprendre possession⁷⁴. Les négociations échouent cependant sur les modalités d'indemnisation de Pelton et la location se poursuit selon l'entente initiale jusqu'en août 1850, date à laquelle les autorités reprennent le marché.

Les occupants permanents du marché Saint-Laurent se concentrent d'abord dans la halle sud, réservée aux bouchers de viande fraîche et comportant 20 étals. La halle nord, moins bien aménagée⁷⁵, abrite les vendeurs de lard, de volailles, de beurre et d'oeufs et, occasionnellement, des vendeurs de poisson. Son pourtour accueille les vendeurs de fruits et de légumes. L'expansion du marché s'effectuera d'abord dans cette halle. À partir de 1855, les bouchers vont en effet déborder vers cette partie du marché, récupérant même en 1859 l'espace réservé jusque-là aux vendeurs de poisson. En 1860, les autorités adoptent le plan de J. J. Browne pour une nouvelle halle en brique à construire sur le même emplacement. Les travaux se déroulent l'année suivante, les bouchers prenant possession de leurs nouveaux étals en décembre 1861.

market and that it be recommended to give back the ground to the petitioners if the same can legally be done». PVMC, 9 oct. 1843.

⁷² On fait peut-être référence à des bouchers des environs interpellés à l'automne 1844 pour avoir tenu des étals privés sans permission et auxquels on accorde un permis temporaire jusqu'à l'ouverture des marchés Papineau et Saint-Laurent.

⁷³ Le locataire devra, entre autres, exécuter pour au moins £250 de réparations et faire parvenir un relevé trimestriel de ses revenus et dépenses. Il ne louera aucun étal à moins de £5/an. L'entente comporte également une clause de rétrocession. PVC, 11 juin 1845.

⁷⁴ Afin de redresser les finances municipales, les autorités exigent de chaque comité un bilan de leurs revenus et dépenses depuis 1840. Le marché Saint-Laurent ne figure pas dans ce rapport mais le Comité des marchés a exigé à cette occasion que Pelton, qui ne s'était pas conformé à son bail sur cette clause, rende des comptes.

⁷⁵ Ses occupants demandent l'éclairage au gaz et une glacière, ce dont bénéficient déjà les occupants de la halle sud. PVC, 2 déc. 1856.

Nous possédons peu d'indications sur les années d'activités du marché sous la direction de Joshua Pelton. Dans la *Minerve* du 31 juillet 1845, celui-ci invite les bouchers à visiter le marché rénové, annonçant des primes pour les meilleures viandes (1^{er} prix: un étal gratuit pour un an plus £5) et se proposant d'offrir de semblables encouragements aux vendeurs de volailles, de poisson et de légumes afin, dit-il, que le marché soit abondamment garni de produits de bonne qualité. En décembre 1846, les bouchers remercient d'ailleurs leur clientèle, espérant que «les soins qu'ils apportent à bien servir leurs pratiques leur mériteront la continuation de leur faveur publique».⁷⁶ Pour l'année 1845, nous avons retracé les baux de location de 19 étals de bouchers dans la halle sud et de deux étals dans la halle nord (l'un pour la vente de volailles, d'oeufs et de beurre, l'autre pour la vente de confiserie). Il a toutefois été impossible de retrouver ceux des années subséquentes sans que nous sachions s'ils ont effectivement été signés ni selon quelles conditions les bouchers occupaient leurs étals. À la fin du bail de Pelton, en août 1850, les autorités ne signeront pas de baux avec les occupants du marché mais les autoriseront plutôt à conserver leurs places au même prix, £10, à condition qu'ils s'acquittent du loyer suivant les règlements des marchés.

En même temps qu'elles reprennent le marché, les autorités réduisent les droits imposés sur certaines catégories de vendeurs fréquentant les marchés Saint-Laurent et Papineau, dans un effort évident pour accroître leur achalandage. Ces nouveaux tarifs (Tableau I, note 1) touchent les gens des campagnes, les vendeurs de fruits et de légumes et les revendeurs de volailles et d'oeufs, les deux derniers groupes surtout bénéficiant d'un rabais très substantiel.

En 1851, tous les étals de la halle sud sont loués. La conflagration de juillet 1852 n'affecte pas le nombre de locataires même si les bouchers du marché évaluent à la moitié la diminution du volume des affaires résultant du départ de nombreuses familles des faubourgs voisins (une réduction du coût des étals leur est refusée). L'expansion dans la halle nord, déjà soulignée plus haut, se traduit par une augmentation du nombre de baux à partir de 1855, accroissement qu'il faut toutefois temporiser par le fait que les vendeurs de

⁷⁶ La *Minerve*, 21 déc. 1846.

lard qui occupent déjà cette halle doivent également signer un bail à partir de cette date (ils comptent pour au moins cinq des treize locataires de la halle nord en 1855). Troisième en importance parmi les marchés aux provisions de la ville, le marché Saint-Laurent vient quand même loin derrière le marché Sainte-Anne avec des revenus en moyenne trois fois moins élevés que ce dernier (Tableau VII).

Le marché Papineau

À plusieurs reprises, les habitants du faubourg Sainte-Marie ont réclamé la mise sur pied d'un marché général et d'un marché à foin dans cette partie de la ville, évoquant notamment l'accroissement de la population et l'éloignement des marchés déjà existants.⁷⁷ Patronné par Thomas Molson⁷⁸, le marché Papineau est établi en novembre 1844 sur la place de la Reine (Victoria ou Queen's Square) qui devient, par la même occasion, la place Papineau (d'après le nom du donateur du terrain).⁷⁹ Le choix de cet emplacement est toutefois remis en question lors de la construction de la halle, au début de 1845, par l'échevin Holmes qui souhaite voir préservée la vocation de place publique du carré Papineau⁸⁰. Aucune des alternatives étudiées n'est cependant jugée satisfaisante et le marché ouvre ses portes sur l'emplacement initial en juin 1845.

De l'avis même du Comité des marchés, la halle, une construction en bois assez rudimentaire, «ne fait pas honneur comme édifice public» et «doit être considéré[e] simplement comme bâtisse temporaire sujet à être enlevée dans la suite [...]»⁸¹. La pesée

⁷⁷ PVC, 12 juil. 1833; PVC, 11 sept. 1843; PVC, 10 fév. 1844.

⁷⁸ Le conseiller Molson, représentant de Sainte-Marie, propose les plans d'une halle estimée à £300 qu'il projette de construire moyennant les revenus du marché pour 10 ans. Le projet est accepté (PVC, 24 juil. 1844). La suite des événements indique toutefois un déroulement différent, Molson prêtant £500 remboursables dans dix ans.

⁷⁹ Règlement 157, 22 nov. 1844.

⁸⁰ «[...] l'ouverture d'avenues larges et spacieuses et le maintien de places publiques est devenue [sic] à cause de l'accroissement rapide de la population de la cité, non seulement désirable comme moyen d'embellissement mais encore d'une importance première à la santé et la commodité des citoyens». PVC, 29 janv. 1845.

⁸¹ PVC, 6 mai 1845.

pour le foin, quant à elle, provient du marché à foin de la place des Commissaires, d'où elle a été déménagée à l'automne 1844⁸².

Le marché Papineau mettra plusieurs années à s'établir véritablement. En 1848, le clerc Pierre Rottot, dans une offre de location du marché à la ville, en constate les difficultés:

Situé[...] dans une des parties les plus avantageuses de la Cité, le Quartier Ste Marie, un des plus peuplés et des plus beaux [...] ayant communications tant par eau que par terre, il se trouve cependant absolument désert⁸³.

Construite sur un terrain mal drainé et boueux, la halle est trop éloignée, selon lui, de la rue Sainte-Marie dont elle devrait être rapprochée, en plus de nécessiter plusieurs réparations. Tentées, à la suite de ces considérations, d'abolir le marché⁸⁴, les autorités le confient plutôt, en 1849, à un nouveau clerc en échange des deux tiers des revenus et décident la même année de déplacer la halle comme le suggérait Rottot⁸⁵. Mais le marché ne progresse toujours que lentement puisqu'en 1851 une partie de la halle, demeurée inoccupée, sert à entreposer les équipements du Comité de feu. Ironiquement, elle sera détruite lors de l'incendie de juillet 1852 et remplacée par un abri temporaire.

En 1854, les habitants du faubourg Sainte-Marie réclament la reconstruction du marché⁸⁶. Des démarches entreprises en ce sens l'année suivante par le Comité des marchés tardent à aboutir⁸⁷. Le projet refait surface en 1859, alors même que des demandes pour des étals supplémentaires sont formulées. Construite d'après les plans (amputés d'une aile) de J. J. Browne⁸⁸, la nouvelle halle, plus vaste que la précédente

⁸² PVCM, 8 oct. 1844.

⁸³ Archives municipales, Dossier 3186.2, 15 mai 1848.

⁸⁴ Rapport du Comité des marchés, PVC, 23 fév. 1849. Le salaire du clerc sera ramené quelques mois plus tard à la moitié des revenus.

⁸⁵ PVC, 26 sept. 1849.

⁸⁶ PVC, 12 juin 1854.

⁸⁷ Le Comité recommande un emprunt à cette fin d'une durée de 25 ans et demande l'autorisation de faire établir des plans et estimations. Accordé. PVC, 8 oct. 1855.

⁸⁸ PVCM, 24 oct. 1860.

mais quand même de moindre importance que les autres constructions mises en chantier cette même année, ouvre ses portes en décembre 1861.

Le tableau des places occupées par baux dans les marchés (Tableau V) et celui des revenus (Tableau VII) illustrent bien les difficultés du marché Papineau. En 1845, les autorités tentent en vain de louer les étals à partir d'une mise de départ de £5 qu'elles réduisent à £3 sans plus de succès. Selon le rapport de 1847 sur la situation financière des marchés⁸⁹, le marché Papineau est d'ailleurs déficitaire et le demeure toujours en 1849, si on en croit le Comité des marchés:

[...] en aucun temps depuis son établissement le marché n'a jamais donné assez de revenus pour couvrir les dépenses de son entretien. Le revenu total du marché depuis le 15 février 1847 jusqu'en avril 1848 n'a été que de £13.5.5, et comme il appert par l'état ci-annexé, le revenu depuis cette époque ne se monte qu'à £2.3.0. Dans le rapport annexé fait avec son état, le clerc du marché lui-même observe qu'au lieu de progresser et d'augmenter en valeur, le marché ne fait que rétrograder⁹⁰.

Comme au marché Saint-Laurent, le Comité des marchés réduit en 1850 les droits imposés sur les différentes catégories de vendeurs autres que les bouchers dans l'espoir d'accroître l'achalandage (les réductions sont les mêmes pour les deux marchés). Nous ne savons pas si la mesure a des effets bénéfiques mais l'année suivante le clerc du marché supplie les autorités d'accorder aux vendeurs de légumes ayant acquitté les droits du marché d'aller ensuite vendre leurs produits dans les rues, assurant qu'il serait possible de tirer ainsi le double du revenu et même de ne plus réduire les droits exigés d'eux⁹¹. Quelques semaines plus tard, il revient devant le Conseil pour protester cette fois contre la tenue d'étals privés sans permis dans les environs du marché. La possibilité pour les résidents du faubourg de s'approvisionner à leur porte semble bien la cause des retards du marché pour ce clerc dont, il faut le rappeler, le salaire est constitué de la moitié des revenus du marché.

Les premiers baux retracés pour le marché Papineau datent de 1851. Bien que le coût des étals soit largement en deçà de celui payé dans les autres marchés, le nombre d'étals

⁸⁹ Archives municipales, Dossier 460.7, rapport du Comité des marchés, 27 mai 1847.

⁹⁰ PVC, 23 fév. 1849.

⁹¹ Archives municipales, Dossier R3186.2, 21 juil. 1851.

occupés par bail se limite à trois cette année-là. Avec cinq occupants en 1855 et quatre les années suivantes (1858 manque et 1860 semble incomplet), le marché amorce une très timide remontée. Il est toutefois possible qu'en raison des difficultés du marché certains étals aient été loués au mois plutôt que sur une base annuelle⁹².

Les revenus du marché, tels que relevés à partir de 1850, sont à l'avenant (Tableau VII). Toutefois, nous ignorons si le salaire du clerc est déjà déduit des montants donnés comme revenus du marché (il n'apparaît pas dans les dépenses du marché). Si tel est le cas, comme le laisse supposer un tableau des salaires des employés municipaux publié dans la *Minerve* en septembre 1857 et selon lequel le clerc du marché reçoit la moitié des revenus du marché, soit environ £100 par année, il faudrait doubler les montants relevés dans le tableau VII pour avoir des données comparables à celles des autres marchés. Mais alors la proportion des revenus par rapport aux autres marchés nous apparaît peu réaliste (ils seraient approximativement du simple au double dans le cas du marché Saint-Laurent par exemple, ce qui est loin de concorder ne serait-ce qu'avec le nombre d'occupants). Quoi qu'il en soit, ce marché demeure le moins intéressant au chapitre des revenus pour les autorités municipales.

Le marché Saint-Antoine

Dernier-né des marchés pour la période qui nous intéresse, le marché Saint-Antoine est situé dans le quartier du même nom, au nord de la rue Bonaventure, entre les rues de la Montagne et Aqueduc. Son origine remonte à 1854 alors que, à la suite d'une pétition des résidents du quartier⁹³, le Comité des marchés propose d'établir «un petit marché à bouchers et aussi un marché à bestiaux» sur un terrain de la rue de la Montagne appartenant déjà à la corporation. Le Conseil de ville rejette l'idée d'un marché à bestiaux (destiné, dans l'esprit du Comité, à remplacer le marché Viger) mais donne son aval à la construction d'une halle⁹⁴. Le projet est toutefois mis en veilleuse en 1856.

⁹² C'est du moins ce que laisse croire un échange entre le Comité des marchés et le clerc en 1850 alors que ce dernier demande de réduire de 15s. à 10s. par mois le montant exigé pour un étal. Les autorités refusent.

⁹³ PVC, 17 avril 1854.

⁹⁴ Rapport du Comité des marchés, PVC, 13 juin 1854.

En 1859, les protestations des bouchers contre l'établissement d'un étal privé dans le quartier Saint-Antoine ravivent le projet. Les autorités optent alors pour la construction d'une halle temporaire:

...in order to meet the wants of the large population inhabiting the remote section of St.Antoine and St.Joseph suburbs, your Committee recommend that they be authorized to construct on the proposed site for a market in Mountain street a small temporary brick building, where accommodation for four butchers and an equal number of stands for vegetables⁹⁵.

D'après les baux signés en décembre 1859, date d'ouverture du marché, la bâtisse accueille en fait dix bouchers. Toutefois, les revenus du marché pour sa première année complète d'activités (Tableau VII) dépassent à peine ceux du marché Papineau. Le marché Saint-Antoine figurera au nombre des nouvelles halles édifiées en 1861 d'après les plans de l'architecte Browne.

Conclusion

Nous avons pu constater dans ce chapitre la progression des marchés aux provisions de la vieille ville, reconstruits au cours de la période —par la force des événements dans le cas du marché Sainte-Anne— et dotés d'une capacité d'accueil accrue. Le Marché neuf, pourvu d'une halle vétuste, ne répond plus aux besoins de la population et à l'achalandage des jours de marché. Il est remplacé par le marché Bonsecours, un projet ambitieux dont la construction se révélera très coûteuse, mais qui s'inscrit dans l'esprit des édiles du début des années 1840, soucieux de l'apparence de leur ville. Par le nombre d'étals et de magasins offerts, par une vocation de commerce de gros qui s'inscrit dans la réglementation de 1848 et par l'addition à l'étage supérieur de l'hôtel-de-ville et d'une salle de concert, le marché non seulement domine les autres marchés publics de la ville mais occupe une place importante dans la vie sociale montréalaise. Dans la partie ouest, le marché Sainte-Anne, malgré les événements qui perturbent son développement, n'en connaît pas moins une progression à peu près constante qui le place loin devant les marchés des faubourgs, même s'il ne peut prétendre à l'importance du marché

⁹⁵ PVC, 13 août 1859.

Bonsecours. Nous avons vu également l'apparition dans ces deux marchés d'occupants permanents autres que les bouchers, un signe à notre avis de leur vitalité.

Par ailleurs, la superficie du marché à foin a été augmentée avec son déplacement. La pression demeure toutefois forte pendant les mois d'hiver, comme l'indiquaient déjà les modifications de la réglementation en 1848. Le marché Viger acquiert enfin une nouvelle vocation mais l'incompatibilité de ses activités avec le tissu urbain avoisinant oblige son déplacement un peu plus à l'est de la ville. Ces deux derniers marchés se verront repoussés à la fin des années 1850 ou peu après vers la périphérie.

Comparativement, les marchés Saint-Laurent et Papineau, ouverts dans les faubourgs, ont connu une progression lente et ne voient le nombre de leurs occupants s'accroître véritablement qu'à partir de 1854 ou 1855. Leur retard se traduit notamment par l'écart entre les prix des étals de ces marchés et ceux des étals des marchés Bonsecours et Sainte-Anne. La même remarque s'applique pour les tarifs exigés des gens des campagnes et des autres commerçants des marchés. Le marché Papineau surtout traverse plusieurs années difficiles et ne paraît guère sorti de sa léthargie à la fin de la période observée. Le marché Saint-Laurent, par contre, accueille toujours au moins une vingtaine de bouchers; il est le plus achalandé des marchés des faubourgs et semble connaître de meilleurs jours à partir du milieu des années 1850. Le marché Saint-Antoine enfin, créé trop tardivement pour que nous puissions discuter de son évolution et pour lequel surtout les données manquent, semble appelé à partager le sort des marchés des faubourgs.

Le choix des emplacements et l'achat des terrains pour les futurs marchés ont probablement donné cours à la spéculation —nous pensons ici surtout aux marchés Bonsecours et Papineau. Plusieurs élus municipaux semblent également avoir été en conflit d'intérêts à une époque, il est vrai, où les mœurs en matière de politique municipale différaient largement des nôtres. Il s'agit là d'un aspect du développement des marchés que nous avons choisi de ne pas aborder ici, les sources privilégiées pour cette étude ne s'y prêtant pas.

Nous sommes donc en présence de deux modèles de développement, selon qu'il s'agisse des marchés de la vieille ville ou de ceux des faubourgs. De toute évidence, la

progression lente de ces derniers s'accorde mal avec l'accroissement rapide de leur population entre 1840 et 1860. Pourtant, des demandes pour un marché dans le faubourg Sainte-Marie avaient déjà été faites au cours des années 1830 et le marché Saint-Laurent, nous l'avons vu, a été créé en 1829. Il est vrai que les premières années d'activité des marchés Papineau et Saint-Laurent coïncident avec une crise économique et qu'en 1849, même les bouchers du marché Bonsecours se plaignent du ralentissement des affaires.

Par ailleurs, la proximité du fleuve est un facteur qui joue certainement en faveur des marchés de la vieille ville. L'achalandage des marchés dépend dans une large part de l'état des communications entre la ville et les campagnes environnantes. Les fluctuations saisonnières illustrent bien l'importance des communications fluviales dans l'approvisionnement de Montréal. L'intervalle de quelques semaines qui s'étend entre l'arrêt de la navigation et la prise des glaces au début de l'hiver ou, au printemps, entre la rupture des traverses et la remise en service des vapeurs compromet sérieusement l'approvisionnement des marchés qui ne repose plus alors que sur les producteurs des environs immédiats de la ville. Lors du débat entourant l'emplacement du futur marché Bonsecours, en 1843, la *Minerve* estime d'ailleurs qu'entre les deux tiers et les trois quarts des produits acheminés au marché le sont par voie d'eau, ce qui est pour elle «une forte raison de placer le marché près du fleuve, pour éviter aux cultivateurs des frais de transport»⁹⁶.

Plus susceptibles d'attirer les gens des campagnes, un facteur important de succès, les marchés de la vieille ville conserveraient donc une part de leur attraction sur les populations des faubourgs même si celles-ci se plaignent de leur éloignement. Mais surtout la présence d'étals privés dans le voisinage immédiat et la vente de fruits et légumes dans les rues, en dépit des règlements, n'ont rien pour inciter la clientèle à fréquenter les marchés. Les bouchers par ailleurs habitent les faubourgs où ils procèdent à l'abattage des bêtes⁹⁷. Il leur est sans doute tentant d'écouler de la viande auprès des

⁹⁶ La *Minerve*, 16 nov. 1843.

⁹⁷ Les règlements de 1821 interdisaient de «tuer aucun boeuf ou vache dans aucune partie de la ville ou des faubourgs, si ce n'est à au moins quatre vingt dix pieds de distance, d'aucune place publique, rue, ruelle ou maison habitée» (chap. I, article 29). En 1834, les bouchers protestent contre le maintien de cet «ancien» règlement et demandent son

voisins. Enfin, la présence de potagers et de vergers dans le tissu urbain encore lâche des faubourgs assure probablement à leur population une large part de leur approvisionnement.

abrogation. Le Comité des marchés croit justifiée la demande et propose la révision du règlement mais le Conseil reporte cette étude à plus tard (PVC, 12 sept. 1834).

III. Les occupants des marchés

Introduction

Les documents municipaux nous auront permis de retracer l'évolution des marchés publics de la ville, pour lesquels une étude de la réglementation avait préalablement fixé les cadres administratifs. Les règlements municipaux ou les procès-verbaux du Conseil et du Comité des marchés rendent toutefois une image figée des marchés, ravivée, il est vrai, par les interventions nombreuses de la clientèle et des occupants. Nous avons vu par ailleurs en abordant le problème des sources qu'une large part des activités des marchés nous demeurent inaccessibles et que, dans de nombreux cas, leur connaissance se limite à des descriptions pittoresques. Aussi l'utilisation des baux de location des étals dans les marchés offre-t-elle une occasion privilégiée de pénétrer à l'intérieur des marchés. S'ils ont contribué au chapitre précédent à mettre en perspective le développement des marchés publics de Montréal, ils nous amènent ici directement au cœur des halles. Par leur biais, nous pouvons identifier les occupants des marchés, suivre leur parcours au fil des années et préciser leurs stratégies. Dans un premier temps, nous présenterons le groupe des bouchers, principaux locataires des marchés et les plus influents tant par leur nombre que par leur cohésion. Suivront les autres commerçants des marchés, moins nombreux et aux spécialités diverses. Enfin nous aborderons à travers la reconstitution de quelques réseaux familiaux les rapports qui se tissent entre les bouchers. Auparavant, nous présenterons brièvement la source que constituent les baux et le traitement qui en a été fait.

Remarques sur les baux et le traitement des informations

Chaque année, les autorités municipales offrent à l'encan les étals des bouchers de même que certains autres espaces (tables, magasins, glacières) pour la vente de produits dans les marchés publics de la ville. Jusqu'en 1849, les deux notaires attitrés de la corporation, un anglophone et un francophone, se partagent la rédaction des baux, les locataires s'adressant à l'un ou à l'autre selon leur langue bien que la démarcation ne soit pas aussi tranchée. Entre 1850 et 1860, la ville ne retient plus les services que d'un seul

notaire, un francophone qui utilise au choix les formulaires de langue anglaise ou française. Les archives municipales ne conservent qu'entre deux et trois cent de ces documents pour les années 1849, 1856 et 1858 mais l'obligation pour les bouchers de signer des baux nous a amenée à poursuivre les recherches dans les greffes des notaires de la Corporation conservés aux Archives nationales du Québec à Montréal¹.

Nous avons pu retracer 2795 baux pour la période qui nous intéresse, la majorité d'entre eux concernant des étals de boucher. La série est presque complète. Une partie des baux du marché Sainte-Anne manque toutefois pour 1846 et les baux du marché Saint-Laurent entre 1846 et 1849 n'ont pas été retrouvés. Les baux du marché Saint-Laurent manquent en 1858 de même que ceux des marchés Sainte-Anne et Saint-Antoine et probablement une partie de ceux du marché Saint-Laurent pour 1860. Au total, environ 160 baux n'auraient pas été retracés, soit un peu plus de 5% de l'ensemble. Par ailleurs, certains choix administratifs interrompent la série: la prolongation des baux de 1844 au Marché neuf jusqu'à l'ouverture du marché Bonsecours et la décision de ne pas exiger de baux lors de la reprise du marché Saint-Laurent en 1850.

Les baux sont des formulaires qui varient dans le temps. Y sont inscrites les conditions de location: le nom du marché, le type de place occupée et son numéro, la durée de location, son coût, les modalités de paiement et un abrégé des règlements municipaux concernant la tenue d'étals. (Nous reproduisons à l'appendice I un exemple de ces formulaires). Chaque locataire doit en outre présenter deux cautions dont les noms paraissent dans le bail et qui sont habituellement choisies parmi les occupants des étals voisins ou auprès de la famille lorsque celle-ci compte d'autres locataires dans le marché. La profession et le lieu de résidence du locataire et des cautions (nom de la localité seulement) sont également consignés. Le maire et l'inspecteur de la ville, le ou les notaires (selon la période) et le locataire et ses cautions signent le bail.

¹ Les notaires de la corporation sont: P. Lamothe (1840-1845); William S. Hunter (1840-1841); William Ross (1842-1849); Denis-Emery Papineau (1846-1849); Adolphe Montreuil (1850); Alfred D'Amours (1851-1860). Les baux du marché Saint-Laurent en 1845 ont été préparés par Stanley Clark Bagg.

Les documents ont été dépouillés à l'aide d'une base de données relationnelle constituée d'un fichier des baux² et d'un fichier des locataires et cautions (nous reproduisons à l'appendice II un exemplaire de chacune des fiches utilisées). La constitution de ce dernier fichier a soulevé certaines difficultés. L'identification des acteurs a été compliquée notamment par une graphie des patronymes très variable pour les individus déclarant ne pas savoir signer³, par l'utilisation de l'un ou l'autre des patronymes dans le cas des noms composés (Joseph Viau, Joseph Lespérance ou Joseph Viau dit Lespérance, par exemple) et surtout par de nombreux cas d'individus (66 dont sept non francophones) signant leur nom à certains moments et déclarant ne pas savoir signer à d'autres occasions. La validation des données a permis de réduire le nombre réel d'individus à 648 alors qu'il était de près de 1000 au départ. Une simple comparaison des signatures, lorsque cela était possible, a pu résoudre certaines interrogations comme, par exemple, pour Christian Morgan père et fils qui ont occupé des étals et agi comme caution au marché Sainte-Anne sans que les baux ne précisent toujours duquel il s'agit. Par ailleurs, nous avons eu recours au *Lovell's Montreal Directory* lorsque l'illisibilité d'une signature donnait lieu à plusieurs interprétations⁴. La consultation des registres paroissiaux a permis de déterminer, surtout dans les cas d'homonymes déclarant ne pas savoir signer ou signant leur nom selon l'occasion, s'il s'agissait d'une seule et même personne. Enfin, par une simple comparaison des données, nous avons pu repérer certaines erreurs dans la rédaction des baux, notamment chez ceux du notaire Ross qui avait la malencontreuse habitude d'intervertir les prénoms des signataires de bail dans ses formulaires.

² Chaque bail a fait l'objet d'un dossier dans ce fichier. Toutefois, lorsqu'un même bail comprenait la location de plus d'un étal, nous avons dû reproduire le dossier pour respecter le nombre exact d'étals loués dans les marchés (fichier bail) et le nombre d'étals occupés par un même boucher (fichier locataires). Le nombre de baux factices ainsi créés s'élève à 71.

³ Les clercs anglophones écrivent au son les patronymes français et ils n'ont de toute évidence pas tous la même oreille. Le problème est le même chez les clercs francophones pour les patronymes anglais.

⁴ Les remarques formulées dans la note précédente sur la transcription des patronymes français valent également pour le *Lovell's Montreal Directory*.

Parmi les 648 personnes retenues après cet exercice, 488 (75,3%) ont été locataires pendant au moins une année au cours de la période; les autres (160) ont agi comme caution sans jamais occuper d'étals dans les marchés. Au moment d'élaborer les fiches de dépouillement des baux, nous avons choisi de tenir compte des cautions parce qu'un sondage préalable démontrait l'utilité de cette information pour comprendre les rapports à l'intérieur des marchés et l'importance relative des occupants les uns par rapport aux autres. La plupart des cautions, nous l'avons déjà mentionné, sont recrutées parmi les occupants des marchés. Chez les autres, la profession pourra être totalement différente de celle du locataire mais le plus souvent il s'agit également de bouchers ou de commerçants. Le patronyme indique à l'occasion un lien de parenté avec l'occupant de l'étal mais dans la plupart des cas, celui-ci n'est pas évident. Ainsi en 1858, François Marcelais, cordonnier, est caution de Mesdames Aubain, Chamaillard et Delisle, vendeuses de fruits et légumes au marché Sainte-Anne, ou encore Antoine Locas, assistant-clerc du marché Sainte-Anne, cautionne Christopher Masterman, un boucher de ce marché. Dans ce dernier exemple toutefois, on pourra trouver une explication dans le fait que certains clercs ou assistant-clercs sont d'anciens bouchers ou commerçants des marchés (Thomas Day et Thomas Orsali, par exemple). Des liens d'affaires sont éventuellement à l'origine de la présence de trois navigateurs parmi les cautions des occupants de magasins au marché Bonsecours. Notons également parmi les cautions la présence de quelques artisans dont les activités sont liées aux marchés (5 charretiers ou maîtres-charretiers) ou au travail du cuir (6 cordonniers ou maîtres-cordonniers, 1 corroyeur, 1 sellier)⁵. Enfin, la majorité de ces individus (126 sur 160) ne font qu'une seule apparition dans les baux.

Les bouchers

Dans la hiérarchie des marchés, les bouchers occupent l'échelon supérieur. Leur nombre et le monopole quasi complet qu'ils détiennent sur le commerce de la viande, non seulement au marché mais aussi dans la ville, en font les figures dominantes des halles. Aussi regroupent-ils 60% des personnes recensées par le biais des baux (389 individus).

⁵ Les autres artisans sont: 1 boulanger, 1 coutelier, 1 couvreur, 3 peintres ou maîtres-peintres, 1 tailleur et 1 teinturier. Nous retrouvons également 2 cultivateurs, 2 rentiers et 2 journaliers.

Parmi ceux-ci, 333 (85,6%) ont occupé un étal au cours de la période. Les francophones forment 67,6% de l'ensemble des bouchers et 66,4% des locataires d'étals; la diminution provient du fait qu'une plus large proportion d'entre eux (75%) n'ont jamais occupé d'étal. Un examen année après année indique par ailleurs une progression des francophones chez les occupants d'étals (Tableau X). Alors qu'ils comptaient pour 56,6% des locataires en 1842, ils représentent 73,1% de ceux-ci en 1859 (les données pour 1840, 1841 et 1860 excluent le marché Sainte-Anne et ne sont donc pas représentatives). Il est toutefois intéressant de noter le fléchissement de 1847 alors que le prix élevé des étals au marché Bonsecours semble éloigner davantage les francophones que les anglophones. La baisse de 1852 correspond par ailleurs à l'ouverture de la nouvelle halle du marché Sainte-Anne où les étals supplémentaires trouvent davantage preneurs chez les anglophones⁶. Elle est toutefois compensée à partir de 1855 par l'accroissement des locataires francophones dans les marchés Bonsecours et Saint-Laurent et, en 1859, par l'ajout du marché Saint-Antoine.

La progression des francophones ne s'exerce cependant pas dans tous les marchés. En effet, leur proportion diminue graduellement au marché Sainte-Anne où de la moitié des occupants qu'ils étaient en 1842, ils ne comptent plus que pour 44,4% en 1859. Le creux est atteint en 1852 avec 41,1% des locataires suivi d'une remontée qui voit les pourcentages osciller entre 42,5% et 43,6% de 1853 à 1858. En fait, leur nombre augmente, mais moins que celui des anglophones. Parallèlement, la proportion de bouchers francophones s'accroît dans les autres marchés. Déjà au Marché neuf, ils passent de 61,5% des locataires en 1840 à 68% en 1844. Après l'accident de parcours de 1847, les francophones reviennent en force au marché Bonsecours en 1849 et maintiennent après 1851 des pourcentages qui avoisinent plus ou moins 80%. Cette proportion est encore plus grande au marché Saint-Laurent où après 1854 ils représentent toujours plus de 90% des effectifs. Les locataires du marché Papineau par ailleurs sont trop peu nombreux pour que nous puissions vraiment parler d'une quelconque évolution. Enfin, neuf des dix bouchers du marché Saint-Antoine sont francophones mais nos

⁶ Les enchères pour ces nouveaux étals ont monté beaucoup plus haut que pour les autres étals.

données ne portent que sur cinq mois (décembre 1859 à avril 1860). En l'absence de données pour 1860, nous devons nous contenter de cet instantané.

Nous avons par ailleurs voulu évaluer l'importance relative des francophones. Nous avons isolé les occupants de 17 étals et plus pendant la période. Une présence continue au Marché neuf et ensuite au marché Bonsecours signifie un minimum de 19 baux pour un locataire; l'équivalent au marché Sainte-Anne suppose 18 baux (17 chez les francophones puisque leurs baux ont été perdus pour 1846). Dix-sept baux et plus supposent donc une présence continue ou la location de plus d'un étal par année pendant un temps plus ou moins long⁷. La moyenne pour toute la période est de sept locations par boucher. Nous avons pu constater que la proportion des francophones tend à diminuer chez les bouchers les plus assidus des marchés et chez ceux qui ont occupé plusieurs étals à la fois. Chez les occupants de 17 étals et plus (39 bouchers), les francophones ne comptent que pour 59% des locataires alors que pour l'ensemble des bouchers, ils représentent 66,4% des occupants d'étals⁸. Avec 65,2% des occupants de dix étals et plus (95 bouchers), leur proportion se rapproche toutefois de la moyenne d'ensemble.

⁷ L'exercice exclut ici les locataires du marché Saint-Laurent pour qui une présence continue au marché signifie au minimum dix baux.

⁸ Chez les occupants de 20 étals et plus (14 bouchers), la proportion des francophones tombe à 57,1%.

Tableau X
Langue des occupants d'étals de bouchers, 1840-1860

	Neuf		Bonsecours		Ste-Anne		St-Laurent		Papineau		St-Antoine		Total	
	F/autres	%	F/autres	%	F/autres	%	F/autres	%	F/autres	%	F/autres	%	F/autres	%
1840	32/20	61,5											32/20	61,5
1841	32/20	61,5											32/20	61,5
1842	31/19	62			20/20	50							50/39	56,6
1843	33/19	63,4			19/21	47,5							52/40	56,5
1844	34/16	68			19/22	46,3							53/38	58,2
1845					11/22	33,3	14/6	70						
1846					3/24									
1847			20/11	60,6	18/19	48,6							38/30	55,8
1848			44/18	71	21/23	47,7							65/41	61,3
1849			48/15	76,1	19/24	44,1							67/39	63,2
1850			51/13	79,6	20/24	45,4							71/37	65,7
1851			49/12	80,3	19/22	46,3	15/4	78,9	2/1	66,6			85/39	68,5
1852			50/13	79,3	23/33	41,1	15/4	78,9	3/	100			91/50	64,5
1853			49/12	80,3	24/32	42,8	16/3	84,2	1/	100			90/47	65,6
1854			50/12	80,6	23/30	43,3	18/1	94,7	1/	100			92/43	68,1
1855			55/12	82	24/32	42,8	31/1	96,8	3/2	60			113/47	70,6
1856			52/13	80	24/31	43,6	33/1	97	3/1	75			112/46	70,8
1857			53/12	81,5	23/30	43,3	37/2	94,9	3/1	75			116/45	72
1858			53/16	76,8	23/31	42,5	32/2	94,1					108/49	68,7
1859			51/12	80	24/30	44,4	45/3	93,7	2/2	50	9/1	90	131/48	73,1
1860			54/12	81,8			37/4	90,2						

1. Nous regroupons dans la catégorie «autres» les individus au patronyme anglophone ou allemand et ceux dont nous n'avons pu déterminer l'appartenance linguistique.
2. En 1840 et 1841, le marché Sainte-Anne est en activité, de même qu'entre 1846 et 1850 le marché Saint-Laurent. Les totaux ne sont pas représentatifs de l'ensemble des bouchers des marchés pour ces années.
3. En 1845 et 1846, les baux du Marché neuf ont été prolongés jusqu'en 1847 et ceux du marché Sainte-Anne pour 1846 sont incomplets. En 1860, une partie des baux n'ont pas été retracés. Pour ces années, nous n'avons pas calculé les totaux.

Nous avons également observé les occupants d'étals doubles ou ceux pour lesquels le preneur verse un montant plus élevé que l'ensemble (probablement un étal de coin). C'est le cas au marché Bonsecours et à partir de 1852 au marché Sainte-Anne. Entre 1848 et 1858 au marché Bonsecours, les francophones sont minoritaires parmi les occupants de tels étals (dont le nombre varie entre six et huit) ou encore à égalité avec les non-francophones (en 1851, 1854-1855, 1858). Ils ne deviendront majoritaires qu'à partir de

1859. Au marché Sainte-Anne, le nombre de ces étals varie entre six et huit selon les années. Ils trouvent preneurs chez une majorité de non-francophones dans une proportion qui va en s'accroissant avec les années (trois des huit preneurs sont francophones en 1852, un seul sur six en 1859).

Notons au passage la présence parmi les non-francophones d'un groupe de 13 bouchers aux patronymes à consonance allemande. Presque tous spécialistes de la viande de porc (10 sur 13), ils se répartissent entre le marché Sainte-Anne, le Marché neuf, le marché Bonsecours (après 1847) et le marché Saint-Laurent. Certains figurent parmi les bouchers les plus assidus des marchés et occupent une place prépondérante dans leur communauté; pendant la période observée, sept d'entre eux sont membres du comité de direction de la German Society⁹, un organisme philanthropique. Une recherche dans les registres de l'église luthérienne St. John German laisse croire par ailleurs à des liens de parenté entre plusieurs de ces bouchers (cette hypothèse ne repose toutefois que sur la répétition des patronymes).

Les bouchers par ailleurs se déplacent relativement peu d'un marché à l'autre. Cinquante-six d'entre eux seulement ont changé de marché au cours de la période (nous n'avons pas tenu compte du passage du Marché neuf au marché Bonsecours). De ce nombre, 16 ont en fait occupé simultanément un étal dans plus d'un marché mais pour des périodes relativement courtes, soit entre un et cinq ans. Notons une exception de taille toutefois: Hypolite Roy, qui apparaît au Marché neuf en 1842, occupe simultanément des étals dans les marchés Bonsecours et Sainte-Anne en 1852, 1853 et 1858, dans les marchés Bonsecours, Saint-Anne et Saint-Laurent de 1854 à 1857 et dans les marchés Sainte-Anne, Saint-Laurent et Saint-Antoine en 1859¹⁰. Par ailleurs, nous n'observons pas de mouvement plus marqué vers l'un ou l'autre marché en particulier, sinon peut-être une propension moins grande des bouchers du marché Sainte-Anne à se déplacer, probablement pour des raisons linguistiques. Toutefois, il est intéressant de noter qu'à l'ouverture du marché Saint-Antoine, en 1859, quatre de ses dix bouchers occupent

⁹ Nous avons tiré ces renseignements du *Lovell's Montreal Directory*.

¹⁰ Nous n'avons pas tenu compte de l'année 1860 pour laquelle il manque des baux.

simultanément un étal dans un autre marché et que trois autres ont déjà été locataires dans un autre marché de la ville.

Très peu de bouchers habitent à l'extérieur de Montréal, du moins si on en croit les renseignements consignés dans les baux. Treize indiquent Longueuil comme lieu de résidence et trois autres donnent respectivement Laprairie, Saint-Martin de l'Île Jésus et «Petit Cote» (Petit Coteau?) «near the city of Montreal». Nous avons toutefois certaines raisons de douter de la validité de ces renseignements. Par exemple, chez les 13 bouchers de Longueuil, 12 donnent alternativement Montréal ou Longueuil comme lieu de résidence. Parmi eux notamment figurent les Viau dit Lespérance que nous avons pu suivre à la trace dans les registres paroissiaux de Longueuil, ce qui ne signifie pas évidemment qu'ils n'ont pu résider à Montréal.

Nous avons consulté le *Lovell's Montreal Directory* de 1842, 1852 et 1860 pour y relever les bouchers¹¹ et comparer ces données avec celles tirées des baux. En 1842, le répertoire recense 38 bouchers, mais seulement 19 occupent un étal dans les marchés publics (nous relevons 86 locataires d'étals cette année-là). Toutefois, 18 autres individus identifiés comme bouchers dans notre fichier y apparaissent comme épiciers (grocer) ou taverniers (ils n'occupent pas nécessairement un étal en 1840 cependant). Le problème ne se représente pas ou rarement pour les autres années consultées et nous ramène vraisemblablement à la question des étals privés abordée au chapitre premier. En 1852, sur les 135 bouchers qui occupent des étals dans les marchés, 56 ne figurent pas dans le *Lovell's* (42%), 76 y sont retracés et trois cas demeurent douteux. À l'inverse, parmi les 125 bouchers relevés dans le répertoire cette même année, 13 ne paraissent jamais dans notre fichier et 25 autres y figurent mais au cours d'autres années. Au total, 38 des bouchers répertoriés ne figurent pas dans les marchés en 1852. Nos données pour les marchés sont incomplètes en 1860 mais nous retrouvons dans le *Lovell's* 162 bouchers qui ont figuré à un moment ou un autre dans les baux des marchés. Si nous retournons aux Viau dit Lespérance, trois des sept membres de la famille figurent dans le répertoire dont deux ont donné Longueuil comme lieu de résidence à un moment ou un autre de leur

¹¹ Nous avons regroupé les «butchers» et les «pork butchers» pour ce travail.

présence dans les marchés. Par contre, deux autres dont le lieu de résidence déclaré est Montréal ne paraissent pas dans le répertoire.

Parmi les bouchers, nous avons relevé 24 individus dont la spécialité est la viande de porc. Pour sept d'entre eux, la précision est tirée des pétitions adressées au Conseil lors de la controverse avec les bouchers spécialisés dans la viande de bœuf, de veau et de mouton au sujet de la réglementation. Les 17 autres sont désignés comme tels dans les baux («pork butcher»). Notons que dans la plupart des cas, ils seront désignés tantôt comme bouchers, tantôt comme bouchers de porc. Ajoutons également que ces bouchers, contrairement aux commerçants de lard, occupent des étals dans les halles de bouchers où par ailleurs ils ne semblent pas regroupés selon leur spécialité.

La répartition linguistique de ces bouchers de porc nous amène toutefois à s'interroger sur la représentativité de nos données. En effet, s'ils sont présents dans tous les marchés (sauf le marché Saint-Antoine), un seul d'entre eux est francophone (il occupe toutefois un étal au marché Sainte-Anne). Treize sont anglophones et dix enfin sont d'origine allemande. Par ailleurs, plus de la moitié d'entre eux (14) occupent des étals au marché Sainte-Anne, six au Marché neuf et au marché Bonsecours (ce dernier étant pourtant plus gros que le marché Sainte-Anne) et deux dans les marchés Papineau et Saint-Laurent. Toutefois, les pétitions des bouchers de porc ne regroupent effectivement que des non-francophones, sauf celle de 1855 à laquelle se joignent des francophones que nous avons identifiés avec certitude comme étant des commerçants de lard du marché Bonsecours (ces commerçants sont regroupés dans des lieux très précis des marchés et sont identifiables de cette façon). Nous nous interrogeons donc à savoir si cette répartition très particulière des bouchers de porc correspond à une spécialisation du marché Sainte-Anne ou à une spécialité de groupes linguistiques particuliers ou encore s'il elle est le résultat d'une confusion des termes¹².

¹² Dans son sens français, le terme lard désigne une «graisse ferme formant une couche épaisse dans le tissu sous-cutané du porc» (le *Petit Robert*). Dans le sens québécois, il désigne l'animal lui-même ou sa chair: «engraisser un lard», «c'est du bon lard, pas un fil de graisse après» (*Glossaire du parler français au Canada*, p. 418).

Sur les 389 bouchers recensés dans les baux, 104 sont désignés comme maîtres-bouchers. Le terme n'est utilisé que dans les formulaires de bail en français et pendant certaines années seulement. La désignation apparaît avec les baux du marché Bonsecours en 1847 et disparaît à peu près en 1852 (une mention en 1853 et une autre en 1854). Nous avons d'abord cru à un rapport avec les étals privés dont l'établissement moyennant l'attribution d'un permis est autorisé entre 1848 et 1852 mais les dates ne concordent pas tout à fait. Il ne semble pas non plus qu'il s'agisse d'un choix délibéré du notaire puisque deux d'entre eux se sont succédés pendant ces années. Cependant, tous les maîtres-bouchers sont des locataires d'étals, sauf trois. Nous savons par ailleurs que si le métier de boucher exige un apprentissage, il n'y a au Canada ni jurandes ni maîtrises et nous ignorons à quoi correspond l'apparition et la disparition d'une telle appellation dans les baux des marchés.

Les autres commerçants des marchés

Outre les bouchers, les marchés publics de Montréal accueillent une foule de commerçants dont sans doute la majorité nous demeurent étrangers parce qu'ils ne signent pas de bail pour occuper leurs places. Même chez les preneurs de baux, la nature du commerce demeure souvent vague. La désignation «commerçant» étant la plus souvent utilisée dans les baux, nous avons tenté de préciser autant que possible la spécialité de chacun. Souvent, le type d'emplacement loué ou encore l'autorisation de vente limitée à certains produits nous permettent de préciser davantage la spécialité des commerçants. C'est le cas, par exemple, des locataires du marché aux poissons ou encore des occupants des étals situés sous le dôme du marché Bonsecours qui sont réservés à la vente de vêtements («ready made clothing»). Les procès-verbaux du Conseil et du Comité des marchés apportent également un éclairage sur certaines activités. Ainsi, en 1852 et 1858, les plaintes des bouchers contre les occupants des étals du dôme nous apprennent que ceux-ci offrent également divers objets usagés.

Nous avons pu ainsi isoler certains groupes comme les vendeurs de poisson, les commerçants de lard, de vêtements, de confiserie et de fruits et légumes. Nous avons par ailleurs inclus parmi les commerçants les quelques marchands, épiciers, hôteliers ou

aubergistes et navigateurs¹³ qui apparaissent comme caution dans les baux. Au total, nous avons ainsi retenu 199 individus. De ce nombre, 140 ont loué au moins un étal dans l'un ou l'autre des marchés de la ville pendant la période et 59 n'ont jamais occupé d'étal. La proportion des francophones atteint pour l'ensemble 78% mais il faut rappeler que, contrairement aux bouchers, nos données sur les commerçants proviennent surtout du marché Bonsecours (tableau XI).

Nous n'avons pu préciser la spécialité de 99 commerçants. De ce nombre, 43 n'ont jamais occupé d'étal. Cette forte proportion s'explique par le fait qu'il n'était pas possible de déduire la branche de commerce des individus agissant comme caution. Les 58 commerçants locataires sont par ailleurs presque tous des occupants des magasins et des tables du marché Bonsecours¹⁴. Si nous ne pouvons déterminer la spécialité de chacun, nous savons pourtant que la plupart pouvaient y offrir, selon les termes de leur bail, des volailles, des œufs, de la farine, des grains, du sucre du pays et du poisson frais en hiver. Par ailleurs, les francophones sont très largement représentés dans ce groupe. Toutefois, les magasins aménagés aux extrémités est et ouest du marché Bonsecours et pour lesquels un montant de location beaucoup plus élevé est exigé sont occupés par des anglophones.

¹³ Il s'agit de quatre aubergistes ou hôteliers, cinq marchands ou épiciers et trois navigateurs (dont deux sont également désignés comme commerçants).

¹⁴ Les baux des étals de la vieille halle du marché Sainte-Anne en 1858 sont presque les seuls que nous possédions pour les commerçants de ce marché et leur formulation permet de déterminer exactement la spécialité du locataire.

Tableau XI
Langue des occupants du marché Bonsecours, 1847-1860

	Etals		Etals-lard		Etals-dôme		Magasins		Tables		Etals-poisson		Total	
	F/autres	%	F/autres	%	F/autres	%	F/autres	%	F/autres	%	F/autres	%	F/autres	%
1847	20/11	60,6	6/	100									26/11	70,2
1848	44/18	71	13/2	86,6									57/20	74
1849	48/15	76,1	12/1	92,3									56/16	77,8
1850	51/13	79,6	11/1	91,6									62/14	81,6
1851	49/12	80,3	10/	100									59/12	83
1852	50/13	79,3	11/	100	/4	0							63/15	80,7
1853	49/12	80,3	9/	100			9/	100					67/12	84,8
1854	50/12	80,6	10/	100	/3	0	11/	100					71/15	82,5
1855	55/12	82	10/	100	/2	0	13/3	81,2					78/17	82,1
1856	52/13	80	12/	100	/3	0	13/2	86,7					77/18	81
1857	53/12	81,5	12/	100			12/	100					77/12	86,5
1858	53/16	76,8	12/	100			14/2	88,2			6/2	75	85/20	80,9
1859	51/12	80	13/	100	/3	0	17/6	73,9	16/1	94,1	10/3	76,9	107/25	81
1860	54/12	81,8	9/	100	/3	0	17/1	94,4	6/1	85,7	4/	100	90/18	83,3

Les occupants du marché aux poissons ne signeront des baux qu'à partir de 1858 et encore, au marché Bonsecours seulement. C'est dire le caractère fragmentaire de notre documentation et la fragilité de nos commentaires. Vingt et un individus ont occupé des bancs en vertu de baux pendant ces années, dont seulement trois anglophones. La réglementation, nous l'avons vu, n'autorise que les pêcheurs ou les vendeurs qui ont acheté le poisson directement sur les lieux de pêche à occuper ces places. Dans les démêlés qui opposent les vendeurs de poisson à certains commerçants du marché Bonsecours en 1860, ces derniers reprochent aux autorités d'accorder des privilèges à des vendeurs habitant en bonne partie à l'extérieur de la ville. Pourtant, 19 des locataires du marché aux poissons résident à Montréal, du moins selon leur bail. Un vendeur habite Boucherville et un autre n'a pas de lieu de résidence déclaré. Nous savons toutefois par les procès-verbaux du Comité des marchés que le coût de location des places est relativement élevé pour les occupants¹⁵. D'ailleurs, lors des enchères de 1860, seuls les bancs du devant du marché aux poissons trouvent preneurs et les autorités doivent se

¹⁵ Deux locataires de bancs comparaissent devant le Comité des marchés en 1858 pour des arrérages respectif de £23 et £33. PVCMM, 21 mars 1859.

résoudre à offrir les autres pour une période de trois mois seulement. En fait, et c'est une hypothèse, nous n'aurions retracé par les baux que les vendeurs de poisson aux commerces les plus importants, les autres, parmi lesquels peut-être des pêcheurs de l'extérieur de la ville, ne pouvant occuper leur place que pour une courte période.

Comme pour les vendeurs de poisson, les autorités n'ont pas toujours exigé la signature de baux de la part des commerçants de lard. Nous les retrouvons cependant au marché Bonsecours à partir de 1847, au marché Saint-Laurent après 1855 et au marché Sainte-Anne en 1858. L'identification de ces commerçants a soulevé des difficultés notamment parce que les termes pour les désigner varient. L'anglais utilise *pork dealer*, *pork trader* ou *pork vender*. En français, les baux antérieurs à 1850 les désignent le plus souvent comme commerçants et ceux de 1850 comme bouchers. À partir de 1851, le notaire D'Amours utilise le terme commerçant de lard. Pour les baux du marché Bonsecours antérieurs à 1851, la difficulté est toutefois contournée parce que les commerçants de lard y occupent des étals au rez-de-chaussée de la rue des Commissaires dont la numérotation diffère de celle des étals des bouchers.

Les commerçants de lard de la vieille halle du marché Sainte-Anne sont moins facilement identifiables. Nous savons certes qu'ils vendent du porc¹⁶ mais il nous apparaît plus difficile ici de distinguer bouchers de porc et commerçants de lard même si en principe la halle abrite ces derniers¹⁷. Plusieurs d'entre eux sont en effet signataires de pétitions des bouchers de porc en 1848 et 1851 alors que les commerçants de lard du marché Bonsecours en sont absents (ils signeront toutefois la pétition des bouchers de porc de 1855 alors que les commerçants du marché Sainte-Anne n'y figurent pas). Dans

¹⁶ Les baux rédigés pour ces commerçants en 1858 sont presque tous en anglais et utilisent le terme "pork". Le seul qui soit rédigé en français utilise plutôt le terme lard.

¹⁷ Un exemple: Patrick Murray, un boucher de porc qui occupe un étal dans le marché Sainte-Anne depuis plusieurs années, loue également un étal dans la vieille halle en 1858. Nous l'avons considéré comme boucher de porc.

l'incertitude et après avoir consulté les procès-verbaux du Conseil¹⁸ et le *Lovell's Montreal Directory*, nous les avons inclus dans la catégorie des commerçants de lard.

Nous n'avons repéré au total que 35 commerçants de lard, dont deux n'ont jamais occupé d'étal. La majorité d'entre eux sont francophones (67,7%) et se retrouvent presque exclusivement au marché Bonsecours alors qu'un seul des commerçants de lard du marché Sainte-Anne est francophone. Le manque de données pour ce marché sur une plus longue période rend évidemment risquées les comparaisons comme d'ailleurs la présence très probable de commerçants de lard dans d'autres marchés de la ville mais qui ne détiennent pas de baux.

Nous avons également retracé onze vendeurs de vêtements dont dix ont occupé des étals. Selon les plaintes des bouchers du marché Bonsecours, en 1852 et 1858, ce sont des «marchands et vendeurs d'habits et autres choses souvent très malpropres» qui encombrant le centre du marché «de vieilles chaussures, harnois et autres choses, obstruant le passage et [causant] de grands inconvénients et désagréments aux citoyens»¹⁹. Le groupe ne comprend que des anglophones dont deux femmes. L'une d'elles reprend en fait le commerce de son époux décédé. Sept des signataires de baux ont occupé des étals sous le dôme du marché Bonsecours alors que les deux autres logent dans la vieille halle du marché Saint-Anne en 1858. Un vendeur de vêtements et de poterie apparaît enfin en 1860 au marché Bonsecours, dans le rez-de-chaussée de la rue des Commissaires. Un commerçant se démarque des autres dans ce groupe: Thomas Patton, avec à l'occasion John Patton, occupe deux et même trois des quatre étals du dôme entre 1852 et 1860. Au marché Sainte-Anne, en 1858, Michael Heany occupe également deux étals.

Nous retrouvons quatre vendeurs de confiserie, également tous anglophones, dont une femme qui reprend le commerce d'un époux décédé (celui-ci n'apparaît pas dans nos données). L'un d'eux figure parmi les locataires du marché Saint-Laurent en 1845 sans

¹⁸ Plusieurs de ces individus témoigneront devant le Comité des marchés au sujet des accusations de favoritisme envers les vendeurs de porc et de beurre de la part de l'assistant-clerc Thomas Day.

¹⁹ Archives municipales, Dossier Bonsecours, 9 (réclamations et plaintes), avril 1858.

que nous ne le retrouvions par la suite. Les autres apparaissent aux marchés Bonsecours et Sainte-Anne à la toute fin de la période lorsque les autorités exigent la signature de baux pour les tables. En 1860 apparaît également au marché Bonsecours un vendeur de quincaillerie; il est anglophone.

À peine 18 femmes ont été retracées dans les baux des marchés, soit 2,7% du total. Ces données ne sont évidemment pas représentatives de la présence des femmes dans les marchés publics mais témoignent plutôt de la condition précaire de celles qui y sont présentes. Ce sont en effet le plus souvent des vendeuses de fruits et de légumes qui occupent des places pour lesquelles les autorités n'exigent habituellement pas la signature de baux. D'ailleurs, sept des 18 femmes recensées sont des vendeuses du marché Sainte-Anne que les autorités ont obligé à signer un bail en 1858 pour des places dans la vieille halle, sous la menace de les louer à l'avenir à des bouchers si elles ne se pliaient pas à cette condition. Leur présence dans nos données est en quelque sorte accidentelle.

Dans une protestation auprès du Comité des marchés à cette occasion, ces femmes se décrivent comme étant «pour la plupart de pauvres veuves qui n'ont que ce faible commerce pour gagner leur vie»²⁰, un argument habituellement avancé par ce groupe devant les autorités. Effectivement, 16 des 18 femmes recensées se déclarent veuves et le mari d'une autre est «absent de cette province». Dans neuf cas sur 16, le défunt était journalier. Enfin, elles sont à majorité francophones (10 sur 18)²¹.

Par ailleurs, six des signataires de bail sont vendeuses de fruits et de légumes, une septième offre de la confiserie, deux autres des vieux vêtements et deux enfin sont simplement commerçante et marchande publique, sans plus de précisions. Parmi les sept femmes sans profession déclarée, deux sont veuves de commerçants et deux autres ont été mariées à des bouchers. Dans trois cas, les femmes reprennent la place du mari décédé. Mary Wallace n'occupera l'étal de son mari que pendant une année mais Elmire Desloriers, veuve de Joseph Smith, maintiendra les activités de celui-ci pendant quatre années, s'appuyant il est vrai sur un vaste réseau familial à l'intérieur du marché (comme on le

²⁰ Archives municipales, avril 1858.

²¹ La plupart de ces femmes ne peuvent signer leur nom (16 sur 18).

verra plus loin). Quant à Mary McGee, elle poursuit pendant une année le commerce de vêtement de son mari décédé.

Outre quelques pétitions au Conseil, nous avons peu de témoignages sur ces femmes sinon quelques brèves remarques ici et là dans les journaux. La verueur de leur langage semble reconnue. Rapportant des propos particulièrement injurieux du *Herald*, l'*Aurore des Canadas* conclut que «les dames du Marché neuf [y] trouveront peut-être leur compte»²². À l'opposé, une certaine placidité se dégage de cette description des vendeuses du marché Sainte-Anne que nous offre ici la *Gazette*:

The apple-women and itinerant venders of vegetables and lollipops, sate on their accustomed seats with their usual air of graceful nonchalance, their enthusiasm oozing of in the smoke of their "dudeen", with about as much sentiment as you would assign to pippin, and for less heart than you may find in a cabbage...²³

Au-delà du pittoresque toutefois, les conditions de travail de la plupart d'entre elles sont particulièrement difficiles (les bouchers au moins sont à l'abri dans les halles). Exposées à la chaleur et à la poussière en été, au froid et à l'humidité pendant la mauvaise saison, elles s'abritent tant bien que mal du soleil et des intempéries sous des abris qu'elles semblent dans certains cas se construire elles-mêmes.

Les stratégies

Le dépouillement des baux et la validation des données qui a suivi ont entraîné, nous l'avons vu, de nombreuses vérifications. Entre autres, lorsqu'un individu déclarait ne pas savoir signer à certains moments et apposait sa signature sur des baux à d'autres occasions, nous avons dû consulter les registres paroissiaux pour déterminer s'il s'agissait d'une seule et même personne. Bien évidemment, la répétition de certains patronymes nous donnait déjà des indications sur la présence de réseaux familiaux à l'intérieur des marchés. Pour certains de ces patronymes rencontrés fréquemment au cours de nos vérifications, nous avons poursuivi les recherches plus loin dans les registres. Celles-ci nous ont permis d'établir des liens de parenté entre des individus et d'associer entre eux

²² *L'Aurore des Canadas*, 5 avril 1842.

²³ *The Gazette*, 15 janvier 1843.

plusieurs groupes familiaux. La démarche n'est donc pas systématique mais se veut surtout indicative des rapports qui ont pu exister entre les principaux occupants des marchés. Un tel travail enfin n'a été possible que pour les catholiques, donc essentiellement chez les francophones et en partie chez les Irlandais, les registres des autres dénominations religieuses ne relevant pas, lors du mariage, le nom des pères et mères des époux, indispensables à la reconstitution des réseaux.

Nous avons retenu cinq regroupements. Trois d'entre eux sont essentiellement centrés sur des familles dont plusieurs membres sont bouchers: les Versailles de Montréal, les Viau dit Lespérance de Longueuil et les Lespérance dit Cinq-Mars de la rive sud également. Deux autres grands réseaux comportent également la présence d'un ou de plusieurs groupes familiaux importants mais ils sont intéressants parce qu'ils illustrent bien l'enchevêtrement de liens créés par les nombreux mariages à l'intérieur du groupe des bouchers (bouchers mariés à des filles, des sœurs ou des veuves de bouchers). Chacun de ces réseaux présente des destins et des stratégies différentes que nous aborderons tour à tour.

La famille Versailles concentre ses activités au marché Sainte-Anne (appendice III). Trois frères, Jean-Baptiste, Joseph et Louis forment le noyau initial. Louis, vraisemblablement le plus jeune des trois, occupera un étal au marché Saint-Laurent en 1845 (une des rares infidélités du groupe au marché Sainte-Anne) et ne réapparaîtra pas par la suite. Quatre fils de Joseph —Narcisse, Prosper, Jean-Baptiste et Joseph fils— embrassent la profession du père, alors qu'une de ses filles, Elmire, épouse également un boucher, Jean-Baptiste Brière, qui n'apparaît pas dans les baux des marchés mais dont le frère occupe également un étal au marché Sainte-Anne. Joseph Versailles fils, quant à lui, épouse une Mercille et devient par alliance le beau-frère de Nazaire Mercille et d'Antoine Mallet, deux autres bouchers de ce même marché.

Le groupe totalise 103 baux et se caractérise par sa stabilité. Une fois sur place, chacun des Versailles (sauf Louis) occupe son étal pendant plusieurs années. Joseph père et fils et Jean-Baptiste senior sont présents presque sans discontinuer pendant toute la période. Respectivement locataires à partir de 1850 et 1852, Narcisse et Prosper occupent

toujours des étals en 1859. Par ailleurs, les membres de la famille s'épaulent mutuellement lorsque vient le temps de signer les baux, surtout pendant les premières années d'activités au marché. Par la suite, ils ont tendance à choisir leurs cautions auprès des bouchers des étals voisins, selon l'habitude répandue dans les marchés.

Si aucun des Versailles n'occupe plus d'un étal pour une même année ou ne loue d'étal double, trois ou quatre membres de la famille (sans compter les beaux-frères) signent des baux chaque année entre 1842 et 1851 (exception faite de 1845 et 1847 où ils ne sont que deux). À partir de 1851, cinq Versailles occupent, bon an mal an, des étals dans le marché Sainte-Anne. Les membres de la famille se dispersent à travers le marché sauf Prosper et Joseph fils qui louent des étals contigus à partir de 1853. Cette même année, une demande de Joseph au Comité des marchés pour enlever la séparation entre «les deux étals qu'il occupe pour n'en faire qu'un» laisse deviner des rapports étroits entre les deux commerces. Le groupe semble d'autant mieux établi dans le marché que l'un d'entre eux, Joseph (père ou fils?), est le fournisseur des Sœurs Grises. La famille compte d'ailleurs parmi ses descendants le fondateur de Montréal-Est, Joseph Versailles, petit-fils de Joseph Versailles fils.

Nous retrouvons sensiblement le même modèle chez la famille Viau dit Lespérance, dont l'activité se concentre surtout au Marché neuf et par la suite au marché Bonsecours (appendice IV). Comme pour les Versailles, trois frères, Augustin, Jean-Baptiste et Joseph, originaires de Longueuil, forment le noyau initial. Quatre fils de Jean-Baptiste deviendront bouchers de même qu'un fils d'Augustin. Quant à Lucie Viau, fille de Joseph, elle épousera en 1864 François-Xavier Collin, également boucher au marché Bonsecours.

Augustin, Jean-Baptiste père et Joseph Viau dit Lespérance occupent des étals dans les marchés pendant presque toute la période²⁴. Locataires du Marché neuf et du marché Bonsecours, ils feront cependant de brèves incursions dans les autres marchés de la ville: Joseph au marché Sainte-Anne en 1846 et Jean-Baptiste père au marché Sainte-Anne en

²⁴ Ils ne louent pas d'étal lors de l'ouverture du marché Bonsecours alors que les étals s'enlèvent à des prix jamais vus. Joseph occupe d'ailleurs cette année-là un étal dans le marché Sainte-Anne.

1844 et au marché Saint-Laurent en 1859 et 1860. Contrairement aux Versailles toutefois, la relève semble moins solidement établie. Seul Amable occupe un étal de façon constante à partir de 1852, les autres représentants de la seconde génération ne faisant que des apparitions sporadiques.

La famille compte toujours au moins trois représentants dans le marché. Malgré une relève incertaine, ils seront quatre en 1848 et 1849, 1852 et 1853, 1855 et 1856 et en 1858 et même cinq en 1854 et 1857. Comme les Versailles, les Viau dit Lespérance agissent comme cautions les uns des autres au moment de la signature des baux et comme eux ils se dispersent dans le marché. À partir de 1850 toutefois, ils se regroupent dans l'aile est du marché (sauf Augustin) sans toutefois louer d'étals contigus.

Très lointains parents des Viau dit Lespérance puisqu'ils sont issus d'une même souche, le groupe des Viau dit Cinq-Mars, également originaires de Longueuil, repose sur les beaux-frères Hubert Daigneau et Joseph Cinq-Mars, le premier actif au Marché neuf et au marché Bonsecours pendant presque toute la période, le second au marché Bonsecours à partir de 1850 (voir appendice V). Toutefois et contrairement à ce que nous avons pu observer chez les familles précédentes, les baux ne permettent pas d'établir un lien entre eux; ils ne seront jamais caution l'un de l'autre. Par ailleurs, Abraham Cinq-Mars et Charles Perras, également bouchers, ne font que de brèves apparitions dans les baux, le premier en 1850 et 1854 comme caution seulement pour son frère et d'autres bouchers du marché, et le second comme locataire et caution en 1849 seulement. Enfin le fils d'Hubert Daigneau apparaît brièvement au marché Saint-Laurent en 1855 et au marché Bonsecours en 1856 alors même que le père est absent des baux. La signature apposée sur les baux est bien celle du fils mais nous avons un doute sur le véritable occupant des étals.

Un quatrième réseau est formé à partir de la famille Delorier constituée de trois frères et de deux sœurs, tous bouchers ou épouses de bouchers (voir appendice VI). L'une d'elles, Elmiere, conservera d'ailleurs pendant quatre ans au marché Bonsecours l'étal de Joseph Smith, son mari décédé. Probablement l'aîné des trois frères, Jean-Baptiste Delorier occupe un étal au Marché neuf puis au marché Bonsecours de 1840 à 1859. Ses frères Louis et Xavier viendront l'y rejoindre au cours des années 1850. Quant à George Bennet, époux d'Euphrosine Delorier, après plusieurs années au Marché neuf et une

tentative au marché Bonsecours en 1848, il réapparaît au marché Papineau en 1855. Entre temps toutefois, il comparaît à trois reprises devant le Conseil municipal, en 1850, 1851 et 1854, pour demander l'autorisation de tenir un étal privé sans payer de permis en raison de son état de santé (il souffrirait d'«épilepsie foudroyante» et ne pourrait quitter sa maison²⁵). Nous savons qu'en 1851 au moins, il a obtenu cette autorisation moyennant la moitié du prix du permis. En 1859, il loue simultanément un étal au marché Saint-Laurent et au marché Papineau.

Jean-Baptiste Delorier a par ailleurs épousé Scholastique Wagner, la fille d'un boucher qui n'est pas actif dans les marchés pendant la période qui nous intéresse. Il devient le beau-frère d'Emery Tessier dit Lavigne. Ainsi s'établit le lien avec un autre des bouchers les plus assidus des marchés. Après plusieurs années au Marché neuf et au marché Bonsecours, ce dernier bifurque toutefois vers le marché Saint-Laurent en 1851, peu après que son frère, Moïse Lavigne, l'ait rejoint au marché Bonsecours en 1849. Ce dernier y conserve un étal jusqu'en 1860 (entre 1857 et 1859, il en occupe même deux). Enfin Léon Perrault, beau-frère des deux Lavigne, apparaît au marché Saint-Laurent en 1859 et 1860, cautionné par Emery Tessier dit Lavigne. Les frères Lavigne agissent rarement comme caution l'un pour l'autre et il est difficile de savoir si le départ d'Emery s'inscrit dans une stratégie familiale. Nous savons par ailleurs que les bouchers du marché Saint-Laurent craignaient ce genre de manœuvre. Lorsqu'en 1855, les autorités décident d'offrir des étals supplémentaires dans la halle nord du marché, ils protestent que les nouveaux arrivants sont «des garçons vendant en sous ordre pour des bouchers d'autres marchés de cette ville»²⁶.

Le dernier groupe réunit des familles dont certaines possèdent plusieurs représentants dans les marchés; c'est le cas des Laviolette et des Richelieu (voir appendice VII). Mais il illustre aussi la tendance chez les bouchers à rechercher des conjoints auprès de familles associées à leur profession. Chaque chaînon ajouté étend encore davantage le réseau de

²⁵ Archives municipales, Dossier no 460.9, lettre de Bennet, 11 août 1851.

²⁶ Archives municipales, Dossier R3111.2, 10 déc. 1855.

relations à l'intérieur des marchés. L'ensemble regroupe ici 19 bouchers. Seize occuperont des étals dans les marchés dont neuf pendant dix années et plus.

Chez les Richelieu, François père occupe un étal au Marché neuf et au marché Bonsecours sans discontinuer de 1840 à 1858. Il y est rejoint en 1847 par son frère Edouard. À partir de 1853, celui-ci loue selon les années deux ou trois étals dans les marchés (sauf en 1854 où il n'en occupe qu'un seul). Tout en conservant au moins un étal au marché Bonsecours, il en loue également un autre au marché Papineau de 1855 à 1857, puis au marché Saint-Laurent en 1859 et 1860. Par ailleurs, le fils de François (François fils) entre au marché Bonsecours en 1855. L'année précédente toutefois et exceptionnellement, son père loue deux étals dans le marché. Cet étal supplémentaire n'est toutefois pas celui qu'occupera le fils à partir de 1855 mais il n'est pas impossible que, l'occasion se présentant, François Richelieu père ait loué cet étal en prévision de l'établissement de son fils, quitte à échanger l'étal avec un autre boucher l'année suivante. Quoi qu'il en soit, l'arrivée du fils se fait sous la protection des aînés qui lui servent tous deux de caution en 1855 et 1856. François Richelieu père disparaît du marché en 1859 mais son fils Joseph reprend son étal, cautionné par Edouard Richelieu. Notons enfin que les Richelieu occupent des étals non loin les uns des autres.

Le mariage d'Adeline Richelieu, fille d'Edouard, nous permet de faire le lien avec la famille Laviolette. Elle épouse en effet Michel Laviolette, veuf de la sœur d'un autre boucher, Joseph Lavictoire, et frère de François, de Jean-Baptiste et de Joseph Laviolette, également bouchers. Le groupe, y compris Lavictoire, est surtout actif au marché Saint-Laurent, bien que Michel ait occupé auparavant des étals au Marché neuf et au marché Bonsecours comme d'ailleurs François. Les deux bouchers disparaissent de ce marché en 1849; seul Michel réapparaît au marché Saint-Laurent en 1851 (probablement avant, mais les baux ne permettent pas de le déterminer). Les Laviolette s'épaulent lorsque vient le temps de signer les baux, notamment les beaux-frères Michel Laviolette et Joseph Lavictoire, et occupent des étals à proximité les uns des autres.

Le cas des Laviolette est intéressant parce qu'ils paraissent venus à la profession de boucher par l'intermédiaire d'un oncle, Edouard Perrault, qui occupe un étal au Marché

neuf et au marché Bonsecours pendant toute la période. Il y sert d'ailleurs de caution pour Michel Laviolette en 1847. Il est rejoint par son fils en 1859 et 1860. À sa première apparition, celui-ci occupe deux étals dont l'un contigu à celui du père. Les deux hommes se partagent six étals pendant ces deux années, le père occupant simultanément un étal au marché Bonsecours et au marché Saint-Laurent en 1860.

Par son premier mariage, Edouard Perrault devient le beau-frère de Louis Picard, un boucher qui partage ses activités entre le Marché neuf et le marché Sainte-Anne où il occupe simultanément des étals à partir de 1843. Les deux hommes occupent des étals probablement voisins (nous ne connaissons pas la disposition des étals au Marché neuf) mais ne sont caution l'un de l'autre qu'à une occasion. Le fils de Louis Picard (Louis fils), marié à la fille d'un boucher, William Seers, rejoint son père au marché Bonsecours. De 1848 à 1851, dernière année où nous voyons le père, il alterne avec celui-ci au même étal. Nous retrouvons Louis Picard fils au marché Sainte-Anne à partir de 1854. Sa sœur, Anne Picard, épouse par ailleurs Toussaint Beaudin, un boucher qui entreprend ses activités au marché Bonsecours en 1852 mais rejoint son beau-frère au marché Sainte-Anne à partir de 1856. Les deux hommes n'ont toutefois jamais été caution l'un de l'autre. Enfin, une sœur de Toussaint Beaudin épouse Edouard Saint-Jean, un boucher qui aura occupé des étals dans tous les marchés de la ville entre 1840 et 1856, sauf le marché Saint-Antoine. Fait intéressant, lorsqu'il quitte le marché Sainte-Anne en 1856, son étal est repris par Toussaint Beaudin.

En 1842, Joseph Connaissant épouse la veuve de William Seers, que nous avons mentionnée plus haut. Il devient par le fait même le beau-père par alliance de Louis Picard fils. Sa présence apparemment continue au marché Sainte-Anne de 1842 à 1859 (nous n'avons pas son bail pour 1846) aura peut-être été un facteur d'attraction pour Louis Picard fils et Toussaint Beaudin. Toutefois, l'examen des baux indique qu'il n'aura été caution que pour ce dernier en 1857.

Enfin par un second mariage avec Marguerite Derome, Edouard Perrault père devient le beau-frère de deux autres bouchers, Guillaume Perrault et James Smith. Guillaume Perrault, probablement un parent sans être toutefois le frère d'Edouard, n'apparaît jamais

dans nos fichiers. Par contre, James Smith occupe une étal au Marché neuf et au marché Bonsecours pendant plusieurs années. À sa première apparition, en 1841, il a pour caution Louis Picard père et Edouard Perrault père. Malgré nos tentatives, nous n'avons pu établir de liens entre les sœurs Derome et Léon, Olivier et Edmond Derome, d'importants bouchers du marché Bonsecours.

La reconstitution de ces quelques réseaux aurait pu prendre des proportions plus larges. La poursuite des recherches permettrait probablement d'en rattacher certains entre eux et de leur associer d'autres groupes familiaux pour tisser dans les marchés une toile encore plus vaste. Par ailleurs, le travail met en lumière la présence autour des bouchers les plus assidus des marchés d'autres membres de la famille dont les apparitions sont brèves, se limitent à un rôle de caution ou encore qui n'ont jamais figuré dans nos fichiers. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils sont absents des marchés car ils ont pu travailler à l'étal d'un parent sans jamais ou presque devenir locataires eux-mêmes²⁷. La présence de plusieurs membres d'une même famille dans un marché sous-entend probablement aussi une collaboration pour l'achat du bétail, son abattage et son transport vers le marché. Ces liens familiaux expliqueraient peut-être également l'absence de liens d'affaires explicites entre bouchers. Nous n'avons rencontré dans les baux qu'un seul cas de location conjointe d'un étal. Une autre de ces associations nous a été suggérée par le *Lovell's* sans que nous n'en trouvions trace dans nos documents.

Par ailleurs, autour des réseaux familiaux s'échafaudent probablement des stratégies d'occupation des étals. La location d'un étal dans un marché signifie une dépense importante, du moins pendant les années 1840, alors que les bouchers protestent à plusieurs reprises contre des coûts de location qu'ils jugent trop élevés. Pourtant, les premières mises à l'enchère des étals dans un marché nouvellement construit voient une montée importante de leurs prix doublée de variations marquées d'un étal à l'autre. Ce sera le cas au marché Sainte-Anne en 1842, au marché Saint-Laurent en 1845, au marché Bonsecours en 1847 et au marché Saint-Antoine en 1859. Par contre, à l'ouverture du

²⁷ Au fil de nos recherches dans les registres paroissiaux, nous avons cependant remarqué que l'apparition d'un individu dans les marchés coïncide approximativement avec son mariage.

marché Sainte-Anne en 1852, seuls les étals supplémentaires seront soumis à ce mouvement. Dès l'année suivant l'ouverture, les montants redescendent et ne dépassent plus le prix de location minimum imposé par les autorités. La concurrence est sans doute rude autour des meilleurs étals, mais n'entre probablement pas non plus qui veut dans les marchés. Le processus de vente à l'enchère a déjà été l'occasion de vengeance personnelles²⁸ mais il a aussi probablement servi à écarter certains concurrents ou à faire entrer dans le marché des membres de la famille lors de la mise en place initiale des acteurs.

Conclusion

Par leur nombre et par leur cohésion, les bouchers occupent dans les marchés une place prépondérante. Plus que tout autre, ils savent faire entendre leurs revendications, forts d'une réglementation qui concentre entre leurs mains une large part du commerce de la viande à Montréal. Devant le Conseil et le Comité des marchés, ils obtiennent la révision de plusieurs décisions au prix parfois de dépenses considérables pour la ville. Cette solidarité des bouchers issue du partage d'un même métier et d'une communauté d'intérêts face au pouvoir municipal s'appuie également sur de vastes réseaux familiaux qui s'étendent à travers les marchés, du moins chez les francophones et chez les anglophones catholiques. Elle n'est toutefois pas sans failles —nous l'avons vu précédemment dans les démêlés entre bouchers de bœuf et bouchers de porc— et s'effrite souvent dans les détails du quotidien.

Déjà majoritaires au début de la période, les bouchers francophones voient leur proportion s'accroître de façon constante jusqu'en 1860. Nous remarquons toutefois que leur représentation diminue sensiblement chez les occupants les plus assidus des marchés ou chez les locataires des étals les plus coûteux. Dans le même temps se précise le caractère anglophone du marché Sainte-Anne, situé dans la partie ouest de la ville. Les autres marchés de la ville regroupent des majorités de bouchers francophones, les marchés

²⁸ En 1848, Gotlieb Reinhart obtient une réduction pour un des étals qu'il occupe au marché Bonsecours après avoir démontré aux autorités que le prix en avait été gonflé par un de ses «ennemis» lors des enchères. PVC, 26 mai 1848.

Saint-Laurent et Saint-Antoine présentant les plus hauts pourcentages. Peu enclins à changer de marché, les bouchers occupent souvent le même étal pendant plusieurs années; toutefois, quelques-uns louent simultanément des étals dans deux ou même trois marchés de la ville. Enfin, un certain nombre de bouchers ont pour spécialité la viande de porc; les quelques individus au patronyme allemand retracés dans les baux appartiennent presque tous à ce groupe.

Beaucoup moins nombreux et concentrés surtout dans les marchés Bonsecours et Sainte-Anne, du moins chez les occupants retracés par les baux, les commerçants forment un groupe disparate où se rencontrent plusieurs spécialités allant des fruits et légumes, aux vieux vêtements et aux menus objets. Leur répartition linguistique dans les marchés s'apparente à celle des bouchers. Toutefois, leur présence somme toute assez discrète dans la documentation des marchés et le nombre parfois restreint de baux signés au cours de la période laissent plusieurs interrogations à leur sujet. Enfin, le faible nombre de femmes rencontrées dans les baux malgré une présence probablement importante autour des marchés traduit leur condition précaire.

La reconstitution de certains réseaux familiaux laisse par ailleurs deviner chez les bouchers à la fois certaines stratégies pour l'occupation des étals et des liens très étroits avec les campagnes environnantes. Ainsi, sans habituellement occuper d'étals contigus, les bouchers d'une même famille auront tendance à se regrouper dans un seul marché, le déplacement de l'un des membres de la famille vers un autre marché entraînant dans son sillage les frères, beaux-frères ou neveux entrés subséquentement dans les marchés. Certains fils succéderont à leur père ou alterneront avec lui au même étal. D'autres, comme les Viau notamment, se montreront plus ou moins intéressés à la relève. Enfin, la location simultanée d'un étal dans un autre marché s'appuie, du moins dans les réseaux observés, sur la présence d'un ou de plusieurs autres membres de la famille dans le marché d'origine.

Par ailleurs, nos recherches dans les registres paroissiaux nous ont fréquemment amenée dans les paroisses de la rive sud —à Longueuil surtout, mais aussi à Boucherville et parfois à Laprairie— et plus à l'ouest vers Rigaud et les paroisses environnantes. Bien

sûr, cette consultation n'a pas été systématique mais elle suggère chez les bouchers montréalais (nous avons émis nos réserves à cet égard) la présence de parentés encore immédiates dans les campagnes environnantes. Fils de cultivateurs (les Viau par exemple) ou apparentés à des cultivateurs (par leurs épouses notamment), comme c'est le cas vraisemblablement pour beaucoup d'entre eux, ils trouvaient probablement à l'intérieur du réseau familial ou par son intermédiaire les animaux nécessaires à l'approvisionnement de leur étal.

Conclusion

L'accroissement rapide de la population montréalaise et l'extension du tissu urbain entre 1840 et 1860 modifient l'organisation et la gestion des marchés publics de la ville et marquent leur évolution. Après le rétablissement de l'instance municipale en 1840, le Comité des marchés formé la même année manifeste rapidement une volonté de prise en main des marchés qui passe notamment par le rapatriement de responsabilités abandonnées jusque-là aux clercs des marchés. Cette action débouche également sur une reformulation de la réglementation que l'on veut dans l'ensemble plus précise.

Malgré leurs efforts pour concentrer la distribution des denrées dans les marchés publics, les autorités ne parviennent pas totalement à contrôler cette activité. La documentation municipale et les journaux démontrent un écart parfois très large entre leurs directives et les pratiques quotidiennes. Cet écart, pensons-nous, est dû à la faiblesse des moyens mis en œuvre pour faire respecter la réglementation en dehors des marchés mais il tient probablement aussi à la tolérance des autorités envers certains groupes, notamment les regrattières, mais aussi les aubergistes et hôteliers de la ville dont les cours servent, au dire de certains, de marchés publics.

Pendant les années qui suivent immédiatement le retour à un Conseil de ville électif, les autorités municipales entreprennent un vaste ensemble de travaux publics. Le Comité des marchés participe à ce mouvement de réorganisation des infrastructures urbaines en lançant notamment la construction du marché Bonsecours qui se veut, à la manière américaine, un édifice multifonctionnel en même temps qu'un monument de prestige. Pour répondre aux besoins sans cesse croissants des faubourgs mais aussi pour satisfaire les occupants permanents des marchés, principalement les bouchers qui ne souhaitent pas voir se multiplier les étals privés à travers la ville, les autorités vont également ouvrir trois marchés aux denrées dans les faubourgs.

Malgré un bassin de population important, les marchés Saint-Laurent et Papineau tarderont à attirer la clientèle et les commerçants (l'apparition du marché Saint-Antoine est trop tardive pour que nous puissions commenter vraiment son évolution). À l'opposé, les

marchés de la vieille ville, dont l'éloignement est pourtant si souvent déploré, poursuivent leur croissance malgré l'apparition de concurrents dans les faubourgs. Tandis que le marché Sainte-Anne adopte une personnalité résolument anglophone, la vocation de marché de gros se précise du côté du marché Bonsecours. La clientèle persiste à favoriser ces marchés, bordés par ailleurs de nombreux autres commerces. Dans les faubourgs, où la transition de la campagne à la ville n'est pas complétée, la présence de jardins et de vergers et la possibilité d'élever quelques animaux assurent probablement aux populations les plus éloignées une partie de leur approvisionnement.

Les bouchers, par lesquels nous avons pu pénétrer dans les halles, dominent la hiérarchie des marchés. Le pouvoir du nombre et une réglementation qui leur assure en principe un quasi monopole du commerce de la viande à Montréal en font certainement le groupe le plus puissant des marchés. Leur promptitude à réagir aux décisions des autorités, le plus souvent au moyen de pétitions où ils se présentent en un front uni, fait ressortir la cohésion du groupe, sans toutefois éliminer les luttes autour d'intérêts divergents —le commerce de la viande de porc notamment. Par ailleurs, les bouchers forment un groupe à majorité francophone dans une proportion qui s'accroît au cours de la période alors même qu'à l'inverse Montréal est devenue une ville à majorité anglophone. Enfin, leur communauté d'intérêts s'appuie sur des solidarités issues de liens familiaux qui tissent de vastes réseaux à l'intérieur des marchés et entre les différents marchés de la ville mais qui débordent largement vers les campagnes environnantes. La présence de plusieurs familles de bouchers dans les marchés et les liens établis entre elles par les fréquents mariages à l'intérieur de la profession suggèrent des collaborations étroites à toutes les étapes du commerce de boucherie.

Autour d'eux gravitent une kyrielle de commerçants dont nous n'avons retrace que les plus importants, la plupart locataires au marché Bonsecours. Les autres, des petits vendeurs, des regrattières, nous demeurent pour ainsi dire inaccessibles comme d'ailleurs les journaliers des marchés, employés aux tâches d'entretien, ou encore les garçons porteurs.

Les sources imposant leur contrainte, notre recherche a laissé dans l'ombre des pans complets de l'activité des marchés. Nous pensons d'abord à la sociabilité liée aux marchés mais aussi aux gens des campagnes qui sont les grands absents de notre documentation. Constamment pourtant, nous sentons leur présence. Que ce soit par les événements qui entourent l'achat du marché Sainte-Anne ou par leur entêtement à vendre leurs produits dans les rues et dans les cours d'hôtels, ils pèsent de tout leur poids sur le sort des marchés. Plus discrète mais tout aussi importante, cette présence se manifeste également derrière les bouchers. La jonction entre les mondes rural et urbain s'opère ici à l'intérieur de vastes réseaux familiaux que les bouchers utilisent sans doute pour approvisionner leur étal et contrer l'action des intermédiaires qui parcourent les campagnes pour acheter le bétail et le leur revendent à prix fort.

S'arrêter aux gens des campagnes signifie s'interroger sur les modalités d'approvisionnement de la ville. Toutefois, de la même façon qu'elle rend mal l'agitation des marchés, la documentation municipale laisse peu transparaître les vastes mouvements qui rythment les saisons. Car la venue sur les marchés des «habitants» ne dépend pas seulement de leur capacité à offrir des denrées mais aussi de quelques autres facteurs dont le plus important est sans doute l'état des communications entre la ville et les campagnes environnantes. Il est d'ailleurs remarquable que les journaux parlent habituellement des marchés en conjonction avec le temps. Un redoux, la fonte des neiges ou un automne très pluvieux détériorent les chemins et réduisent souvent l'affluence au marché à de rares voitures, pour la plus grande inquiétude des citadins qui voient les prix s'envoler. Pendant les semaines qui précèdent la débâcle ou la formation d'une couche solide de glace sur le fleuve, les marchés sont tout autant paralysés, leurs sources d'approvisionnement se limitant aux environs immédiats de la ville qui, de toute évidence, ne suffisent pas à la demande.

Ces fluctuations saisonnières de l'achalandage des marchés illustrent bien l'importance des communications fluviales et le rôle de la rive sud du Saint-Laurent dans l'approvisionnement de Montréal. En 1835, les autorités municipales avaient d'ailleurs souhaité voir placés sous leur contrôle plutôt que sous celui de la Maison de la Trinité tous les bateaux ou embarcations transportant des provisions vers les marchés. Les gens des

campagnes, qui ont intérêt à réduire la durée de leur absence de la ferme surtout pendant les travaux saisonniers, privilégient pour leur part ce mode de transport plus rapide et moins dispendieux que les voitures. Outre les traversiers, plusieurs vapeurs parcourent ainsi le fleuve et remontent le Richelieu et la rivière L'Assomption, faisant le plein de produits et de passagers en vue des marchés du mardi et du vendredi. Les gens des campagnes les plus éloignées arrivent la veille en prévision du marché du lendemain et se dispersent dans les hôtels à proximité des marchés. Toutefois, au moment où sont tracées les premières lignes de chemin de fer, leur apparition soulève de grands espoirs et les journaux voient déjà converger vers la ville les fermiers des campagnes plus éloignées avec des produits frais du matin «comme à New York, à Philadelphie, à Baltimore, et dans presque toutes les villes des États-Unis». Enfin si le temps et l'état des communications influencent largement la fréquentation des marchés, la crainte de la contagion en éloigne encore plus sûrement les habitants. Lors des épidémies qui frappent Montréal entre 1840 et 1860, les journaux s'efforceront de rassurer les gens des campagnes et de les ramener vers les marchés désertés.

Le rythme des marchés est également ponctué par l'arrivée de produits saisonniers sur lesquels la documentation municipale est tout à fait muette. Les journaux remarquent pourtant au début des années 1840 le progrès des cultures maraîchères dans les environs de Montréal. Les primeurs —petites raves, laitues et cresson récoltés dans les couches chaudes— arrivent au marché dès la fin de mars ou le début d'avril. L'aspect inusité ou exceptionnel de certains produits —viande d'ours, melons hâtifs, dindons d'un poids peu ordinaire— ou l'arrivée sur les étals de denrées accessibles aux plus pauvres —l'aloise et la tourte— est habituellement signalé. Avec l'iconographie, ces commentaires glanés ici et là ne nous rendent sans doute qu'une image estompée de l'animation des marchés. Ils laissent toutefois deviner la richesse de la vie d'échanges entre Montréal et les campagnes environnantes, un aspect que l'orientation de notre recherche n'a pas permis de développer ici, mais qui sous-tend toute l'activité des marchés.

Enfin, la reconstitution de réseaux familiaux, aussi partielle soit-elle, entrouvre la porte à une étude plus approfondie de la profession de boucher. Les pistes sont nombreuses et l'examen des baux nous offrent quelques indices, notamment sur les facteurs influençant

le choix du métier. Il y aurait lieu d'approfondir ce dernier aspect mais aussi de répondre à plusieurs autres questions. Quelles sont les modalités d'apprentissage et combien de temps dure-t-il? Vers quel âge les bouchers occupent-ils leur propre étal? Quelle est leur répartition dans la ville et combien y habitent véritablement? Combien possèdent leur résidence? Quel rang occupent-ils parmi les propriétaires fonciers? L'accumulation de fortune est-elle possible et permet-elle une sortie vers d'autres professions? Autant de questions pour lesquels ce travail n'aura été qu'une amorce.

Appendices

I. Un échantillon de bail

COPIE DESTINÉE À LA RECHERCHE SEULEMENT
NE POUVEZ PAS LA COMMUNIQUER À UN TIERS
SANS ÊTRE REPRODUITE SANS L'AUTORISATION DE

ARCHIVES NATIONALES
DU QUÉBEC
MONTREAL

7433
601/852
Bail

PARDEVANT les NOTAIRES PUBLICS pour cette partie de la Province du Canada, qui constituait ci-devant la Province du Bas-Canada, demeurant à Montréal, District de Montréal, en la dite Province, soussignés;

Furent Présents, le Maire, les Echevins et Citoyens de la Cité de Montréal, représentés par le dit Maire *Charles Blais* Ecuier, résident en la dite Cité; lesquels ont reconnu avoir baillé et délaissé par ces présentes à titre de bail à loyer pour le temps et espace d'une année, à commencer du premier jour du mois de mai *1852* à *Louis Bonneau* *Banquier du même lieu*

présent et acceptant preneur, pour lui-même, pendant le dit terme, savoir:

L'ÉTAL numéro *11* dans le Marché *Bourgeois* en cette Cité; lequel, le dit preneur dit bien savoir et connaître et en être content et satisfait.

Le présent bail est ainsi fait aux charges, clauses et conditions qui suivent, et que le dit preneur s'oblige d'exécuter sans pouvoir prétendre aucune diminution du loyer ci-après stipulé, savoir:

1^o Le locataire ne sous-louera en aucun cas, directement ou indirectement, le dit Etal ou aucune partie d'icelui, ou ne disposera autrement d'aucun intérêt qu'il aura en icelui;

2^o De ne pas permettre que le dit Etal ou aucune partie d'icelui soit occupé par aucune autre personne que lui-même, sans le consentement spécial du Comité des Marchés.

3^o D'obéir et se conformer aux règles et règlements maintenant légalement établis, ou qui le seront dans la suite pour le gouvernement des marchés publics de cette Cité;

4^o De ne permettre à aucune autre personne qu'à celle dans son emploi de vendre ou d'exposer en vente aucun article quelconque sur son Etal dans le dit marché.

5^o De ne vendre ou de n'exposer en vente aucun autre article que de la viande sur le dit Etal dans le dit marché.

6^o De ne vendre ni permettre à d'autres de vendre hors des fenêtres du dit Etal, ou autrement qu'en face du dit Etal et à ceux qui achètent dans l'enceinte du dit marché.

7^o De tenir le dit Etal en tout temps net et en bon ordre; de gratter et laver les billots ou hacheoirs autant de fois qu'il sera nécessaire et qu'il sera requis par le Clerc du dit marché ou de son ou ses assistants, pour la propreté du dit marché;

8^o De ne pas obstruer ou embarrasser le passage entre les Etaux du dit marché, en laissant vis-à-vis de son Etal des têtes ou des peaux d'animaux, ou des cuvettes contenant des provisions ou autres viandes salées, ou toute autre chose quelconque; et de ne suspendre ou n'accrocher de la viande à son Etal dans le dit marché, de manière à s'avancer sur le dit passage, ni de suspendre ou d'accrocher de la viande au-dessus du dit passage dans le dit marché.

Le présent bail est en outre fait pour et en considération de la somme de *Vingt francs* du cours actuel de cette province, faisant pour chaque jour de l'année (les dimanches ~~et fêtes~~ exceptés) la somme de *vingt francs* que le dit preneur a promis et s'est obligé payer aux Trésorier de la dite Cité de Montréal, ou à son ordre, chaque jour, à première demande et requisition.

En outre il est expressément convenu, et le présent bail est fait aux conditions suivantes, savoir:

1^o Que la négligence, omission, mépris ou violation par le preneur d'aucune des stipulations contenues aux présentes, ou d'aucune clause des règlements en force ou qui pourront le devenir ou être faits pour le gouvernement du dit marché, auront l'effet d'annuler immédiatement le présent bail et de lui faire perdre la possession du dit Etal; et que le dit preneur perdra tout ce qu'il pourra avoir payé sur le dit loyer.

2^o Que le dit preneur fera toutes les réparations nécessaires au dit Etal à ses propres frais et sans pouvoir prétendre aucune déduction du susdit loyer, ou exiger de dépens, dommages et intérêts.

4^o Que le dit preneur remplacera à ses frais et dépens chaque vitre ou chassis qu'il ou ses employés aura ou auront brisé ou cassé; si non le clerc du dit marché ou autre personne compétente fera réparer tel chassis ou vitre aux frais du dit preneur; à peine de tous dépens, dommages et intérêts contre le dit preneur.

A ces Présentes sont intervenus

Charles Bonduellier et
Antoine (Clerc) Jean Louis Bonneau
du même lieu

Lesquels, après avoir pris communication du présent bail, se sont volontairement portés pleiges et cautions solidairement entr'eux et avec le dit preneur, envers les dits Maire, Echevins et Citoyens de la dite Cité, pour sûreté du paiement du loyer ci-dessus stipulé et en la manière sus-mentionnée, ainsi que pour l'exécution de toutes les clauses et conditions du présent bail, dont les dites cautions font leur propre et personnelle affaire comme principaux obligés.

DONT ET DU TOUT ACTE, pour l'exécution duquel les parties ont fait éléction de domicile en leurs demeures ordinaires.

FAIT ET PASSÉ à Montréal susdit, à l'Hôtel-de-Ville, ce
 du mois d
 le numéro
 de

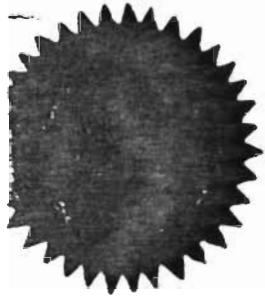
Vingt-huitième jour
 dans l'année midi, sous
 du Répertoire

l'un des Notaires soussignés.

Et après lecture faite aux parties, elles ont signé avec nous Notaires, *excepté les continus*
qui ont déclaré ne savoir faire de ce original ont fait leur marque
ordinaire d'une croix

Acte

En présence de



Chas. Wilson Mayor

Louis Dumas

Charles + Boutillier
Notaires à Montréal

M. Dumas

Par
la Régence de Montréal
Jane Dumas

26 Août 1859

(433)

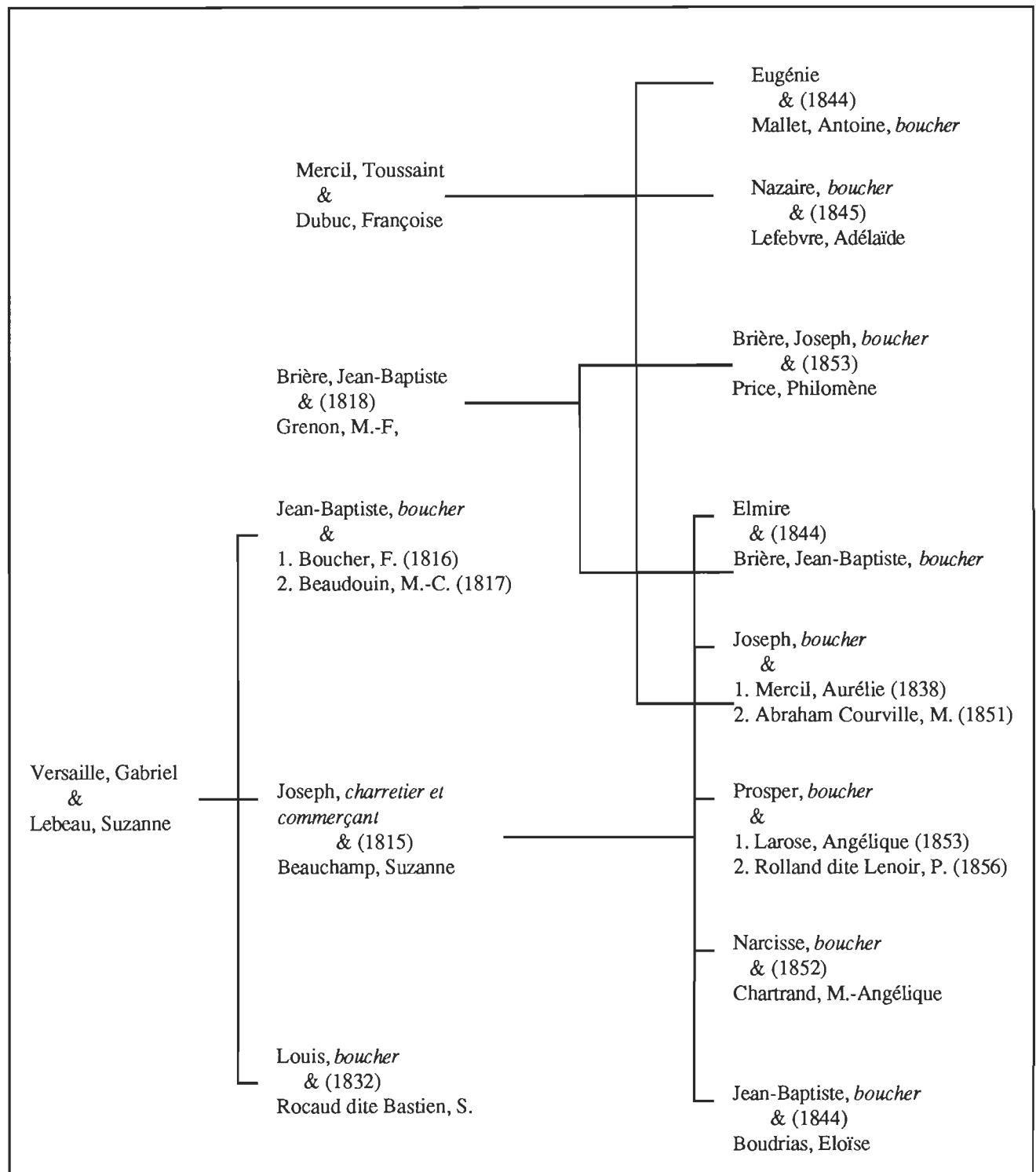
II. Les fiches de dépouillement

BAIL			
No	<input type="text" value="No"/>	Date	<input type="text" value="Date"/>
codeLoc	<input type="text" value="codeLoc"/>	Langue	<input type="text" value="Langue"/>
Nom	<input type="text" value="A63"/>		
Prénom	<input type="text" value="A64"/>		
Cautions	<input type="text"/>		
Marché	<input type="text" value="Marché"/>	duréeMois	<input type="text" value="duréeM"/>
typEmplac	<input type="text" value="typEmplac"/>	Emplacement	<input type="text" value="Emplac"/>
Livres	<input type="text" value="Livres.."/>	Shilling	<input type="text" value="Pence"/>
Notaire	<input type="text" value="Notaire"/>		
CMTR	<input type="text" value="CommentR"/>		

Personnes			
codeLoc	<input type="text" value="codeLoc"/>	Qt baux	<input type="text" value="Qt Bz"/>
Nom	<input type="text" value="Nom"/>	Qt Cautions	<input type="text" value="Qt C"/>
Prénom	<input type="text" value="Prénom"/>		
Sexe	<input type="text" value="Sexe"/>	Langue	<input type="text" value="Langue"/>
Alphabet	<input type="text" value="Alph"/>		
Profession	<input type="text" value="Date"/>	Lovell	
Profession	42 52 60		<input type="text" value="Lov4"/> <input type="text" value="Lov5"/> <input type="text" value="Lov6"/>
Rue	<input type="text" value="Ville"/>		
Adresse	<input type="text"/>		
Commentaires	<input type="text"/>		

III. Le réseau des Versailles

Versailles



IIIa. La liste des locations dans les marchés

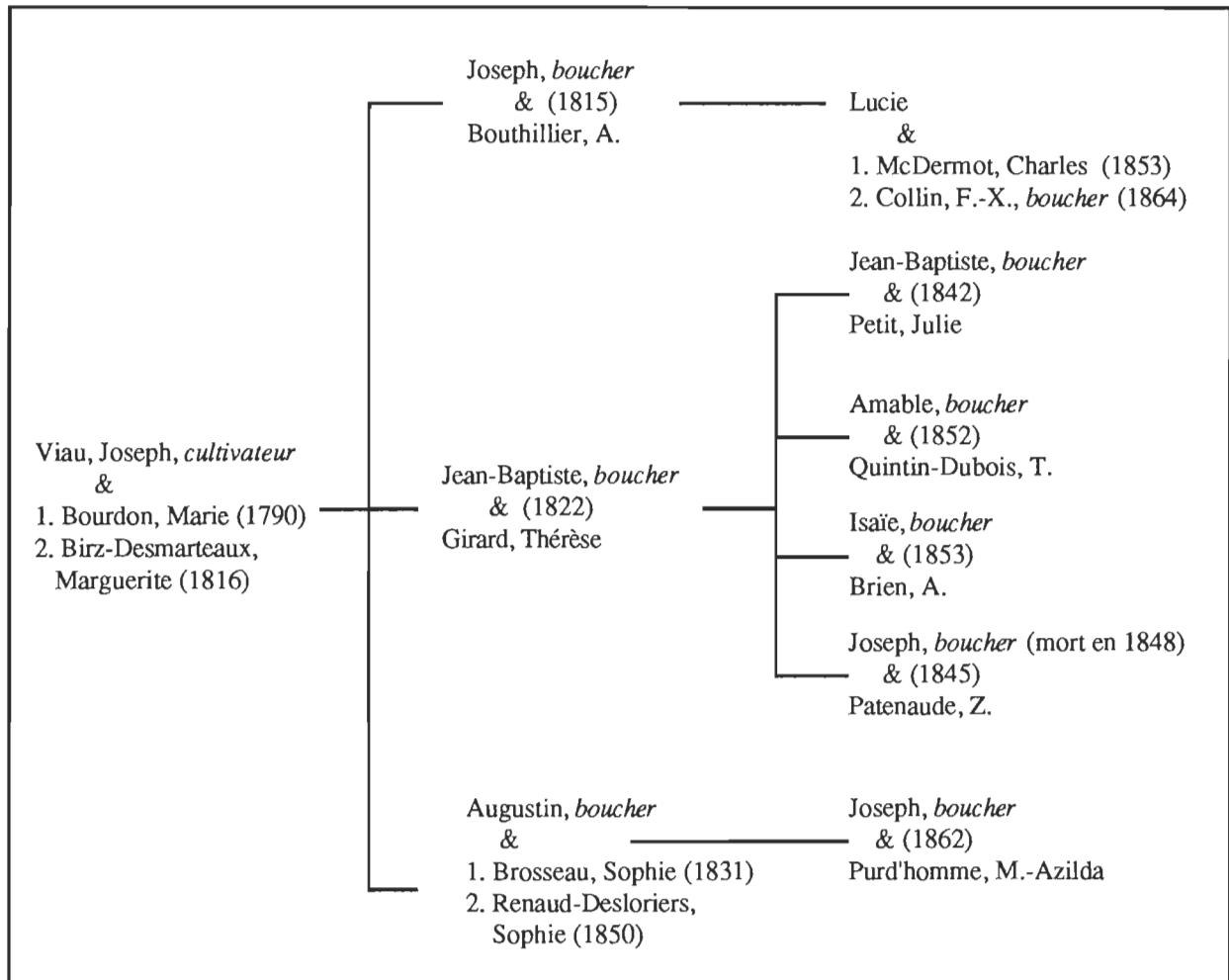
Nom	Marché	Etal	Date
Brière, Joseph	Sainte-Anne	Etal 46	30/04/49
Brière, Joseph	Sainte-Anne	Etal 46	25/04/50
Brière, Joseph	Sainte-Anne	Etal 46	28/05/51
Brière, Joseph	Sainte-Anne	Etal 46	28/04/52
Brière, Joseph	Sainte-Anne	Etal 46	25/04/53
Brière, Joseph	Sainte-Anne	Etal 46	26/04/54
Brière, Joseph	Sainte-Anne	Etal 46	25/04/55
Brière, Joseph	Sainte-Anne	Etal 46	28/04/56
Brière, Joseph	Sainte-Anne	Etal 46	27/04/57
Brière, Joseph	Sainte-Anne	Etal 46	26/04/58
Brière, Joseph	Sainte-Anne	Etal 46	25/04/59
Brière, Joseph	Saint-Antoine	Etal 1	23/12/59
Mallet, Antoine	Sainte-Anne	Etal 10	26/08/44
Mallet, Antoine	Sainte-Anne	Etal 10	25/08/45
Mallet, Antoine	Sainte-Anne	Etal 10	25/08/48
Mallet, Antoine	Sainte-Anne	Etal 10	30/04/49
Mallet, Antoine	Sainte-Anne	Etal 10	28/04/52
Mallet, Antoine	Sainte-Anne	Etal 10	25/04/53
Mallet, Antoine	Sainte-Anne	Etal 10	26/04/54
Mallet, Antoine	Sainte-Anne	Etal 10	25/04/55
Mallet, Antoine	Sainte-Anne	Etal 10	28/04/56
Mallet, Antoine	Sainte-Anne	Etal 11	27/04/57
Mallet, Antoine	Sainte-Anne	Etal 10	26/04/58
Mallet, Antoine	Sainte-Anne	Etal 10	25/04/59
Mercille, Nazaire	Sainte-Anne	Etal 33	25/08/47
Mercille, Nazaire	Sainte-Anne	Etal 33	25/08/48
Mercille, Nazaire	Sainte-Anne	Etal 33	30/04/49
Mercille, Nazaire	Sainte-Anne	Etal 33	25/04/50
Versailles, Joseph fils	Sainte-Anne	Etal 31	25/08/42
Versailles, Joseph fils	Sainte-Anne	Etal 31	25/08/43
Versailles, Joseph fils	Sainte-Anne	Etal 20	26/08/44
Versailles, Joseph fils	Sainte-Anne	Etal 20	25/08/45
Versailles, Joseph fils	Sainte-Anne	Etal 20	25/08/47
Versailles, Joseph fils	Sainte-Anne	Etal 20	25/08/47
Versailles, Joseph fils	Sainte-Anne	Etal 20	25/08/48
Versailles, Joseph fils	Sainte-Anne	Etal 20	30/04/49
Versailles, Joseph fils	Sainte-Anne	Etal 20	25/04/50

Nom	Marché	Etal	Date
Versailles, Joseph fils	Sainte-Anne	Etal 30	25/04/53
Versailles, Joseph fils	Sainte-Anne	Etal 30	26/04/54
Versailles, Joseph fils	Sainte-Anne	Etal 30	25/04/55
Versailles, Joseph fils	Sainte-Anne	Etal 30	28/04/56
Versailles, Joseph fils	Sainte-Anne	Etal 29	27/04/57
Versailles, Joseph fils	Sainte-Anne	Etal 29	26/04/58
Versailles, Joseph fils	Sainte-Anne	Etal 29	25/04/59
Versailles, Jean-Baptiste jr	Sainte-Anne	Etal 23	25/08/42
Versailles, Jean-Baptiste jr	Sainte-Anne	Etal 23	25/08/43
Versailles, Jean-Baptiste jr	Sainte-Anne	Etal 33	26/08/44
Versailles, Jean-Baptiste jr	Sainte-Anne	Etal 28	25/08/48
Versailles, Jean-Baptiste jr	Sainte-Anne	Etal 28	30/04/49
Versailles, Jean-Baptiste jr	Sainte-Anne	Etal 28	25/04/50
Versailles, Jean-Baptiste jr	Sainte-Anne	Etal 28	28/04/51
Versailles, Jean-Baptiste jr	Sainte-Anne	Etal 20	28/04/51
Versailles, Jean-Baptiste sr	Sainte-Anne	Etal 3	25/08/42
Versailles, Jean-Baptiste sr	Sainte-Anne	Etal 3	25/08/43
Versailles, Jean-Baptiste sr	Sainte-Anne	Etal 23	25/08/48
Versailles, Jean-Baptiste sr	Sainte-Anne	Etal 23	30/04/49
Versailles, Jean-Baptiste sr	Sainte-Anne	Etal 23	25/04/50
Versailles, Jean-Baptiste sr	Sainte-Anne	Etal 23	28/04/51
Versailles, Jean-Baptiste sr	Sainte-Anne	Etal 23	28/04/52
Versailles, Jean-Baptiste sr	Sainte-Anne	Etal 23	25/04/53
Versailles, Jean-Baptiste sr	Sainte-Anne	Etal 23	26/04/54
Versailles, Jean-Baptiste sr	Sainte-Anne	Etal 23	25/04/55
Versailles, Jean-Baptiste sr	Sainte-Anne	Etal 23	28/04/56
Versailles, Jean-Baptiste sr	Sainte-Anne	Etal 23	27/04/57
Versailles, Jean-Baptiste sr	Sainte-Anne	Etal 23	26/04/58
Versailles, Jean-Baptiste sr	Sainte-Anne	Etal 23	25/04/59
Versailles, Jean-Baptiste sr	Sainte-Anne	Etal 23	30/04/60
Versailles, Joseph père	Sainte-Anne	Etal 4	25/08/43
Versailles, Joseph père	Sainte-Anne	Etal 7	26/08/44
Versailles, Joseph père	Sainte-Anne	Etal 7	25/08/45
Versailles, Joseph père	Sainte-Anne	Etal 7	25/08/47
Versailles, Joseph père	Sainte-Anne	Etal 7	25/08/48
Versailles, Joseph père	Sainte-Anne	Etal 7	30/04/49
Versailles, Joseph père	Sainte-Anne	Etal 7	25/04/50

Nom	Marché	Etal	Date
Versailles, Joseph père	Sainte-Anne	Etal 7	28/04/51
Versailles, Joseph père	Sainte-Anne	Etal 7	28/04/52
Versailles, Joseph père	Sainte-Anne	Etal 14	04/05/52
Versailles, Joseph père	Sainte-Anne	Etal 14	25/04/53
Versailles, Joseph père	Sainte-Anne	Etal 14	26/04/54
Versailles, Joseph père	Sainte-Anne	Etal 14	25/04/55
Versailles, Joseph père	Sainte-Anne	Etal 14	28/04/56
Versailles, Joseph père	Sainte-Anne	Etal 14	27/04/57
Versailles, Joseph père	Sainte-Anne	Etal 14	26/04/58
Versailles, Joseph père	Sainte-Anne	Etal 14	25/04/59
Versaille, Louis	Saint-Laurent	Etal 7	13/08/45
Versaille, Narcisse	Sainte-Anne	Etal 44	25/04/50
Versaille, Narcisse	Sainte-Anne	Etal 44	28/04/51
Versaille, Narcisse	Sainte-Anne	Etal 44	28/04/52
Versaille, Narcisse	Sainte-Anne	Etal 44	25/04/53
Versaille, Narcisse	Sainte-Anne	Etal 44	26/04/54
Versaille, Narcisse	Sainte-Anne	Etal 44	25/04/55
Versaille, Narcisse	Sainte-Anne	Etal 44	28/04/56
Versaille, Narcisse	Sainte-Anne	Etal 44	27/04/57
Versaille, Narcisse	Sainte-Anne	Etal 44	26/04/58
Versaille, Narcisse	Sainte-Anne	Etal 44	25/04/59
Versaille, Prosper	Sainte-Anne	Etal 28	28/04/52
Versaille, Prosper	Sainte-Anne	Etal 29	25/04/53
Versaille, Prosper	Sainte-Anne	Etal 29	26/04/54
Versaille, Prosper	Sainte-Anne	Etal 29	25/04/55
Versaille, Prosper	Sainte-Anne	Etal 29	28/04/56
Versaille, Prosper	Sainte-Anne	Etal 30	27/04/57
Versaille, Prosper	Sainte-Anne	Etal 30	26/04/58
Versaille, Prosper	Sainte-Anne	Etal 30	25/04/59

IV. Le réseau des Viau Lespérance

Viau dit Lespérance



IVa. La liste des locations dans les marchés

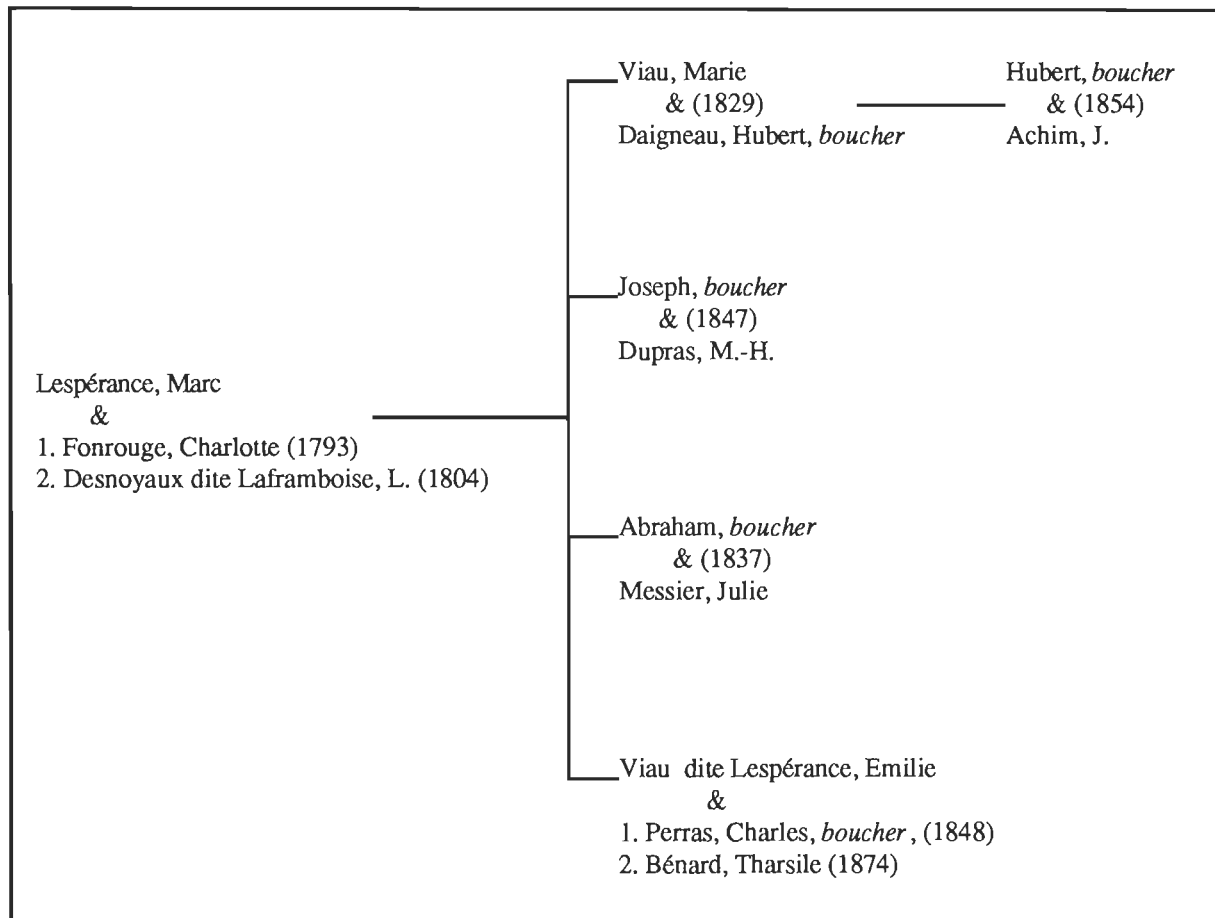
Nom	Marché	Etal	Date
Viau dit Lespérance, Augustin	Neuf	Etal 5	04/11/40
Viau dit Lespérance, Joseph	Neuf	Etal 26	04/11/40
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Neuf	Etal 33	04/11/40
Viau dit Lespérance, Augustin	Neuf	Etal 5	25/08/41
Viau dit Lespérance, Joseph	Neuf	Etal 26	25/08/41
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Neuf	Etal 33	25/08/41
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste fils	Sainte-Anne	Etal 39	25/08/42
Viau dit Lespérance, Joseph	Neuf	Etal 26	25/08/42
Viau dit Lespérance, Augustin	Neuf	Etal 5	25/08/42
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Neuf	Etal 33	25/08/42
Viau dit Lespérance, Augustin	Neuf	Etal 5	25/08/43
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste fils	Sainte-Anne	Etal 39	25/08/43
Viau dit Lespérance, Joseph	Neuf	Etal 26	25/08/43
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Neuf	Etal 33	25/08/43
Viau dit Lespérance, Joseph	Neuf	Etal 26	26/08/44
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Neuf	Etal 33	26/08/44
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Sainte-Anne	Etal 2	26/08/44
Viau dit Lespérance, Augustin	Bonsecours	Etal 1	27/04/48
Viau dit Lespérance, Joseph	Bonsecours	Etal 26	27/04/48
Viau dit Lespérance, Joseph	Bonsecours	Etal 57	27/04/48
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 58	27/04/48
Viau dit Lespérance, Joseph	Bonsecours	Etal 5	15/05/49
Viau dit Lespérance, Augustin	Bonsecours	Etal 1	15/05/49
Viau dit Lespérance, Augustin	Bonsecours	Etal 1	28/04/51
Viau dit Lespérance, Joseph	Bonsecours	Etal 37	28/04/51
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 57	28/04/51
Colin, Xavier	Bonsecours	Etal 62	28/04/51
Viau dit Lespérance, Augustin	Bonsecours	Etal 1	29/04/50
Viau dit Lespérance, Augustin	Bonsecours	Etal 1	26/04/52
Viau dit Lespérance, Joseph	Bonsecours	Etal 37	26/04/52
Viau dit Lespérance, Amable	Bonsecours	Etal 54	26/04/52
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 57	26/04/52
Colin, Xavier	Bonsecours	Etal 62	26/04/52
Viau dit Lespérance, Augustin	Bonsecours	Etal 1	25/04/53
Viau dit Lespérance, Amable	Bonsecours	Etal 54	25/04/53
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 57	25/04/53
Viau dit Lespérance, Isaie	Bonsecours	Etal 59	25/04/53

Nom	Marché	Etal	Date
Colin, Xavier	Bonsecours	Etal 62	25/04/53
Viau dit Lespérance, Augustin	Bonsecours	Etal 67	25/04/53
Viau dit Lespérance, Augustin	Bonsecours	Etal 1	26/04/54
Viau dit Lespérance, Joseph	Bonsecours	Etal 44	26/04/54
Viau dit Lespérance, Amable	Bonsecours	Etal 54	26/04/54
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 57	26/04/54
Viau dit Lespérance, Isaie	Bonsecours	Etal 59	26/04/54
Colin, Xavier	Bonsecours	Etal 62	26/04/54
Viau dit Lespérance, Augustin	Bonsecours	Etal 67	26/04/54
Viau dit Lespérance, Augustin	Bonsecours	Etal 1	25/04/55
Viau dit Lespérance, Joseph fils (Aug.)	Bonsecours	Etal 44	25/04/55
Viau dit Lespérance, Isaie	Bonsecours	Etal 54	25/04/55
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 57	25/04/55
Viau dit Lespérance, Amable	Bonsecours	Etal 59	25/04/55
Colin, Xavier	Bonsecours	Etal 62	25/04/55
Viau dit Lespérance, Augustin	Bonsecours	Etal 1	24/04/56
Viau dit Lespérance, Joseph	Bonsecours	Etal 44	28/04/56
Viau dit Lespérance, Isaie	Bonsecours	Etal 54	28/04/56
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 57	28/04/56
Viau dit Lespérance, Amable	Bonsecours	Etal 59	28/04/56
Colin, Xavier	Bonsecours	Etal 62	28/04/56
Viau dit Lespérance, Augustin	Bonsecours	Etal 1	27/04/57
Viau dit Lespérance, Joseph	Bonsecours	Etal 44	27/04/57
Viau dit Lespérance, Isaie	Bonsecours	Etal 54	27/04/57
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 57	27/04/57
Viau dit Lespérance, Amable	Bonsecours	Etal 59	27/04/57
Colin, Xavier	Bonsecours	Etal 62	27/04/57
Viau dit Lespérance, Augustin	Bonsecours	Etal 1	26/04/58
Viau dit Lespérance, Joseph	Bonsecours	Etal 44	26/04/58
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 54	26/04/58
Viau dit Lespérance, Amable	Bonsecours	Etal 59	26/04/58
Colin, Xavier	Bonsecours	Etal 62	26/04/58
Viau dit Lespérance, Augustin	Bonsecours	Etal 1	25/04/59
Viau dit Lespérance, Joseph	Bonsecours	Etal 44	25/04/59
Viau dit Lespérance, Amable	Bonsecours	Etal 59	25/04/59
Colin, Xavier	Bonsecours	Etal 62	25/04/59
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Saint-Laurent	Etal 39	26/04/59

Nom	Marché	Etal	Date
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste fils	Saint-Laurent	Etal 42	26/04/59
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Saint-Laurent	Etal 39	28/04/60
Viau dit Lespérance, Augustin	Bonsecours	Etal 1	30/04/60
Viau dit Lespérance, Joseph	Bonsecours	Etal 44	30/04/60
Viau dit Lespérance, Amable	Bonsecours	Etal 59	30/04/60
Colin, Xavier	Bonsecours	Etal 62	30/04/60
Viau dit Lespérance, Joseph	Bonsecours	Etal 37	29/04/50
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 57	29/04/50
Colin, Xavier	Bonsecours	Etal 62	29/04/50
Viau dit Lespérance, Augustin	Neuf	Etal 5	26/08/44
Viau dit Lespérance, Joseph	Sainte-Anne	Etal 21	25/08/46
Viau dit Lespérance, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 57	15/05/49

V. Le réseau des Viau (Cinq-Mars)

Lespérance (Cinq-Mars)

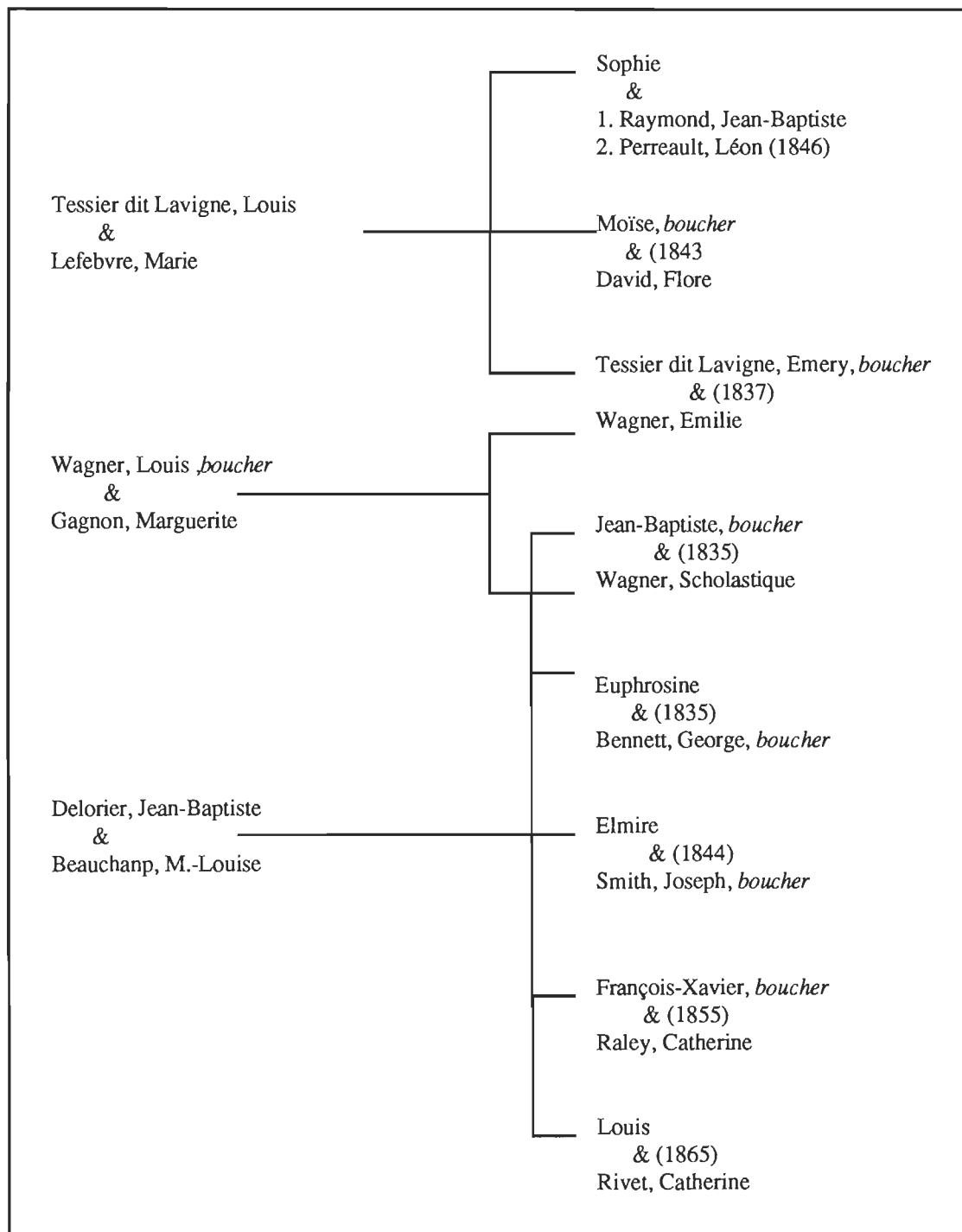


Va. La liste des locations dans les marchés

Nom	Marché	Etal	Date
Cinqmars, Joseph	Bonsecours	Etal 28	29/04/50
Cinqmars, Joseph	Bonsecours	Etal 28	28/04/51
Cinqmars, Joseph	Bonsecours	Etal 28	26/04/52
Cinqmars, Joseph	Bonsecours	Etal 28	25/04/53
Cinqmars, Joseph	Bonsecours	Etal 28	26/04/54
Cinqmars, Joseph	Bonsecours	Etal 28	25/04/55
Cinqmars, Joseph	Bonsecours	Etal 28	28/04/56
Cinqmars, Joseph	Bonsecours	Etal 28	27/04/57
Cinqmars, Joseph	Bonsecours	Etal 28	26/04/58
Cinqmars, Joseph	Bonsecours	Etal 28	25/04/59
Cinqmars, Joseph	Bonsecours	Etal 28	30/04/60
Daigneau, Hubert	Neuf	Etal 41	04/11/40
Daigneau, Hubert	Neuf	Etal 41	25/08/41
Daigneau, Hubert	Neuf	Etal 41	25/08/42
Daigneau, Hubert	Neuf	Etal 41	25/08/43
Daigneau, Hubert	Neuf	Etal 41	31/08/44
Daigneau, Hubert	Bonsecours	Etal 41	27/04/48
Daigneau, Hubert	Bonsecours	Etal 41	15/05/49
Daigneau, Hubert	Bonsecours	Etal 41	29/04/50
Daigneau, Hubert	Bonsecours	Etal 41	28/04/51
Daigneau, Hubert	Bonsecours	Etal 41	26/04/52
Daigneau, Hubert	Bonsecours	Etal 41	25/04/53
Daigneau, Hubert	Bonsecours	Etal 41	26/04/54
Daigneau, Hubert	Bonsecours	Etal 41	27/04/57
Daigneau, Hubert	Bonsecours	Etal 41	26/04/58
Daigneau, Hubert	Bonsecours	Etal 41	25/04/59
Daigneau, Hubert	Bonsecours	Etal 41	30/04/60
Daigneau, Hubert	Bonsecours	Etal 41	25/04/55
Daigneau, Hubert fils	Saint-Laurent	Etal 35	17/12/55
Daigneau, Hubert fils	Bonsecours	Etal 41	28/04/56
Perras, Charles	Bonsecours	Etal 62	15/05/49

VI. Le réseau des Delorier

Delorier/Tessier dit Lavigne



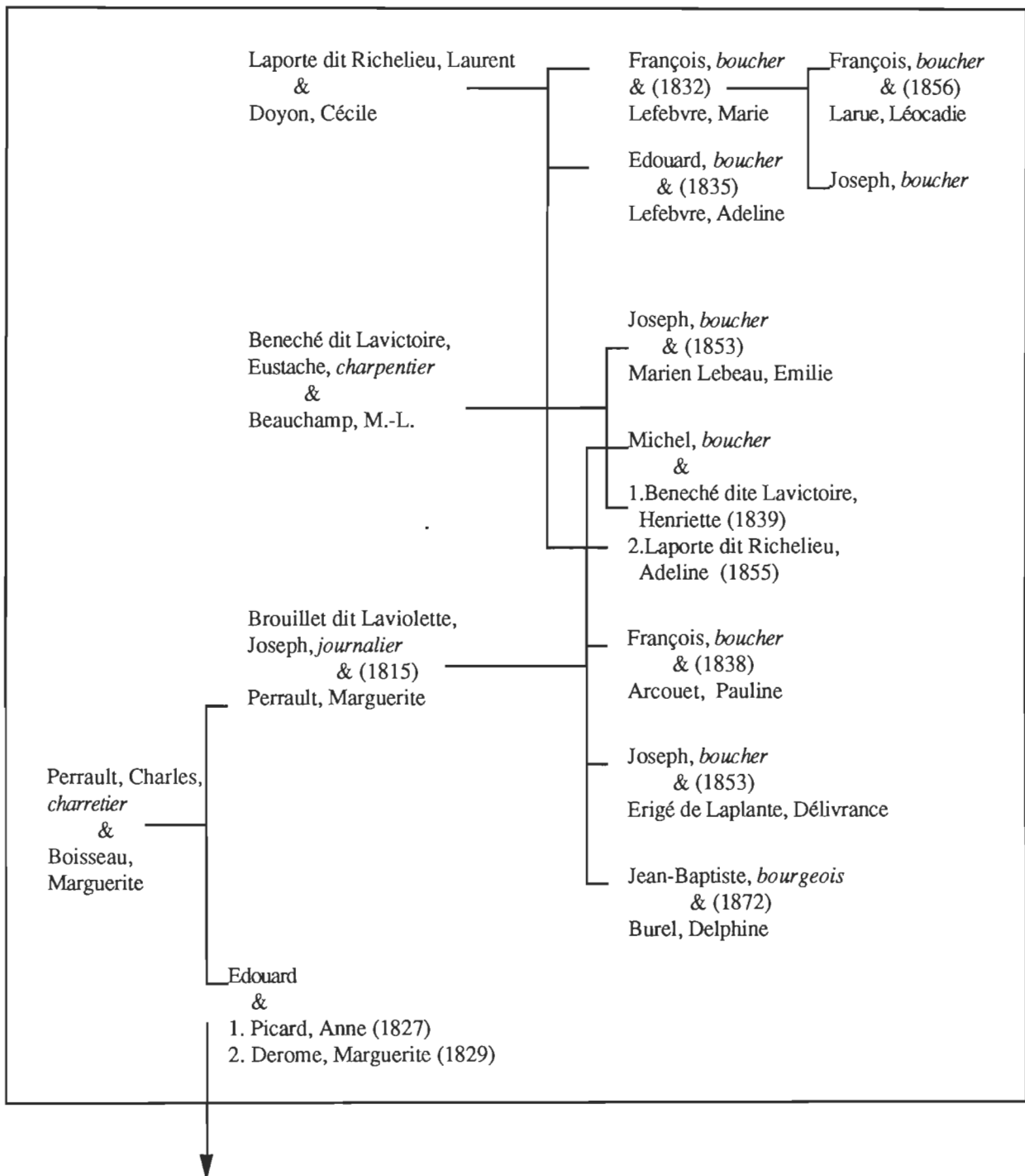
Via. La liste des locations dans les marchés

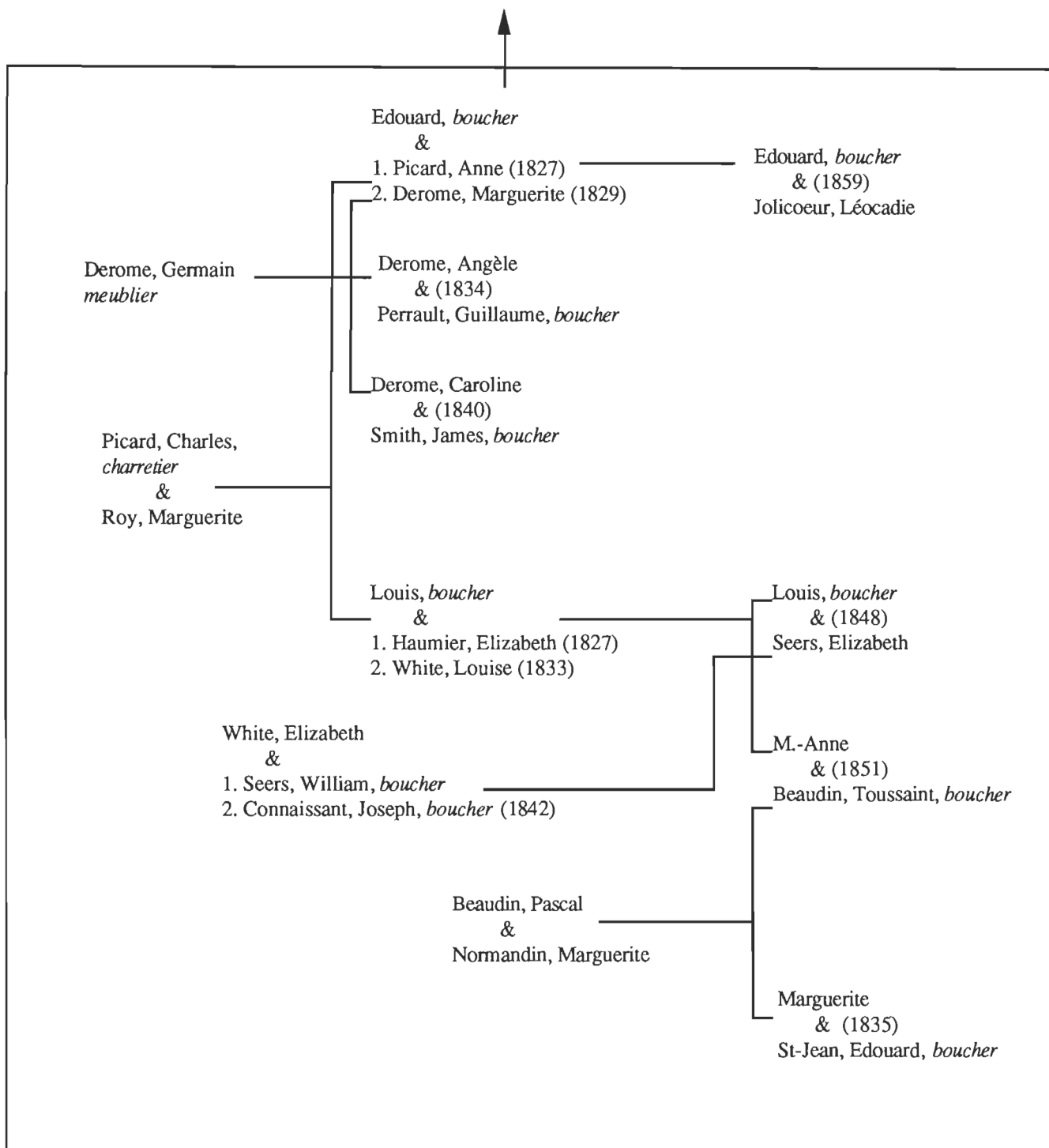
Nom	Marché	Etal	Date
Bennet, George	Neuf	Etal 17	04/11/40
Bennet, George	Neuf	Etal 17	25/08/41
Bennet, George	Neuf	Etal 17	25/08/42
Bennet, George	Neuf	Etal 17	25/08/43
Bennet, George	Neuf	Etal 17	26/08/44
Bennet, George	Bonsecours	Etal 46	28/04/48
Bennet, George	Papineau	Etal 3	26/04/55
Bennet, George	Papineau	Etal 4	24/04/56
Bennet, George	Papineau	Etal 3	25/04/57
Bennet, George	Papineau	Etal 4	26/04/59
Bennet, George	Saint-Laurent	Etal 41	26/04/59
Bennet, George	Saint-Laurent	Etal 41	28/04/60
Delorrier, Jean-Baptiste	Neuf	Etal 6	04/11/40
Delorrier, Jean-Baptiste	Neuf	Etal 6	25/08/41
Delorrier, Jean-Baptiste	Neuf	Etal 6	25/08/42
Delorrier, Jean-Baptiste	Neuf	Etal 6	25/08/43
Delorrier, Jean-Baptiste	Neuf	Etal 6	26/08/44
Delorrier, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 6	31/12/46
Delorrier, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 6	27/04/48
Delorrier, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 6	15/05/49
Delorrier, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 6	29/04/50
Delorrier, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 6	28/04/51
Delorrier, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 6	26/04/52
Delorrier, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 6	25/04/53
Delorrier, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 6	26/04/54
Delorrier, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 6	25/04/55
Delorrier, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 6	28/04/56
Delorrier, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 6	27/04/57
Delorrier, Jean-Baptiste	Bonsecours	Etal 6	25/04/59
Delaunier, Louis	Bonsecours	Etal 11	28/04/56
Delaunier, Louis	Bonsecours	Etal 2	25/09/56
Delaunier, Louis	Bonsecours	Etal 2	27/04/57
Delaunier, Louis	Bonsecours	Etal 2	30/04/60
Delaunier, Xavier	Bonsecours	Etal 11	26/04/52
Delaunier, Xavier	Bonsecours	Etal 11	25/04/53
Delaunier, Xavier	Bonsecours	Etal 11	26/04/54
Delaunier, Xavier	Bonsecours	Etal 11	25/04/55

Nom	Marché	Etal	Date
Delaurier, Xavier	Bonsecours	Etal 2	26/04/58
Delaurier, Xavier	Bonsecours	Etal 2	25/04/59
Desloriers, Elmiré	Bonsecours	Etal 11	27/04/48
Desloriers, Elmiré	Bonsecours	Etal 11	15/05/49
Desloriers, Elmiré	Bonsecours	Etal 11	29/04/50
Desloriers, Elmiré	Bonsecours	Etal 11	28/04/51
Lavigne, Moyse	Bonsecours	Etal 34	31/12/46
Lavigne, Moyse	Bonsecours	Etal 34	27/04/48
Lavigne, Moyse	Bonsecours	Etal 34	15/05/49
Lavigne, Moyse	Bonsecours	Etal 34	29/04/50
Lavigne, Moyse	Bonsecours	Etal 34	28/04/51
Lavigne, Moyse	Bonsecours	Etal 34	26/04/52
Lavigne, Moyse	Bonsecours	Etal 34	25/04/53
Lavigne, Moyse	Bonsecours	Etal 34	26/04/54
Lavigne, Moyse	Bonsecours	Etal 34	25/04/55
Lavigne, Moyse	Bonsecours	Etal 34	28/04/56
Lavigne, Moyse	Bonsecours	Etal 34	27/04/57
Lavigne, Moyse	Bonsecours	Etal 34	26/04/58
Lavigne, Moyse	Bonsecours	Etal 34	25/04/59
Lavigne, Moyse	Bonsecours	Etal 34	30/04/60
Perrault, Léon	Saint-Laurent	Etal 18	26/04/59
Perrault, Léon	Saint-Laurent	Etal 18	28/04/60
Smith, Joseph	Neuf	Etal 11	26/08/44
Smith, Joseph	Saint-Laurent	Etal 2	27/08/45
Smith, Joseph	Bonsecours	Etal 11	31/12/46
Tessier dit Lavigne, Emery	Neuf	Etal 52	04/11/40
Tessier dit Lavigne, Emery	Neuf	Etal 52	25/08/41
Tessier dit Lavigne, Emery	Neuf	Etal 52	25/08/42
Tessier dit Lavigne, Emery	Neuf	Etal 52	25/08/43
Tessier dit Lavigne, Emery	Neuf	Etal 52	26/08/44
Tessier dit Lavigne, Emery	Bonsecours	Etal 31	27/04/48
Tessier dit Lavigne, Emery	Bonsecours	Etal 31	15/05/49
Tessier dit Lavigne, Emery	Bonsecours	Etal 31	29/04/50
Tessier dit Lavigne, Emery	Saint-Laurent	Etal 16	28/04/51
Tessier dit Lavigne, Emery	Saint-Laurent	Etal 16	26/04/52
Tessier dit Lavigne, Emery	Saint-Laurent	Etal 16	27/04/53
Tessier dit Lavigne, Emery	Saint-Laurent	Etal 16	20/04/54

Nom	Marché	Etal	Date
Tessier dit Lavigne, Emery	Saint-Laurent	Etal 16	26/04/55
Tessier dit Lavigne, Emery	Saint-Laurent	Etal 16	24/04/56
Tessier dit Lavigne, Emery	Saint-Laurent	Etal 16	25/04/57
Tessier dit Lavigne, Emery	Saint-Laurent	Etal 16	24/04/58
Tessier dit Lavigne, Emery	Saint-Laurent	Etal 16	26/04/59
Tessier dit Lavigne, Emery	Saint-Laurent	Etal 16	28/04/60

VII. Le réseau des Richelieu





VIIa. La liste des locations dans les marchés

Nom	Marché	Etal	Date
Beaudin, Toussaint	Bonsecours	Etal 44	26/04/52
Beaudin, Toussaint	Bonsecours	Etal 44	25/04/53
Beaudin, Toussaint	Sainte-Anne	Etal 3	28/04/56
Beaudin, Toussaint	Sainte-Anne	Etal 3	27/04/57
Beaudin, Toussaint	Sainte-Anne	Etal 3	26/04/58
Beaudin, Toussaint	Sainte-Anne	Etal 3	25/04/59
Connaissant, Joseph	Sainte-Anne	Etal 20	25/08/42
Connaissant, Joseph	Sainte-Anne	Etal 20	25/08/43
Connaissant, Joseph	Sainte-Anne	Etal 30	26/08/44
Connaissant, Joseph	Sainte-Anne	Etal 30	25/08/45
Connaissant, Joseph	Sainte-Anne	Etal 30	25/08/47
Connaissant, Joseph	Sainte-Anne	Etal 30	25/08/48
Connaissant, Joseph	Sainte-Anne	Etal 30	30/04/49
Connaissant, Joseph	Sainte-Anne	Etal 30	25/04/50
Connaissant, Joseph	Sainte-Anne	Etal 30	28/04/51
Connaissant, Joseph	Sainte-Anne	Etal 26	28/04/52
Connaissant, Joseph	Sainte-Anne	Etal 28	25/04/53
Connaissant, Joseph	Sainte-Anne	Etal 28	26/04/54
Connaissant, Joseph	Sainte-Anne	Etal 28	25/04/55
Connaissant, Joseph	Sainte-Anne	Etal 28	28/04/56
Connaissant, Joseph	Sainte-Anne	Etal 28	27/04/57
Connaissant, Joseph	Sainte-Anne	Etal 28	26/04/58
Connaissant, Joseph	Sainte-Anne	Etal 28	25/04/59
Laviolette, François	Saint-Laurent	Etal 1	13/08/45
Laviolette, François	Bonsecours	Etal 35	04/01/47
Laviolette, François	Bonsecours	Etal 35	27/04/48
Lavictoire, Joseph	Saint-Laurent	Etal 3	28/04/51
Lavictoire, Joseph	Saint-Laurent	Etal 3	26/04/52
Lavictoire, Joseph	Saint-Laurent	Etal 3	27/04/53
Lavictoire, Joseph	Saint-Laurent	Etal 3	20/04/54
Lavictoire, Joseph	Saint-Laurent	Etal 3	26/04/55
Lavictoire, Joseph	Saint-Laurent	Etal 3	24/04/56
Lavictoire, Joseph	Saint-Laurent	Etal 3	25/04/57
Lavictoire, Joseph	Saint-Laurent	Etal 3	24/04/58
Lavictoire, Joseph	Saint-Laurent	Etal 3	26/04/59
Lavictoire, Joseph	Saint-Laurent	Etal 3	28/04/60
Laviolette, Jean-Baptiste	Saint-Laurent	Etal 5	28/04/51

Nom	Marché	Etal	Date
Laviolette, Jean-Baptiste	Saint-Laurent	Etal 5	26/04/52
Laviolette, Jean-Baptiste	Saint-Laurent	Etal 5	27/04/53
Laviolette, Jean-Baptiste	Saint-Laurent	Etal 5	20/04/54
Laviolette, Jean-Baptiste	Saint-Laurent	Etal 5	26/04/55
Laviolette, Jean-Baptiste	Saint-Laurent	Etal 5	24/04/56
Laviolette, Jean-Baptiste	Saint-Laurent	Etal 5	25/04/57
Laviolette, Jean-Baptiste	Saint-Laurent	Etal 5	24/04/58
Laviolette, Jean-Baptiste	Saint-Laurent	Etal 5	26/04/59
Laviolette, Jean-Baptiste	Saint-Laurent	Etal 5	28/04/60
Laviolette, Joseph	Saint-Laurent	Etal 9	20/04/54
Laviolette, Joseph	Saint-Laurent	Etal 9	26/04/55
Laviolette, Joseph	Saint-Laurent	Etal 9	24/04/56
Laviolette, Joseph	Saint-Laurent	Etal 9	25/04/57
Laviolette, Joseph	Saint-Laurent	Etal 9	24/04/58
Laviolette, Joseph	Saint-Laurent	Etal 9	26/04/59
Laviolette, Joseph	Saint-Laurent	Etal 9	28/04/60
Laviolette, Michel	Neuf	Etal 28	26/08/44
Laviolette, Michel	Bonsecours	Etal 28	04/01/47
Laviolette, Michel	Bonsecours	Etal 28	27/04/48
Laviolette, Michel	Saint-Laurent	Etal 1	28/04/51
Laviolette, Michel	Saint-Laurent	Etal 1	26/04/52
Laviolette, Michel	Saint-Laurent	Etal 1	27/04/53
Laviolette, Michel	Saint-Laurent	Etal 1	20/04/54
Laviolette, Michel	Saint-Laurent	Etal 1	26/04/55
Laviolette, Michel	Saint-Laurent	Etal 1	24/04/56
Laviolette, Michel	Saint-Laurent	Etal 1	25/04/57
Laviolette, Michel	Saint-Laurent	Etal 6	24/04/58
Laviolette, Michel	Saint-Laurent	Etal 1	24/04/58
Laviolette, Michel	Saint-Laurent	Etal 1	26/04/59
Laviolette, Michel	Saint-Laurent	Etal 1	28/04/60
Perrault, Edouard père	Neuf	Etal 25	04/11/40
Perrault, Edouard père	Neuf	Etal 25	25/08/41
Perrault, Edouard père	Neuf	Etal 25	25/08/42
Perrault, Edouard père	Sainte-Anne	Etal 40	25/08/42
Perrault, Edouard père	Neuf	Etal 25	25/08/43
Perrault, Edouard père	Neuf	Etal 25	26/08/44
Perrault, Edouard père	Bonsecours	Etal 25	27/04/48

Nom	Marché	Etal		Date
Perrault, Edouard père	Bonsecours	Etal	25	15/05/49
Perrault, Edouard père	Bonsecours	Etal	25	29/04/50
Perrault, Edouard père	Bonsecours	Etal	25	28/04/51
Perrault, Edouard père	Bonsecours	Etal	25	26/04/52
Perrault, Edouard père	Bonsecours	Etal	25	25/04/53
Perrault, Edouard père	Bonsecours	Etal	25	26/04/54
Perrault, Edouard père	Bonsecours	Etal	25	25/04/55
Perrault, Edouard père	Bonsecours	Etal	25	28/04/56
Perrault, Edouard père	Bonsecours	Etal	25	27/04/57
Perrault, Edouard père	Bonsecours	Etal	25	26/04/58
Perrault, Edouard père	Bonsecours	Etal	25	25/04/59
Perrault, Edouard père	Saint-Laurent	Etal	26	28/04/60
Perrault, Edouard père	Bonsecours	Etal	25	30/04/60
Perrault, Edward fils	Bonsecours	Etal	27	25/04/59
Perrault, Edward fils	Bonsecours	Etal	13	25/04/59
Perrault, Edward fils	Bonsecours	Etal	13	30/04/60
Picard, Louis père	Neuf	Etal	27	04/11/40
Picard, Louis père	Neuf	Etal	27	25/08/41
Picard, Louis père	Neuf	Etal	27	25/08/42
Picard, Louis père	Sainte-Anne	Etal	0	25/08/43
Picard, Louis père	Neuf	Etal	27	25/08/43
Picard, Louis père	Sainte-Anne	Etal	13	26/08/44
Picard, Louis père	Neuf	Etal	27	26/08/44
Picard, Louis père	Sainte-Anne	Etal	13	25/08/45
Picard, Louis père	Bonsecours	Etal	27	15/05/49
Picard, Louis père	Bonsecours	Etal	27	28/04/51
Picard , Louis fils	Bonsecours	Etal	27	27/04/48
Picard , Louis fils	Bonsecours	Etal	27	29/04/50
Picard , Louis fils	Sainte-Anne	Etal	11	26/04/54
Picard , Louis fils	Sainte-Anne	Etal	11	25/04/55
Picard , Louis fils	Sainte-Anne	Etal	11	28/04/56
Picard , Louis fils	Sainte-Anne	Etal	52	27/04/57
Picard , Louis fils	Sainte-Anne	Etal	11	26/04/58
Picard , Louis fils	Sainte-Anne	Etal	11	25/04/59
Richelieu, François père	Neuf	Etal	43	04/11/40
Richelieu, François père	Neuf	Etal	43	25/08/41
Richelieu, François père	Neuf	Etal	43	25/08/42

Nom	Marché	Etal	Date
Richelieu, François père	Neuf	Etal 43	25/08/43
Richelieu, François père	Neuf	Etal 43	26/08/44
Richelieu, François père	Bonsecours	Etal 43	04/01/47
Richelieu, François père	Bonsecours	Etal 43	28/04/48
Richelieu, François père	Bonsecours	Etal 43	15/05/49
Richelieu, François père	Bonsecours	Etal 43	29/04/50
Richelieu, François père	Bonsecours	Etal 43	28/04/51
Richelieu, François père	Bonsecours	Etal 43	26/04/52
Richelieu, François père	Bonsecours	Etal 43	25/04/53
Richelieu, François père	Bonsecours	Etal 58	26/04/54
Richelieu, François père	Bonsecours	Etal 43	26/04/54
Richelieu, François père	Bonsecours	Etal 43	25/04/55
Richelieu, François père	Bonsecours	Etal 43	28/04/56
Richelieu, François père	Bonsecours	Etal 43	27/04/57
Richelieu, François père	Bonsecours	Etal 43	26/04/58
Richelieu, François fils	Bonsecours	Etal 40	25/04/55
Richelieu, François fils	Bonsecours	Etal 40	28/04/56
Richelieu, François fils	Bonsecours	Etal 40	27/04/57
Richelieu, François fils	Bonsecours	Etal 40	26/04/58
Richelieu, François fils	Bonsecours	Etal 40	25/04/59
Richelieu, François fils	Bonsecours	Etal 40	30/04/60
Richelieu, Joseph	Bonsecours	Etal 43	25/04/59
Richelieu, Joseph	Bonsecours	Etal 43	30/04/60
Saint-Jean, Edouard	Neuf	Etal 21	04/11/40
Saint-Jean, Edouard	Neuf	Etal 21	25/08/41
Saint-Jean, Edouard	Neuf	Etal 21	25/08/42
Saint-Jean, Edouard	Neuf	Etal 21	25/08/43
Saint-Jean, Edouard	Neuf	Etal 21	26/08/44
Saint-Jean, Edouard	Saint-Laurent	Etal 16	30/09/45
Saint-Jean, Edouard	Bonsecours	Etal 21	27/04/48
Saint-Jean, Edouard	Bonsecours	Etal 21	15/05/49
Saint-Jean, Edouard	Bonsecours	Etal 21	29/04/50
Saint-Jean, Edouard	Bonsecours	Etal 21	28/04/51
Saint-Jean, Edouard	Sainte-Anne	Etal 3	21/07/54
Saint-Jean, Edouard	Sainte-Anne	Etal 3	25/04/55
Saint-Jean, Edouard	Papineau	Etal 3	24/04/56
Smith, James	Neuf	Etal 19	25/08/41

Nom	Marché	Etal	Date
Smith, James	Neuf	Etal 19	25/08/42
Smith, James	Neuf	Etal 19	25/08/43
Smith, James	Neuf	Etal 19	26/08/44
Smith, James	Bonsecours	Etal 12	27/04/48
Smith, James	Bonsecours	Etal 12	15/05/49
Smith, James	Bonsecours	Etal 12	29/04/50
Smith, James	Bonsecours	Etal 12	28/04/51
Smith, James	Bonsecours	Etal 12	26/04/52
Smith, James	Bonsecours	Etal 12	25/04/53
Smith, James	Bonsecours	Etal 12	26/04/54
Smith, James	Bonsecours	Etal 12	25/04/55
Smith, James	Bonsecours	Etal 12	28/04/56
Smith, James	Bonsecours	Etal 12	27/04/57

Bibliographie

I. Sources

A) Sources manuscrites

1-Documents municipaux

Montréal. Comité des marchés, *Procès-verbaux*, [1840-1860], (5 volumes)

Les procès-verbaux du Comité des marchés comportent pour la période 1840 à 1860 cinq cahiers d'environ 175 à 200 pages chacun (sauf le premier qui est moitié moins volumineux). Les cahiers 2, 3 et 4 possèdent un index sommaire des sujets. Le texte est rédigé en anglais sauf pendant une brève période, de nov. 1843 à janv. 1844, où il est bilingue. Le Comité est chargé de la formulation des règlements, de l'aménagement des halles et de la surveillance du personnel mais son rôle auprès du Conseil de ville est consultatif. De plus, à partir de 1847, les rapports du Comité doivent également recevoir l'approbation du Comité des finances.

Montréal. Conseil de ville, *Procès-verbaux*, [1840-1860], (70 volumes)

Les procès-verbaux du Conseil comprennent pour la période étudiée 70 cahiers rédigés dans les deux langues (textes anglais et français en regard), sauf pendant les deux premières années où ils apparaissent en anglais seulement. La plupart de ces cahiers comportent un index sommaire des sujets. Les rapports du Comité des marchés y apparaissent systématiquement jusqu'en 1857, date à partir de laquelle certains seulement sont retranscrits, les autres étant toutefois disponibles dans les documents du Comité. En 1859, les rapports publiés dans les journaux sont découpés et ajoutés en annexe des cahiers. Les procès-verbaux ne comportent toutefois pas de rapports d'activités présentés par les différents comités municipaux.

Une large part des interventions concernant les marchés est faite directement au Conseil, lequel soumet habituellement les questions au Comité des marchés pour enquête et rapport. Les rapports déposés sont discutés, adoptés avec ou sans modifications ou simplement rejetés. La consultation simultanée des procès-verbaux du Conseil et du Comité des marchés est donc nécessaire.

Montréal. Commissions spéciales, *Procès-verbaux*, [1840-1860], (4 volumes)

Les procès-verbaux des Commissions spéciales du Conseil comprennent quatre volumes pour la période (nous avons retracé le vol. 2 aux Archives nationales du Québec à Montréal, 06-M-P 19-1). La création de nouveaux marchés ou la construction de halles ont notamment donné lieu à des commissions ad hoc.

Montréal. *Règlements*, [1840-1860]

Les règlements de la ville sont disponibles dans leur texte anglais seulement jusqu'en 1842 (no 102) et dans les deux langues (à l'exception d'une vingtaine d'entre eux) par la suite. Nous avons également utilisé les diverses compilations parues entre 1820 et 1865 (voir les sources imprimées).

Montréal. *Documents du Conseil de ville, des Commissions spéciales et du Comité des marchés*, 1840-1860.

Constitués de lettres, pétitions et rapports divers, ces documents s'avèrent les plus intéressants pour connaître l'activité des marchés publics et les rapports entre les différents groupes en présence. Les documents du Comité des marchés comportent notamment certains rapports des clercs des marchés. Ceux-ci tenaient un relevé minutieux de leurs dépenses au jour le jour (une douzaine de chandelles, une boîte de crayons, le salaire de trois journaliers pour pelleter la neige, etc.). Un grand nombre de ces rapports mensuels, bimensuels ou trimestriels (aucune périodicité ne semble imposée avant 1859 alors qu'on exige un compte rendu trimestriel) sont conservés aux Archives. Par contre, aucun des registres que devaient tenir les clercs pour signaler, en vertu de la réglementation, les infractions sur les marchés et pour enregistrer les transactions au marché à bestiaux n'a été retracé.

Montréal. Comité des finances, *Journal* (relevé mensuel des revenus et dépenses), 1847-1851.

Le *Journal* est un relevé manuscrit des revenus et dépenses de la ville. Ce registre, couvrant la période de 1847 à 1851 inclusivement, semble résulter des contrôles budgétaires très serrés imposés par la ville à ses comités à partir de 1847 pour redresser les finances municipales. Les comités doivent soumettre chacune de leurs recommandations encourant des dépenses au Comité des finances pour approbation. On y retrouve le relevé mensuel de chacun des marchés, détaillé pour les dépenses et le plus souvent global pour les revenus.

Montréal. Comité de police, *Procès-verbaux*, [1840-1860], (5 volumes)

Les procès-verbaux du Comité de police pour la période 1840-1860 sont retranscrits dans cinq cahiers dont trois (vol. 2, 3, 4) comportent un index sommaire des sujets. La préoccupation principale du Comité semble pour cette période d'organiser le corps policier (construction de casernes, recrutement de personnel, équipements divers) et de lui imposer une discipline. On y retrouve très peu d'indications sur les délits des citoyens.

Les documents regroupent des lettres et pétitions diverses mais ne comprennent pas de rapports ou d'indications sur les infractions à la réglementation qui auraient pu présager les rapports annuels du chef de police. Ceux-ci paraissent à partir de 1863 mais ne sont par ailleurs pas très bavards sur les infractions aux règlements des marchés ni ne permettent d'isoler les comportements délinquants survenant dans ou près des marchés.

Fonds Perrault (conservé à l'Institut d'histoire de l'Amérique française)

Archiviste de la ville de Montréal, Claude Perrault a rassemblé des notes et des documents sur l'histoire de la ville. La boîte no 3 notamment comprend un index des procès-verbaux du Comité des marchés et du Conseil de ville au sujet des marchés ainsi que des reproductions de certains documents.

2- Documents et instruments de repérage consultés aux Archives nationales du Québec à Montréal

Les index, répertoires et greffes des notaires attitrés de la ville (1840-1860) et de celui de Joshua Pelton (1845). Ce sont:

- ☐ William S. Hunter (CN 601-209)
- ☐ William Ross (CN 601-353)

- ☐ Adolphe Montreuil (CN 601-297)
- ☐ Denis-Emery Papineau (CN 601-312)
- ☐ Pierre Lamothe (CN 601-231)
- ☐ Alfred D'Amours (CN 601-106)
- ☐ Stanley Clark Bagg (CN 601-11)

Fichier des baptêmes (1642-1899), district de Montréal.

Fichier des mariages (1648-1899), district de Montréal.

Fichier des sépultures rurales (1648-1899), district de Montréal.

Fichier Loiselle des mariages.

Index des mariages non catholiques, 1760-1899, Montréal.

Index des baptêmes non catholiques, 1760-1899, Montréal.

Index des sépultures non catholiques, 1768-1899, Montréal.

Liste indexée des microfilms de l'état civil.

Registres de l'église luthérienne St. John German, Montréal, 1855-1899.

B) Sources imprimées

1- Documents municipaux

Montréal. *Règles et règlements de police pour la ville et les faubourgs de Montréal, approuvés et confirmés par les juges de la Cour du Banc du Roi, dans le terme de février 1810*. Montréal, imprimé par J. Brown, 1810, 70 p.

----- *Règles et règlements de police pour les faubourgs et la cité de Montréal*. Montréal, J. Lane, 1817, 181p.

----- *Règles et règlements de police pour la cité et les faubourgs de Montréal*. Montréal, Imprimerie de J. Brown, 1821, 47 p.

----- *Règles et règlements de police, additionnels pour la cité et les faubourgs de Montréal*. Montréal, Office of the Montreal Gazette, 1826, 46 p.

----- *Règles, règlements, ordres, et ordonnances du Conseil de ville de Montréal*. Montréal, Fabre, Perrault et cie, 1833, 32 p.

----- *Compilation of the Bye-Law and Police Regulations in Force in the City of Montreal*. Montreal, J. Starke, 1842, 136 p.

----- *Collection des ordonnances et règlements de police en force dans la cité de Montréal*. Montréal, Imprimé par Louis Perrault, 1843.

----- *Charte et règlements de la Cité de Montréal*. Montréal, Imprimerie de L. Perrault et cie, 1865, 521 p.

----- *Rapport annuel du trésorier de la Cité de Montréal (Annual Report of the Treasurer of the City of Montreal)*, [1850-1860].

Le rapport comprend les revenus et les dépenses de chacun des marchés, de même que le salaire des clercs et de leurs assistants. Sauf pour le marché Bonsecours dont les revenus sont détaillés (étals, caves, glacières, magasins), les revenus des marchés demeurent plutôt globaux. Les marchés Sainte-Anne et Saint-Laurent distingueront les revenus des étals des autres «recettes suivant retours». Les marchés Viger et Papineau et le marché à foin afficheront simplement les «recettes pour 12 mois suivant retours».

Le relevé des dépenses s'avère nettement plus détaillé pour la plupart des marchés (moins pour les marchés Viger et Papineau). Au «fonds contingent pour l'année» s'ajoutent diverses rubriques dont les plus fréquentes sont les assurances, l'impression, le bois de chauffage et différents travaux de réparation et d'entretien (avec souvent le nom de l'entrepreneur ou de l'ouvrier). S'ajouteront dans certains cas le salaire d'un crieur public, des frais de dédommagement ou des intérêts sur les emprunts du marché.

2-Journaux

Pour donner du relief et une perspective à la documentation des marchés, nous avons consulté certains journaux. Le *Montreal Herald* n'est pas disponible pendant la période qui nous intéresse.

La Minerve, sept. 1842-1860

L'Aurore des Canadas, 1840-1849

The Montreal Gazette, 1840-1860

3- Autres

Falardeau, Emile. *Les anciennes familles de Longueuil: recueil par ordre alphabétique, 1715-1922, plus environ 60 généalogies dont 41 complètes*. Montréal, Société généalogique canadienne-française, 1965, 342 p.

Gareau, G.-R. *Mariages de la paroisse de Saint-Antoine-de-Pades de Longueuil, 1701-1980*. Montréal, Editions Bergeron, 1983, 2 vol.

Montreal Directory ou Lovell's Montreal Directory, 1842/43-1860/61.

Répertoire des baptêmes de la paroisse Saint-Antoine-de-Pades de Longueuil, 1669-1986. Longueuil, Société historique du Marigot, 1988, 5 vol. (2329 p.).

Répertoire des sépultures de la paroisse Saint-Antoine-de-Pades de Longueuil, 1669-1985. Longueuil, Société historique du Marigot, 1987, 3 vol.

II. Ouvrages de référence

Beaulieu, André et Hamelin, Jean. *La presse québécoise des origines à nos jours*. Vol. 1: 1764-1859. Québec, Presses de l'Université Laval, 1973, 268 p.

Communauté urbaine de Montréal. Service de planification du territoire. *Répertoire d'architecture traditionnelle sur le territoire de la communauté urbaine de Montréal*. Vol. 4: Architecture civile. Partie 1. Les édifices publics. Montréal, CUM, 1981, 321 p.

Dictionnaire biographique canadien. Québec, Presses de l'Université Laval, 1966- (Les tomes pertinents).

Laliberté, J.-M. *Index des greffes des notaires décédés (1645-1948)*. Québec, B. Pontbriand, 1967, 219 p.

Linteau, Paul-André et al. *Montréal au XX^e siècle: bibliographie*. Montréal, UQAM, Groupe de recherche sur la société montréalaise, 1972, 79 p.

- Massicotte, E.-Z. «Répertoire des arrêts, édits, mandements, ordonnances et règlements conservés dans les archives du Palais de justice de Montréal, 1640-1760», in *Mémoires de la Société royale du Canada*, 1917 (tome I); 1918 (tome I).
- Montréal. Division des archives. *Comités et commissions, 1840-1899*. Montréal, la Division, s.d., 206 p.
- Robert, Jean-Claude. «Les publications de la cité de Montréal». GRSM. *Rapport 1972-73*.

III. Orientation méthodologique

- Braudel, Fernand. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle*. Tome 2: Les jeux de l'échange. Paris, Colin, 1979, 599 p.
- Chouinard, Roger. *Analyse de l'évolution architecturale des halles de marché de la ville de Québec au cours du XIXe siècle*. Mémoire de maîtrise, Université Laval, 1981, 257 f.
- Duval, Michel. *Foires et marchés en Bretagne à travers les siècles*. Elven, Bretagne, Editions Breizh, 1982, 404 p.
- Hébert, Hélène, Dion, J.-N. et Rémillard, A. *Le Marché de Saint-Hyacinthe et quelques marchés publics du Québec*. Saint-Hyacinthe, JML, 1989, 171 p.
- Histoire de la France urbaine*. Tome 4: La ville de l'âge industriel. Paris, Seuil, 1983, 665 p.
- Jullian, Marcel. *Histoire de France des commerçants*. Paris, Lafont, 1983, 381 p.
- Linstrom, Diane. *Economic Development in the Philadelphia Region, 1810-1855*. New York, Columbia University Press, 1978, 255 p.
- Murray, Jocelyne. *Les marchés de Trois-Rivières: étude de sociabilité urbaine, 1850-1900*. Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Trois-Rivières, 1988, 154 f.
- Perrot, Jean-Claude. *Genèse d'une ville moderne: Caen au XVIIIe siècle*. Paris, Mouton, 1975, 2 vol.

IV. Ouvrages sur le Québec et le Canada

- Biesenthal, Linda. *To Market, to Market: the Public Market Tradition in Canada*. Toronto, Martin Books, 1980, 164 p.
- Faucher, Albert. *Québec en Amérique au XIX^e siècle: essai sur les caractères économiques de la Laurentie*. Montréal, Fides, 1973, 247 p.
- Hamelin, Jean et Roby, Yves. *Histoire économique du Québec, 1851-1896*. Montréal, Fides, 1971, 436 p.
- Linteau, P.-A., Durocher, R. et Robert, J.-C. *Histoire du Québec contemporain*. Tome 1: De la Confédération à la crise (1867-1929). Montréal, Boréal Express, 1979, 658 p.
- Ouellet, Fernand. *Le Bas-Canada, 1791-1840: changements structuraux et crise*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976, 539 p.
- Ouellet, Fernand. *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*. Montréal, Fides, 1971, 2 vol.

V. Études sur Montréal

- Atherton, William Henry. *Montreal, 1535-1914*. Vol. 2: Under British Rule, 1760-1914. Montréal, Clarke, 1914.
- Bischoff, Peter. «Des Forges du Saint-Maurice aux fonderies de Montréal: mobilité géographique, solidarité communautaire et action syndicale des mouleurs, 1829-1881», in *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 43, no 1 (été 1989), p. 3-29.
- Blanchard, Raoul. *L'Ouest du Canada français. Montréal et sa région*. Montréal, Beauchemin, 1953, 399 p.
- Borthwick, J.D. *History of Montreal, Including the Streets of Montreal, their Origin and History*. Montreal, D. Gallagher, 1897, 288 p.
- Borthwick, J.D. *Montreal, its History to which is Added Biographical Sketches, with Photographs of many of its Principal Citizens*. Montreal, Drysdale, 1875, 158 p.
- Bradbury, Bettina. «Surviving as a widow in 19th century Montreal», in *Urban history review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 17, no 3 (février 1989), p. 148-160.

- Bradbury, Bettina. *The Working Class Family Economy*. Thèse de doctorat, University Concordia, 1984. 2 vol.
- Burgess, Joanne. «L'industrie de la chaussure à Montréal: 1840-1870: le passage de l'artisanat à la fabrique», in *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 31, no 2 (sept. 1977), p. 187-210.
- Burgess, Joanne. *Work, Family and Community: Montreal Leather Craftsmen, 1790-1831*. Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, 1986, 2 vol.
- Choko, Marc H. *Les grandes places publiques de Montréal*. Montréal, Méridiens, 1990, 215 p.
- Cooper, J.I. *Montreal, a Brief History*. Montréal, McGill/Queen University Press, 1969, 217 p.
- Cross, D.S. «The Neglected Majority: the Changing Role of Women in 19th Century Montreal», in *Histoire sociale*, vol. 6 (nov. 73), p. 202-217.
- Dechêne, Louise. *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*. Paris, Plon, 1974, 588 p.
- DeVolpi, Charles P. et Winkworth, P.S. *Montréal: recueil iconographique, 1535-1885*. Montréal, Dev-Sco, 1963, 2 vol.
- D'Iberville Moreau, Luc. *Montréal perdu*. Montréal, Quinze, 1975, 184 p.
- Dubuc, Alfred. «Montréal et les débuts de la navigation à vapeur», in *Revue d'histoire économique et sociale*, vol. 45, no 1 (1967), p. 105-118.
- Fournier, Ovila. *Un pionnier de l'économie au Québec: Joseph Versailles (1881-1931): le fondateur de Montréal-Est*. Saint-Etienne-de-Bolton, Éd. de la Libellule, 1974, 141 p.
- Gagnon, France. «Parenté et migration: le cas des Canadiens français à Montréal entre 1845 et 1875», in *Historical Papers/Communications historiques*, 1988, p. 63-85.
- Galarneau, P., Hallé, J. et Lapierre, D. *Comptes rendus de certains bâtiments dans la ville de Montréal (P.Q.) et dans les municipalités avoisinantes*. Ottawa, Parcs Canada, 1978, 255 p.
- Heap, Margaret. «La grève des charretiers à Montréal, 1864», in *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 31, no 3 (déc.1977), p. 371-395.
- Lamothe, Cléophas. *Histoire de la corporation de la cité de Montréal*. Montréal, Montreal Printing and Publ. Co, 1903, 848 p.

- Lauzon, Gilles. *Habiter un nouveau quartier ouvrier de la banlieue de Montréal: village Saint-Augustin (municipalité de Saint-Henri), 1855-1881*. Thèse de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 1986, 209 p.
- Lighthall, W.P. *Montreal after 250 years*. Montréal, Grafton, 1892, 149 p.
- Mackay, Robert Walter Stuart. *The Stranger's Guide to the Island and City of Montreal*. Montreal, Lovell and Gibson, 1848, 46 p.
- Massicotte, E.-Z. «Ce que fut la Place Jacques-Cartier à Montréal», in *Bulletin des recherches historiques*, vol. 41, no 4 (avril 1935), p. 228-232.
- Massicotte, E.-Z. «Le commerce du foin et l'origine d'un square», in *Bulletin des recherches historiques*, vol. 47, no 10 (oct. 1941), p. 314-315.
- Massicotte, E.-Z. «Quelques rues et faubourgs du vieux Montréal», in *Les Cahiers des dix*, no 1, 1936, p. 124-128.
- Massicotte, E.-Z. «La rue Saint-Laurent à Montréal», in *Bulletin des recherches historiques*, vol. 58, no 6 (juin 1942), p. 179-182.
- Olson, Sherry H. *Occupations as Cues to Social Structure in Nineteenth-Century Montreal; Les occupations, indices de la structure sociale de Montréal: 1861 à 1901*. Montreal, McGill University, Dept. of Geography, 1986, 29 f. (Shared spaces ; 4).
- Olson, Sherry H. *The Tip of the Iceberg: Strategy for Research on Nineteenth-Century Montreal*. Montreal, McGill University, Dept. of Geography, 1986, 43 p. (Shared spaces ; 5).
- Perrault, Claude. «Les marchés Sainte-Anne», in *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 23, no 3 (déc. 1969), p. 393-403.
- Pinard, Guy. *Montréal, son histoire, son architecture*. Montréal, La Presse, 1987, 3 vol.
- Robert, Jean-Claude. *Montréal, 1821-1871: aspects de l'urbanisation*. Thèse de doctorat, École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1977, 491 p.
- Rumilly, Robert. *Histoire de Montréal*. Vol. 2. Montréal, Fides, 1970, 418 p.
- Saint-Pierre, Téléphore. *Histoire du commerce canadien-français de Montréal, 1535-1893*. Montréal, Réimpression Elysée, 1975, 135 p.
- Sandham, Alfred. *Ville-Marie or, Sketches of Montreal Past and Present*. Montréal, Bishop, 1870, 393 p.
- Tulchinsky, Gerald J.J. *The River Barons : Montreal Businessmen and the Growth of Industry and Transportation, 1837-1853*. Toronto, University of Toronto Press, 1977, 310 p.